

Université de Montréal

Analyse du regard de trois quotidiens français sur l'Algérie postcoloniale : 1962-1971

par
Jaurès Chabalier
Département d'Histoire
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et des Sciences
en vue de l'obtention du grade Maître ès arts (M.A.) en Histoire
option recherche

janvier 2012
©, Jaurès Chabalier, 2012

Université de Montréal
Faculté des Arts et des Sciences
Ce mémoire intitulé :

Analyse du regard de trois quotidiens français sur l'Algérie postcoloniale : 1962-1971

présenté par :

Jaurès Chabalier

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Samir Saul

directeur de recherche

Yakov Rabkin

membre du jury

David Meren

membre du jury

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
I. État de la question	2
a. L'opinion publique.....	2
b. L'élite.....	4
c. Les grilles d'interprétation	8
II. Problématique	10
III. Méthodologie	11
a. Périodisation	12
b. Méthode	14
c. Sources	15
IV. Hypothèses	17
a. Importance du sujet.....	18
b. Position des journaux avant la guerre	19
Premier Chapitre	22
La naissance difficile de l'Algérie postcoloniale (mai-juillet 1962)	22
I. Les accords d'Évian, l'OAS et les négociations avec celle-ci.....	23
a. Les accords d'Évian	23
b. Le terrorisme de l'OAS	27
c. Les accords du 17 juin 1962 et la fin du terrorisme OAS.....	33
II. Le conflit entre Ben Bella et le GPRA au lendemain du référendum.....	38
III. Conclusion	49
Deuxième Chapitre	51
Les premières crises algériennes (octobre et novembre 1963)	51
I. Le Front des forces socialistes en Kabylie et la réponse gouvernementale ..	51
a. La première réaction	53
b. La riposte gouvernementale.....	55
c. L'évolution de la crise	57
II. La guerre des sables	63
a. L'incertitude des premiers accrochages.....	64
b. Le déroulement de la guerre et les accords de paix	68
III. Conclusion	72

Troisième Chapitre : La Période Boumedienne	74
La prise du pouvoir et les nationalisations de 1971	74
I. La prise de pouvoir par Boumedienne	74
a. Les lendemains du coup d'État	75
b. L'identité du Conseil national de la révolution	80
II. La nationalisation du pétrole algérien (février-mars 1971).....	84
a. Les tergiversations autour des discussions pétrolières.....	85
b. La nationalisation.....	88
c. Les négociations post-nationalisations	91
III. Conclusion	96
Conclusion	98
Bibliographie	109

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ALN : Armée de Libération Nationale

ANP : Armée nationale populaire

APS : Algérie Presse Service

CICF : Centre intellectuel catholique français

CNR : Conseil national de la révolution

CNRA : Conseil national de la révolution algérienne

FFS : Front des forces socialistes

FLN : Front de Libération Nationale

GPRA : Gouvernement Provisoire de la République Algérienne

IFOP : Institut français d'opinion publique

MNA : Mouvement national algérien

OAS : Organisation de l'armée secrète

PCF : Parti communiste français

UGTFA : Union générale des travailleurs français d'Algérie

RÉSUMÉ

L'empire colonial français se désagrège à partir des années 1950. Après la perte des colonies fondées au Maroc et en Indochine, la France doit faire face à la sécession de sa plus importante colonie, l'Algérie. La population française accepte difficilement cette sécession puisqu'il ne s'agit pas uniquement de la chute de l'empire colonial mais aussi de la destruction d'idéaux qui lui étaient chers. Plus que la peur de ne plus être un empire colonial, les Français redoutent la perte de leur statut de puissance mondiale et de leur vision de pays possédant une mission civilisatrice. Pour comprendre l'évolution de la perception de l'Algérie en France après la décolonisation algérienne à travers plusieurs courants de pensée, ce mémoire se penche sur les éditoriaux publiés dans trois journaux français (Le Figaro, L'Humanité et Le Monde) entre 1962 et 1971 qui traitent d'événements qui se sont déroulés en Algérie. Il se penche plus particulièrement sur le terrorisme de l'OAS au moment de l'indépendance algérienne, le conflit au sein du Front de Libération Nationale (FLN) pour décider qui détiendra le pouvoir, le conflit avec le Front des Forces Socialistes (FFS), la guerre avec le Maroc, le coup d'état de Boumedienne et la nationalisation du pétrole algérien.

Mots-clés : Algérie, décolonisation, France, colonisation, FLN, Ben Bella, Boumedienne, Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, journaux français, OAS.

ABSTRACT

The collapse of the French colonial empire begins in the 1950s. After losing its colonies in Morocco and Indochina, France was faced with the secession of its most important colony, Algeria. The French had difficulty accepting the separation as it not only represented the fall of the colonial empire, but the destruction of cherished dreams. More than fearing losing their status as a colonial power, the French fear they will also lose their world great power status and their vision of being a country with a *mission civilisatrice*. To understand the evolution in the perception the French had of Algeria after the Algerian decolonization through various schools of thought, this thesis looks at editorials published in three French newspapers (*Le Figaro*, *L'Humanité* and *Le Monde*) between 1962 and 1971, which covered events taking place in Algeria. More specifically, this thesis examines OAS terrorist action in the period between the Évian Accords and the Algerian referendum, the conflict within the National Liberation Front (FLN) to decide who would be in power, the conflict with the Socialist Forces Front (SFF), the war with Morocco, the Boumedienne coup d'état and the nationalization of Algerian oil.

Keywords : Algeria, decolonization, France, colonization, FLN, Ben Bella, Boumedienne, Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, french journals, OAS.

INTRODUCTION

La décolonisation fut particulièrement difficile à accepter par la population française puisqu'il ne s'agissait pas uniquement de la perte de l'empire colonial mais aussi de la destruction d'idéaux qui lui étaient chers. Plus que la peur de ne pas en avoir un, les Français redoutaient le retrait de leur statut de puissance mondiale et le rejet de l'idée de mission. Après une guerre de huit ans contre les nationalistes algériens, la France dut se rendre à l'évidence : les Algériens désiraient réellement faire sécession et ce ne serait pas la force militaire française qui les en empêcherait.

Cette réalisation se traduit dans l'opinion publique et dans la presse française par un manque d'intérêt pour la question algérienne, ainsi que par une passivité hostile de la part d'une tranche de la population à l'égard de tout nouveau déploiement de troupes en Algérie¹. Cette tranche de population, minoritaire avant la prise du pouvoir du général Charles de Gaulle en 1958, va devenir majoritaire à mesure que la France se rangera derrière son nouveau gouvernement. Ce courant « pacifique » est composé d'un amalgame d'idéologies et de courants politiques. On y retrouve, en effet, des communistes opposés au colonialisme français, des chrétiens dénonçant la torture que pratique l'armée, des intellectuels de gauche luttant contre le bafouage de la liberté de presse, ainsi que ce qu'ils nomment la terreur d'État. On retrouve au sein de cette coalition une droite qui estime que l'Algérie coûte trop cher à l'État et des avocats de la fin du protectionnisme engendré par le pacte colonial.

Si un nombre grandissant de Français se résignent à laisser partir l'Algérie, une importante minorité tient à écraser militairement ce qu'elle considère comme des terroristes. Elle est menée par une droite militaire qui entend redonner à la France le prestige dont elle jouissait avant le début de la décolonisation. Se rallie ensuite un groupe d'intellectuels de droite qui juge que le respect de la France dans

¹ Charles-Robert Ageron, « L'Algérie dernière chance de la puissance française : Étude d'un mythe politique (1954-1962) », *Relations internationales*, no.57 (printemps 1989), p. 262-263.

le monde dépend de l'acharnement qu'elle met dans la démonstration de sa puissance militaire. Ceux-ci cherchent également à dégager le terme « intellectuel » de la connotation progressiste et socialiste qu'il incarne depuis son émergence durant l'affaire Dreyfus. Les socialistes, en tant que parti détenant le pouvoir durant la crise algérienne, adoptent une politique de répression envers ce qu'ils considèrent être des « émeutes de pain », du moins au début. Finalement, le Parti communiste français (PCF), en quête de légitimité et d'alliés politiques, appuie la ligne dure des socialistes et vote massivement les crédits de guerre.

Ces deux coalitions hétéroclites vont, à la manière de l'Affaire Dreyfus, diviser la société selon des lignes compliquées et pour lesquelles les oppositions traditionnelles conservateurs/progressistes et gauche/droite sont peu significatives. Malgré la complexité que revêt l'analyse de tels groupements politiques, il existe une importante historiographie se prêtant à l'explication de leurs formations. Deux types d'approches ont été utilisés pour tenter de définir ces deux groupes. La première traite de l'opinion publique en général ainsi qu'elle s'exprime lors des votes ou lorsque la population est sondée sur des questions relatives à la guerre. La seconde cherche à positionner les différents groupes de l'élite intellectuelle, spirituelle ou autre par rapport à la crise.

I. État de la question

L'opinion publique

L'opinion publique française lors de la guerre d'Algérie est relativement accessible au chercheur grâce aux sondages réguliers de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) qui a, depuis 1938², tâté le pouls de la population française sur divers enjeux politiques d'actualité. Ces sondages ont l'avantage d'être réguliers et de reprendre textuellement, sondage après sondage, les mêmes questions. Cette caractéristique permet à l'analyste de suivre la progression des réponses sans devoir nuancer ses propos en raison de subtiles modifications des questions. La série de

² Jean Charlot, *Les Français et de Gaulle*. Plon, Paris, 1971, p. 14.

questions concernant la guerre d'Algérie commence en 1955 et s'achève en 1963³, ce qui permet aux analystes de l'opinion publique de comprendre la crise dans son ensemble. L'avantage de l'approche par sondages d'opinion est qu'elle fournit une méthode relativement précise pour savoir comment la guerre est réellement perçue.

C'est précisément par cette approche qu'arrive à ses conclusions Charles-Robert Ageron⁴. Il oppose sa démarche à l'étude des positions prises par « la grande presse [...] au nom d'un public inaccessible ou inexistant⁵ », étude qui correspond, à son époque, à la tradition universitaire. Fort de sa nouvelle approche, il entend contester l'idée que la population est une masse passive attendant d'être entraînée dans un camp ou dans l'autre par les différents groupes de pression. Il avance que, tandis que le gouvernement luttait pour garder le contrôle de l'Algérie, dès 1957, la population se résignait à accorder son autonomie à l'Algérie⁶. Même en 1956, l'auteur constate qu'une majorité relative de la population soutient que l'Algérie sera autonome ou indépendante à court terme⁷. Pour expliquer cette résignation précoce, l'auteur suppose l'existence d'un certain pessimisme au sein de la population, lequel se traduit par un refus de financer les actions militaires autant que les infrastructures nécessaires pour régler le conflit à la base. Il explique ce pessimisme en positionnant cette crise au sein des autres conflits anticoloniaux français, s'étant tous soldés par le retrait de la France (Maroc, Tunisie, Indochine)⁸.

L'auteur se sert également de ces sondages pour appuyer la thèse selon laquelle la population ne ressent qu'indifférence face au conflit algérien. On a dit que ce sentiment était une des causes de l'étirement du conflit. Pour cela, l'auteur se base sur le pourcentage des personnes ne désirant pas répondre aux questions ou ayant répondu « Cela m'indiffère ». Le nombre de répondants indifférents ou n'étant pas réellement informés de l'enjeu varie entre 20 % et 50 %, tandis que la moyenne d'abstention dans les sondages est généralement en deçà de 20 %. Ageron interprète cette abstention comme étant principalement une sorte d'« indifférence

³ Charles-Robert Ageron, « L'Algérie dernière chance de la puissance française », *op. cit.*, p. 257.

⁴ Charles-Robert Ageron « L'opinion française devant la guerre d'Algérie », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, no 63 (1976), p. 256-285.

⁵ *Ibid.*, p. 256.

⁶ *Ibid.*, p. 280.

⁷ *Ibid.*, p. 262.

⁸ *Ibid.*, p. 262-263.

teintée d'hostilité de la part des masses françaises à l'égard de la colonisation⁹ ». Étant arrivé à la conclusion que la population avait depuis longtemps réalisé que l'indépendance de l'Algérie allait se produire et qu'elle désirait la paix plus que le maintien de l'Empire colonial, l'auteur n'avait qu'un pas à faire pour affirmer que la principale réussite de de Gaulle fut de comprendre l'opinion française¹⁰.

Malgré ces conclusions intéressantes de l'auteur, l'article se veut avant tout un appel à la discipline historique qui, selon Ageron, se porte trop souvent sur l'opinion des classes politiques ou intellectuelles au détriment de celle des masses. Il soutient également que, dans une guerre qui a mis à profit les méthodes de conditionnement psychologique, l'analyse de la réception du message est tout aussi importante que celle de sa diffusion. Son message ne semble pas avoir été réellement compris puisque la plupart des ouvrages subséquents sur l'opinion par rapport à cette crise se sont concentrés sur les élites et non sur l'opinion populaire.

L'élite

D'autres auteurs qui se sont penchés sur les différentes opinions concernant la Guerre d'Algérie n'ont pas cherché à connaître l'opinion des masses silencieuses mais plutôt celle de l'élite qui parle en son nom. Que ce soit les politiciens, les élites intellectuelles ou les éditorialistes, beaucoup ont prétendu parler au nom de la nation, alors qu'ils avançaient leur propre point de vue. L'avantage principal de l'approche par l'intelligentsia est qu'elle décrit très bien sa position à travers son discours. Possédant une tribune sous la forme de pétitions, discours politiques ou éditoriaux, elle a la possibilité d'analyser son propre point de vue, ce que les sondages ne permettent pas. De plus, les positions politiques connues de cette élite permettent de dresser une grille politique et de placer certains courants idéologiques d'un côté ou de l'autre du conflit.

⁹ *Ibid.*, p. 281.

¹⁰ *Ibid.*, p. 280.

Ce type d'analyse est utilisé par Jean-François Sirinelli dans un chapitre écrit pour un ouvrage collectif¹¹. Il y traite des différentes pétitions qui ont été proposées au gouvernement pendant la guerre par divers groupes d'intellectuels. Sa thèse principale rejette l'idée que, premièrement, tous les intellectuels étaient contre la guerre, et que, par extrapolation, la plupart des pétitions étaient émises par ce groupe qui s'opposait à la solution de force.

Se servant d'une approche chronologique, l'auteur décrit l'évolution du mouvement intellectuel pétitionnaire anti-répression. Selon l'auteur, si ces intellectuels pétitionnaires prennent toute la place au début de la guerre, c'est que la plupart d'entre eux n'ont pas encore eu le temps de bien réfléchir à la question¹². L'auteur note qu'un bon nombre des signataires de la première pétition (novembre 1955) pour la « cessation de la répression » qui mentionne au passage le « peuple algérien », tout en faisant attention de ne pas prendre position pour ou contre une solution de négociation, vont ensuite se diviser, durant le printemps 1956¹³, au sujet de l'ultime avenir de la colonie entre partisans de l'Algérie française et de l'Algérie algérienne. Les pétitions que signent certains intellectuels au nom de l'intelligentsia en mars et en avril 1956 vont faire réagir des professeurs de la Sorbonne en mai, lesquels donnent leur appui aux politiques de répression du gouvernement¹⁴. En analysant la liste des signataires de ces pétitions, l'auteur avance que les repères politiques traditionnels que sont la gauche et la droite ne sont pas applicables dans le contexte intellectuel de l'époque¹⁵. Si la majorité des signataires des pétitions pour un cessez-le-feu tend vers le centre-gauche ou la gauche, la présence de plusieurs personnalités de droite vient fausser le portrait. Dans un exemple plus extrême, la pétition pour l'Algérie française et le maintien de la répression est signée principalement par des intellectuels de gauche¹⁶. L'auteur propose de voir ce clivage comme découlant d'un conflit générationnel plutôt que d'un affrontement gauche-droite puisque les valeurs de gauche peuvent aussi bien aboutir à une

¹¹ Jean-François Sirinelli, « Guerre d'Algérie : guerre des pétitions? », dans Rioux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François, dir., *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, p.265-306.

¹² *Ibid.*, p. 277.

¹³ *Ibid.*, p. 277-283.

¹⁴ *Ibid.*, p. 279.

¹⁵ *Ibid.*, p. 280.

¹⁶ *Ibid.*, p. 280.

continuation de la mission civilisatrice qu'à une reconnaissance de la nation algérienne¹⁷. L'auteur note également qu'un bon nombre des signataires sont issus de la République des professeurs tertio-républicaine, ce lui permet d'avancer, sans trop développer, qu'une certaine partie de la gauche pro-gouvernementale pourrait avoir fait partie de la jeunesse dreyfusarde dans son temps¹⁸.

L'auteur soutient également la thèse selon laquelle, sur le plan politique, la présence toujours grandissante d'un mouvement d'intellectuels et d'étudiants revendiquant l'indépendance algérienne à partir de 1960 va consacrer une mouvance déjà bien établie, soit la défection des membres du Parti communiste en milieu intellectuel.¹⁹ Le manifeste des « 121 » et ses ramifications consacrent la présence d'une nouvelle gauche se situant à gauche du Parti communiste, qui appuie encore le camp de l'Algérie française. Une autre conséquence de cette guerre des pétitions, selon Sirinelli, est la revalorisation de la droite et de l'extrême-droite intellectuelle. Elles avaient perdu beaucoup de prestige en raison du passé collaborationniste de certains ultras de la droite. La crise algérienne lui permit de récupérer sa position de défenseur de la nation en raison de sa persistance à vouloir conserver l'intégrité du territoire et à se faire ainsi gardienne du nationalisme français²⁰.

L'ensemble du chapitre semble tenir sur une solide base de recherche en archives et dans un grand nombre de petits journaux de l'époque²¹, mais aussi dans *Le Monde* et *Le Figaro*. Les conclusions que l'auteur tire de son analyse du passé et des convictions politiques et idéologiques des signataires démontrent ce dont cette approche est capable. Par contre, comme toute étude de l'élite, elle se heurte au problème de la transmission des idées vers le bas. Même si l'étude de Sirinelli ne prétend à aucun moment que les pétitions étaient destinées à influencer l'opinion populaire, le problème de la réception de ces points de vue de l'élite reste sous-jacent.

¹⁷ *Ibid.*, p. 281.

¹⁸ *Ibid.*, p. 283.

¹⁹ *Ibid.*, p. 295.

²⁰ *Ibid.*, p. 294.

²¹ *L'Express, France Observateur, Vérité-Liberté, Esprit, Libération, Carrefour, Combat, Les Temps Modernes*, etc.

Ce problème est également au centre d'un second chapitre orienté vers l'élite intellectuelle catholique. L'auteur Étienne Fouilloux tente de réfuter la thèse selon laquelle les intellectuels catholiques et les dirigeants de l'Église avaient pris parti massivement contre la répression gouvernementale puis pour l'Algérie algérienne²². Si l'auteur ne nie pas un mouvement catholique étudiant et intellectuel contre l'utilisation de la torture et pour une politique de négociation, il réfute l'idée que celui-ci ait été suivi unanimement par l'ensemble de la communauté. Pour démontrer son point, l'auteur se penche sur la position officielle d'un certain nombre de groupes intellectuels catholiques, ainsi que sur les pétitions en faveur d'un politique coloniale répressive dont il a été question dans le chapitre de Sirinelli²³. Le premier argument de Fouilloux repose sur les comptes rendus de discussions et débats qui ont eu lieu au sein de certains centres intellectuels catholiques²⁴. Dans le cas du Centre intellectuel catholique français (CICF), ces débats sont organisés autour des enjeux spirituels touchant la guerre d'Algérie et non autour de la guerre comme fait politique. Si la torture fait partie des sujets discutés, la recherche de solutions concrètes au conflit ne doit pas être abordée. Pour expliquer ce refus du CICF de se « lancer dans la mêlée » et de choisir un camp, l'auteur avance le rôle de carrefour religieux que le centre s'est toujours donné ainsi que les divisions idéologiques profondes au sein même de la direction, dont plusieurs membres ont signé des pétitions opposées²⁵. Selon Fouilloux, ce refus s'explique également, quoique de façon moins convaincante, par la présence de catholiques au sein des groupes intellectuels pétitionnaires. Après la constatation que la plupart des catholiques ayant signé une pétition l'ont fait pour réclamer l'arrêt de la répression, l'auteur avance que la ligne catholique conservatrice, qui devait normalement être en faveur d'une politique de force, nie le rôle politique de l'intellectuel catholique²⁶.

²² Étienne Fouilloux, « Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie », dans Rioux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François, dir., *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, p. 80.

²³ *Ibid.*

²⁴ L'auteur traite de plusieurs centres, dont le Centre intellectuel catholique français, la Paroisse universitaire, la Jeunesse étudiant chrétienne, la Fédération française des étudiants catholiques, etc.

²⁵ *Ibid.*, p. 84.

²⁶ *Ibid.*, p. 95.

Si son deuxième argument laisse un peu à désirer, il ne diminue en rien sa réfutation de la thèse voulant qu'un groupement « catholique » se soit opposé massivement et unanimement à l'Algérie française ainsi qu'à la politique de répression gouvernementale. L'auteur démontre admirablement que des affirmations réductrices n'ont aucune place dans une crise aussi complexe que la guerre d'Algérie. Pour l'auteur, la caractéristique « intellectuel catholique » n'est pas assez importante pour faire basculer l'individu dans un camp ou l'autre.

Une constante que l'on retrouve dans ces deux textes est la thèse, suggérée plus qu'affirmée, selon laquelle les idéaux dreyfusards sont encore latents chez un certain nombre d'intellectuels. Ces idéaux, ou peut-être même une « tradition familiale » dreyfusarde si cela existe, vont amener un certain nombre d'intellectuels à s'accrocher à la tradition que représente l'Union française, et par extension, l'Algérie française. Il est certain que l'analyse de la coupure qu'a engendrée l'affaire Dreyfus au sein de la population française pourrait apporter une certaine compréhension de la division qui régnait au sein des intellectuels, du moins ceux ayant vécu l'affaire Dreyfus.

Les grilles d'interprétation

Hartmut Elsenhans tente d'expliquer d'une autre façon le fait que la position qu'un individu prend face au Front de Libération Nationale (FLN) et la répression gouvernementale transcende les appartenances politiques²⁷. L'auteur observe qu'il y a des grilles d'analyse réductrices à travers lesquelles la population a pu essayer de comprendre les acteurs et les enjeux de la crise²⁸. Chaque grille interprète des événements, des acteurs, des positions politiques ainsi que des enjeux de façon différente en fonction des valeurs qu'elle transmet. De plus, les grilles simplifient beaucoup certains concepts afin de permettre une diffusion à travers la société. À travers leur « conquête » de l'opinion publique française, les grilles d'analyse se heurtent à des grilles rivales qu'elles tentent soit de discréditer, soit d'incorporer à

²⁷ Hartmut Elsenhans, *La guerre d'Algérie, 1954-1962 : la transition d'une France à une autre : le passage de la IV^e à la V^e République*. Paris, Publisud, 1999, 1072 pages.

²⁸ *Ibid.*, p. 374.

leur propre vision du monde²⁹. Elles vont également tenter de tordre la réalité pour mieux l'intégrer au système de valeurs qu'elles véhiculent. Plus les grilles tordent cette réalité, plus elles deviennent vulnérables parce qu'elles contredisent ce que la population est capable de constater. À mesure que la crise algérienne évolue, les grilles vont devoir incorporer de nouvelles données dans leur appréciation de la réalité ; certaines grilles vont s'effondrer puisqu'elles ne peuvent plus déformer la réalité sans tomber dans le mythe, tandis que d'autres vont se voir confirmées dans leur interprétation³⁰.

Cette thèse tire une bonne partie de sa méthodologie de la théorie des images de Kenneth Boulding, en y greffant la nouveauté que sont les grilles réductrices. L'auteur identifie ensuite quelques grandes grilles réductrices afin d'expliquer leur genèse et leur évolution au cours de la crise algérienne. Ces grilles que sont « la perception traditionnelle du problème colonial », « la théorie de la guerre subversive », « les théories de l'évolution (qui reconnaissent le bien-fondé des changements en Algérie) », « les théories du désengagement » et « les concepts révolutionnaires de solidarité » vont être analysés pour permettre de découvrir ce qui les rend populaires auprès de leurs adhérents³¹.

Cette méthode d'analyse des positions adoptées lors de la crise d'Algérie semble très prometteuse puisqu'elle permet à la fois de classer les différentes théories et de comprendre les contradictions récurrentes de certaines de ces théories. De plus, le principe même des grilles d'analyse permet de réduire et de rassembler certaines conceptions de la crise algérienne puisque celles-ci sont elles-mêmes réduites et rassembleuses. La classification que propose l'auteur dans son analyse des différents courants semble complète en ce qui concerne les courants idéologiques dominants de l'époque. L'analyse de Boulding a l'avantage de s'appuyer sur la façon dont une personne va se représenter certains concepts plutôt que de se baser sur une appartenance prédéfinie à un groupe politique, à une classe sociale, à un mouvement idéologique, à un groupe d'âge, à un niveau d'éducation, etc. Paradoxalement, cette caractéristique permet à l'auteur de passer outre les

²⁹ *Ibid.*, p. 375.

³⁰ *Ibid.*, p. 377-378.

³¹ *Ibid.*, p. 378.

réductions auxquelles se livrent certains autres auteurs en tentant d'expliquer l'attrait que produit une théorie de la crise algérienne auprès d'une partie de la population.

II. Problématique

Si les publications sont abondantes en ce qui concerne ces groupes idéologiques durant la crise algérienne, elles le sont beaucoup moins pour leur évolution après les accords d'Évian et l'indépendance algérienne. Après la guerre, le débat sur l'avenir de l'Algérie devient inutile et les acteurs du conflit idéologique se détournent du sujet et retournent à leurs intérêts d'avant-guerre. Cela n'est pas surprenant considérant que la guerre est finie, que le destin de l'Algérie est scellé et que la France aspire à la paix plus qu'à autre chose. Mais alors, qu'arrive-t-il avec les alliés d'antan? Les coalitions n'ont plus de raison d'être mais les liens demeurent probablement encore. Partagent-elles encore la même vision de l'Algérie ou est-ce que certaines ont évolué? Durant la période de la mise en place du gouvernement algérien, les coalitions voient-elles encore l'Algérie comme elle l'était pendant la guerre? Les Algériens sont-ils encore considérés comme des terroristes et des communistes par certains et des opprimés luttant bravement pour leur liberté par d'autres? Les Français, via l'image que leurs transmettent leurs médias, ont-ils continué à penser à l'Algérie avec les aprioris et les préjugés transmis par la guerre?

On pourrait également se demander à partir de quand les journaux ont arrêté de couvrir les départements algériens comme ils couvraient ceux d'outre-mer. Continuent-ils de se pencher sur les nouvelles de cette ancienne colonie par intérêt pour l'avenir d'anciens sujets français ou parce qu'ils n'ont pas encore réellement accepté sa perte? Et si les journaux continuent de s'intéresser à l'Algérie parce qu'ils ne peuvent accepter sa perte, qu'est-ce qui, des années plus tard, force son acceptation?

À travers toutes ces interrogations, il est surtout question de savoir si les Français abordent l'Algérie postcoloniale en utilisant les aprioris créés durant la

crise algérienne ou s'ils cherchent au contraire à reconstituer l'image de l'Algérie d'après sa nouvelle situation politique, économique et sociale.

Parallèlement, on pourrait s'interroger sur l'influence qu'a eue la politique gouvernementale sur l'évolution de l'image de l'Algérie que projettent les journaux. Il est, en effet, concevable que la politique de rapprochement que de Gaulle commence à mettre en place à partir de 1967 encourage les journaux à repenser comment ils veulent montrer l'Algérie. Dans le cadre de ce réchauffement des relations entre les pays arabes et la France, il serait intéressant d'observer comment les journaux réagissent au bouleversement que crée de Gaulle en forçant la France à modifier l'idée qu'elle se faisait des pays arabes. Par le biais de cette question de la relation entre les médias et le gouvernement, on pourrait observer avec quel entrain les différents journaux vont emboîter le pas au gouvernement. Les journaux encore hostiles aux Algériens et aux Arabes vont-ils profiter de ce revirement politique pour accepter l'indépendance algérienne, un fait qu'ils se devaient d'accepter mais qu'ils ne pouvaient faire volontairement de peur de déstabiliser leur lectorat? Vont-ils décrier la politique gaullienne et continuer à répandre une image négative de l'Algérie et des Algériens?

III. Méthodologie

Pour répondre à ces questions de perception de l'Algérie postcoloniale, nous aurons recours aux journaux de l'époque. Que ce soit à travers des nouvelles, des éditoriaux ou des numéros spéciaux à l'occasion d'événements importants, chaque journal véhicule une certaine vision du sujet. Si les éditoriaux sur l'Algérie vont être beaucoup moins nombreux après 1962, la manière dont un journal organise et rapporte les nouvelles de l'Algérie trahit une philosophie qui peut être aussi claire que celle transmise dans un éditorial.

Une autre manière de discerner la vision de l'Algérie postcoloniale dégagée par les journaux est d'observer le type de nouvelles qu'ils rapportent. Les journaux diffusent différents types de nouvelles en fonction de ce que les éditeurs ainsi que ce que le lectorat considèrent comme valant la peine d'être rapporté. Cette sélection d'articles représente d'emblée une forme de perception du sujet. Par exemple, un

journal pourrait continuer de traiter des faits divers de l'Algérie comme il le fait pour une région française tandis qu'un autre abandonnera les faits divers mais conservera les nouvelles concernant les Français restés en Algérie. Un journal pourrait également décider de ne couvrir les nouvelles algériennes que dans les cas où elles sont réellement d'envergure internationale, le type de nouvelle que l'on retrouverait également dans les journaux de pays n'ayant pas d'intérêt particulier pour l'Algérie. Un autre journal pourrait couvrir à outrance les rapatriés dans l'optique de faire apparaître les pieds-noirs comme d'innocentes victimes, ce qui contrasterait avec les populations algériennes triomphantes et persécutrices. Cette stratégie, ainsi que celle discutée précédemment, donne des indices quant à l'image que l'on cherche à coller à l'ancienne colonie française mais ne constituent pas des preuves en soi.

Périodisation

Dans le cadre de ce travail, il est proposé d'effectuer une analyse de contenu portant sur des articles de journaux traitant de l'Algérie parus entre les accords d'Évian et 1971, soit après la fin du processus de nationalisation du pétrole algérien. La période choisie est assez longue pour laisser retomber les remous créés par la crise algérienne. En effet, en dix ans, les Français ont le temps de se défaire des préjugés acquis durant la guerre ainsi que de chercher à se créer une nouvelle image de leur ancienne colonie. En dix ans, l'Algérie a également le temps de procéder à la scission de ses liens coloniaux dans les domaines économiques autant que politiques. Il aurait été toujours possible d'étendre la période jusqu'à la mort de Houari Boumediène au tournant de 1979, date à partir de laquelle le pouvoir est moins concentré autour d'un seul homme. Il aurait également été possible de l'étendre encore plus loin, jusqu'à l'aube de la guerre civile de 1989-1999, la plus importante cassure politique en Algérie après l'indépendance. Ces vingt-sept années (1962-1989), pendant lesquelles le Front de libération national gouverne le pays d'une main de fer, forment certainement une époque dans sa totalité. Par contre, l'objet de la présente recherche demeure l'étude de la façon dont l'Algérie a été dépeinte dans les journaux français en fonction de l'image qui en avait été créée

durant la crise algérienne. Dans ce contexte, il est peu probable que cette image créée pendant la crise de 1954-1962 soit d'actualité près de 30 ans plus tard.

Les périodes choisies sont au nombre de quatre et couvrent plusieurs tournants de l'histoire du nouvel État indépendant. La première période, de mai à juillet 1962, se situe un mois et demi après les Accords d'Évian qui mettent fin à la guerre et comportent la tenue d'un référendum sur l'indépendance en Algérie. Cette période traite beaucoup de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) et des rapports entre les communautés. Par contre, lorsqu'un accord est conclu avec l'OAS, celle-ci cède les manchettes à un conflit entre deux tendances du FLN qui vont s'opposer pour le contrôle du futur gouvernement algérien.

La seconde période, d'octobre à novembre 1963, couvre la première crise interne et externe à laquelle fera face le nouveau gouvernement du président Ahmed Ben Bella, issu de la tendance qui triompha en juillet 1962. Les troubles commencent quand un ancien chef historique, Hocine Aït Ahmed, prend le maquis avec l'ancien chef de la wilaya de Kabylie, Mohand Ou el Hadj. Ce mouvement cherche à dénoncer l'opportunisme du nouveau président ainsi que le culte de la personnalité dont il est l'objet. La crise est suivie d'une guerre avec le Maroc ayant comme raison l'incertitude du tracé de la frontière aux confins du Sahara occidental algérien.

La période suivante, juin-juillet 1965, traite du coup d'État qui mit fin à la présidence de Ben Bella et qui fit place au Conseil de la Révolution, dont Houari Boumedienne, anciennement ministre de la Défense nationale, devient président. Les nouvelles de ces deux mois sont axées sur l'opposition au nouveau gouvernement, la difficulté qu'éprouve le nouveau gouvernement à se trouver des alliés et la reconnaissance de celui-ci par les autres pays. En second lieu, il sera question de la conférence afro-asiatique d'Alger, « second Bandung » qui était sensée avoir lieu quelques jours après le coup d'état et dont celui-ci force l'annulation.

La quatrième période, se concentre sur les événements qui entourent la nationalisation du pétrole algérien, le 24 février 1971. Précédant la nationalisation elle-même, des négociations se déroulent entre les Français et Algériens au sujet du

renouvellement de l'accord pétrolier. Les négociateurs français agissant en impérialistes aux yeux des Algériens, ces derniers coupent court aux négociations et nationalisent les compagnies françaises. Entre-temps d'autres négociations pétrolières ont lieu en Iran et en Libye et les décisions qui y sont prises serviront de barème et de précédent aux négociations algériennes.

Ces périodes coïncident évidemment avec les plus importants événements d'Algérie, et donc les plus susceptibles d'être traités dans les journaux français. À l'extérieur de ces laps de temps bien défini, les articles concernant l'Algérie sont rares. En effet, en dehors de ces périodes d'intense couverture médiatique, les journaux français publient les dépêches d'Algérie Presse Service (APS), l'agence de presse gouvernementale, mais ne consacrent pas assez d'articles à l'Algérie pour permettre une analyse.

Méthode

Il a été question de faire une analyse de contenu des différents articles de journaux français qui traitent de l'Algérie postcoloniale. Plus précisément, il s'agit d'analyser les articles pour essayer d'y déceler des informations qui ne sont pas transmises textuellement. Pour citer le maître de l'analyse de contenu, Harold Lasswell, il sera question de découvrir « *Who says what, to whom, why, to what extent and with what effect?* ». Dans le cadre de ce travail, il sera davantage question du « who », « what » et « why » puisque ces questions sont celles qui traduisent le mieux la création, la transformation ou le maintien d'une image.

Une méthode qui sera utilisée est l'analyse de la réaction des journaux lorsqu'ils ne possèdent pas toute l'information nécessaire pour bien expliquer un événement. Est-ce qu'ils vont sauter aux conclusions en accusant d'emblée X ou Y d'avoir commis un geste répréhensible ou au contraire vont-ils chercher un théorique alibi pour ne pas accuser un personnage sympathique. Dans les deux cas, cela traduit un préjugé qui renseigne sur la ligne éditoriale du journal. Une autre manière de déceler cette ligne éditoriale est d'observer comme le journal réagit en présence de témoignages contradictoires. Lorsque plusieurs sources, agence de presses ou témoins de l'incident, offrent des versions discordantes de l'événement, le journal

peut soit ignorer des sources soit mentionner l'incohérence de celles-ci. Lorsqu'un journal exclut certaines sources au profit de d'autres, on peut souvent en déduire qu'il prend le parti d'un groupe ou d'une idéologie et que les sources rejetées vont dans le sens inverse de son discours.

Sources

En ce qui concerne les journaux utilisés, il est essentiel d'analyser une sélection comprenant à la fois des journaux de droite, de gauche, anti-répression et pro-répression. Cette variété est nécessaire puisque, premièrement, ces journaux de différents courants politiques ne véhiculaient pas la même image de l'Algérie durant la crise. En fait, ils faisaient plus que véhiculer des images différentes, ils adoptaient une grille d'analyse réductrice de la crise qui était basée sur des aprioris différents. Cette théorie des grilles d'analyse réductrice pour expliquer la division politique en France, dont Hartmut Elsenhans traite dans son livre³², sera utilisée pour expliquer l'évolution de l'image que transmettent les journaux.

Les journaux analysés sont au nombre de trois : *Le Figaro*, *Le Monde* et *L'Humanité*. La sélection est principalement basée sur le fait que ceux-ci s'adressent à un lectorat très différent et sont donc plus enclins à adopter des lignes éditoriales différentes en ce qui concerne l'Algérie postcoloniale. Ces trois journaux sont des quotidiens généralistes répartis, dans le spectre politique traditionnel, à droite, au centre et à gauche. S'ils n'ont pas un lectorat aussi important que des tabloïdes comme *Le Parisien* ou *France-Soir*, ils n'en sont pas moins les leaders d'opinion dans le monde des quotidiens français en raison du nombre et de la qualité de leurs éditoriaux et de leurs articles.

Le Figaro, quotidien de droite conservatrice, a donné un appui très marqué à la répression gouvernementale durant la guerre d'Algérie. Sa ligne éditoriale considérait, durant la « sale guerre », que l'Algérie était une partie intégrante de la France et, par conséquent, il était impensable de procéder à sa décolonisation. *Le Figaro* soutenait également que la perte de l'Algérie ferait tomber la France au

³² Elsenhans, *op. cit.*

niveau des puissances secondaires. Cette attitude s'adoucit avec la prise du pouvoir de Gaulle en 1958. *Le Figaro* se présente comme un journal oscillant entre le centre-droit et la droite du spectre politique français. Il se fait défenseur du libéralisme en France et s'oppose généralement aux idées socialistes et communistes. C'est avec une ligne éditoriale libérale modérée qu'il réussit à attirer comme éditorialiste le philosophe Raymond Aron.

Le Monde, quotidien de centre (centre-gauche selon certains), s'est positionné du côté pro-répression durant la crise algérienne, tout en veillant à ne pas tomber dans l'excès d'un appui à un certain terrorisme étatique, comme le faisait *Le Figaro*. Fondé à la demande du général de Gaulle en 1944, *Le Monde* reste un journal de tendance gaulliste même après le retrait du général de la politique active en 1946. *Le Monde* privilégie, dans son choix de nouvelles, la politique nationale et internationale aux dépens des faits divers nationaux. Le journal est souvent considéré comme s'adressant davantage aux décideurs et aux politiciens qu'à la population en général. En ce qui concerne sa position par rapport au spectre politique français, il oscille entre la gauche et le centre-gauche.

L'Humanité, quotidien communiste, est le journal qui a appuyé le FLN le plus tôt parmi les trois. S'il se méfiait de celui-ci au début du conflit, il l'accepte en tant qu'interlocuteur valable à partir de 1957. La ligne éditoriale de *L'Humanité* voyait à travers les rebelles algériens et le FLN un rejet du colonialisme français, une réalité à laquelle ce journal s'était toujours opposé. *L'Humanité* a connu des problèmes pendant la crise algérienne, étant donné son appui aux ennemis de la France et son appel (quoique tardif) à la désertion. En effet, le journal a été saisi à plusieurs reprises durant les moments chauds de la crise algérienne. De plus, étant l'organe central du Parti communiste français, *L'Humanité* a beaucoup pâti de son « association » avec l'URSS, considérée par certains comme étant derrière les troubles d'Algérie. Finalement, étant donné son statut de journal communiste, *L'Humanité* met beaucoup plus l'accent sur les luttes des classes, les conflits ouvriers et l'économie que sur la politique nationale ou internationale.

Cette sélection de trois journaux ayant des lignes éditoriales assez différentes permettra de comprendre les raisons qui poussent certaines tendances politiques à transformer l'image qu'ils transmettent de l'Algérie postcoloniale. Si

l'échantillon de trois journaux peut paraître restreint, il est important de mentionner que les autres journaux français sont moins influant et, par conséquent, participent moins à la formation des perceptions de dans la population française.

IV. Hypothèses

Les hypothèses proposées pour répondre à des questions posées par la problématique se doivent d'être différentes pour chaque journal. Il serait inconsidéré de tenter de formuler des hypothèses englobant l'ensemble des journaux puisque ceux-ci n'adopteront probablement pas le même programme de réconciliation avec l'Algérie.

Le Figaro, à droite, est bien placé pour s'opposer à l'indépendance algérienne, que ce soit en posant les pieds-noirs en victimes ou en dépeignant l'Algérie comme étant beaucoup plus instable qu'elle ne l'est. Il est donc probable que *Le Figaro* pourrait continuer à utiliser la même grille d'analyse que durant la guerre, tout en étant forcé de reconnaître le FLN, jusqu'à un certain point. Le passage d'un discours ouvertement pro-répression, pro-Algérie française, et niant la torture, à une couverture médiatique neutre serait probablement difficile à concevoir pour son lectorat et il va laisser l'eau passer sous les ponts avant de cesser d'être hostile au gouvernement du FLN. On pourrait également compter sur la droite pour rappeler à ses lecteurs les horreurs commises par les rebelles algériens à chaque fois que le gouvernement du FLN met à mal les droits de l'homme.

De son côté, nous supposons que *Le Monde* tentera de tourner la page sur la guerre et les divisions qu'elle a créées. Ayant adopté un discours pro-répression sans toutefois revendiquer le maintien de l'Algérie française à tout prix, *Le Monde* pourrait aisément adopter un propos plus neutre à l'égard de l'Algérie et de son gouvernement, et ce, très tôt après la guerre. Étant plutôt orienté vers les nouvelles internationales, *Le Monde* est bien placé pour offrir une couverture relativement neutre.

Ayant toujours dénoncé l'impérialisme et le colonialisme, *L'Humanité* va probablement aborder l'Algérie postcoloniale avec un regard positif : l'Algérie

algérienne était inévitable et il avait raison d'appuyer cette cause. L'animosité qui existait au journal envers le FLN au début de la crise laissera place à un appui à mesure que le FLN procédera à des nationalisations. Nous pouvons également demander si *L'Humanité*, en tant que journal communiste, va continuer à couvrir les activités des communistes algériens de la même façon qu'il le faisait durant l'époque coloniale. La conscience de classe communiste transcendant les frontières, il serait étonnant de voir les communistes de *L'Humanité* abandonner leurs anciens « camarades » algériens.

Importance du sujet

La période de la guerre en Algérie a été abondamment couverte autant par les Français que par les Algériens. La guerre a suscité un nombre important de questions auxquelles les historiens, les sociologues et les politicologues ont tenté de répondre à travers l'étude historique. Ces questionnements ont aidé à éclaircir une période trouble de l'histoire contemporaine de la France. Par contre, à l'exemple des contemporains, les chercheurs s'intéressant à la guerre algérienne ont toujours perçu 1962 comme la fin de l'époque et n'ont que rarement considéré les années 1960 comme la suite de la guerre de 1954-1962. La problématique proposée aborde cette décennie en continuité avec la guerre d'Algérie. Elle approche également le sujet de la guerre d'Algérie dans une période et sous un angle nouveau.

Elle pourrait changer la façon dont nous percevons le « retour à la normale » après 1962. L'historiographie nous apprend qu'après l'indépendance algérienne, la France désire refaire son unité politique en tournant la page. Ce désir de se délester des sujets qui divisent pour revenir à une couverture plus normale de la situation nationale et internationale va encourager les éditorialistes à cesser de traiter de l'Algérie. De toute façon, les débats sur le sort de l'Algérie dans les éditoriaux ne sont plus de mise puisque son sort a été scellé par référendum. Cette étude essaie de voir si la paix, établie entre les différents courants, pro-indépendance et anti-indépendance, n'existe qu'en apparence et si la division qui régnait durant la guerre subsiste à travers une bataille pour dépeindre l'Algérie postcoloniale à sa façon. Notre perception de l'après-guerre pourrait en être modifiée.

Position des journaux avant la guerre

Avant d'entreprendre cette analyse, il semble primordial de définir la position de chaque journal durant le conflit lui-même. Cette démarche est nécessaire puisqu'elle permet de bien définir la ligne idéologique de chaque journal, laquelle évoluera, certes, mais qui sera toujours présente dix ans plus tard.

Dès le début des événements, *Le Figaro* oriente son discours vers les violences commises par le FLN et tend à passer sous silence celles commises par l'armée au nom de la pacification. Le journal tentera également tout au long du conflit d'atténuer la violence de la répression pour faire paraître celle des rebelles comme plus importante qu'elle ne l'est en réalité. De plus, si *Le Figaro* décrit dans ses articles des combats « légitimes » que l'armée française mène envers l'Armée de Libération Nationale (ALN), il traite également en parallèle de la violence « illégitime » du FLN qui fait des « victimes innocentes ». Durant cette période, *Le Figaro* soutient le gouvernement dans sa lutte pour l'Algérie française, se rangeant clairement du côté pro-colonial. Malgré le fait qu'il milite ardemment pour l'Algérie française, *Le Figaro* reste profondément républicain et démocrate puisqu'il s'oppose à la dictature militaire lors du putsch d'Alger en 1958 et des généraux en 1961. *Le Figaro* reconnaît la nécessité d'obtenir la paix en Algérie et suit donc l'évolution des politiques gaullistes sur l'Algérie à partir de 1959, sans toutefois prôner l'indépendance algérienne puisque cela choquerait son lectorat habitué à un discours pro-répression et pro-colonial. Lorsque l'OAS apparaît, en 1961, *Le Figaro* condamne catégoriquement l'organisation terroriste, tout en continuant de prôner le maintien de l'Algérie française. Il sera finalement forcé d'accepter les accords d'Évian, allant à l'encontre de sa position originelle sur le conflit algérien, mais il fera ensuite de son mieux pour dénoncer le FLN chaque fois que celui-ci y contreviendra. En ce qui concerne la torture en Algérie, *Le Figaro* consacre deux fois plus d'articles à nier son existence qu'à la dénoncer. Finalement, conformément à la politique du gouvernement, *Le Figaro* refuse

d'utiliser le mot « guerre » pour parler du conflit en Algérie, même s'il utilise un vocabulaire guerrier pour décrire la situation³³.

Le Monde est un journal n'ayant pas réellement de ligne idéologique bien définie. Accusé entre sa parution en 1944 et la fin de la Guerre d'Algérie d'être communiste par certains, conservateur et bourgeois par d'autres, ou encore l'organe officiel du gouvernement, *Le Monde* réussit très bien son mandat d'être un journal neutre idéologiquement et honnête intellectuellement³⁴. Cette réussite vient, entre autres, du fait qu'il s'entoure d'éditorialistes et de journalistes représentant tous les courants politiques. Malgré cela, *Le Monde* a une certaine ligne éditoriale puisqu'il est possible de voir une évolution dans son discours entre 1954 et 1962. Durant les trois premières années de la guerre, entre 1954 et 1956, *Le Monde* concentre ses articles sur la violence des rebelles. Il considère les attaques du FLN comme étant déloyales et sournoises puisqu'elles font appel à des méthodes associées au banditisme plutôt qu'à des actions militaires. Cela va changer rapidement puisqu'à partir de 1957, le journal commence à mettre l'accent sur les violences politiques et sur les violences de l'armée française. Il utilisera des termes associés à l'occupation nazie pour décrire les agissements de l'armée. *Le Monde* va également modifier sa perception de l'ALN dont les tactiques seront désormais celles de la guérilla et le contexte deviendra celui d'une guerre civile. De plus, les articles traitant de la paix vont commencer à paraître dès les premières années de la guerre, avant l'entrée en scène du général de Gaulle. Cette entrée ne modifiera pas réellement l'opinion du journal sur la guerre. Il est difficile de situer le journal entre la position coloniale et la position anticoloniale puisque celui-ci ne publiera que très peu d'articles sur la question et ceux-ci seront bien divisés entre les deux tendances. Ce que recherche avant tout *Le Monde* est l'arrêt des combats pour que puisse s'installer une discussion dans le but de trouver une solution politique au conflit. *Le Monde* va donc dénoncer vivement l'utilisation de la torture durant les premières années de la guerre mais il continuera également après 1957, alors que le sujet ne

³³ Émilie Roche. « Étude des discours de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie : *Le Monde*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *L'Express*, *France Observateur*, 1954–1962 », 2007, http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2007/roche_e#p=0&a=top

³⁴ Abel Chatelain, *Le Monde et ses lecteurs sous la IVe République*. Paris, Armand Colin, 1962, p. 176.

sera pas aussi à la mode dans les médias. En ce qui concerne l'utilisation du terme « guerre », *Le Monde* respecte la politique gouvernementale et ne l'utilise pas jusqu'en 1957. Lorsque le gouvernement commence à critiquer vivement l'armée pour l'utilisation excessive de la force, le concept de guerre et de guerre civile fait son apparition dans le journal³⁵.

L'Humanité, étant ouvertement communiste, se situe bien à gauche des deux autres journaux. Dès le début des événements, il oriente son discours vers la condamnation de la violence militaire et politique. Sur l'ensemble de la période, il y aura quatre fois plus d'articles traitant de la violence due à l'armée française que de celle due au FLN ; le ratio de quatre pour un demeure le même en ce qui concerne la violence politique. De plus, dans *L'Humanité*, le thème de la paix et de l'arrêt des combats est présent durant l'ensemble de la période sans pour autant que cela entraîne une revendication de l'autodétermination algérienne. En fait, *L'Humanité* reconnaît le bien-fondé de l'insurrection ainsi que la nécessité de modifier le statut colonial de l'Algérie mais le lien entre le Parti communiste français (PCF) et le journal ne lui permet pas de dire le fond de sa pensée. Ce lien avec le PCF force le journal à modifier sa ligne éditoriale pour suivre le parti dans sa recherche d'alliances avec d'autres partis politiques moins radicaux. Mais, en général, la force avec laquelle *L'Humanité* dénonce l'entreprise coloniale démontre très bien qu'il s'aligne sur un parti qui n'est pas au pouvoir durant la période et que le journal s'inscrit dans la politique militante du PCF. Fait étonnant pour un journal opposé à la guerre en Algérie, *L'Humanité* consacre, toutes proportions gardées, deux fois moins d'articles que *Le Monde* à la condamnation de l'utilisation de la torture.

³⁵ Roche, Émilie, *op. cit.*

PREMIER CHAPITRE

LA NAISSANCE DIFFICILE DE L'ALGÉRIE POSTCOLONIALE (MAI-JUILLET 1962)

Lorsque le cessez-le-feu est proclamé le 19 mars 1962, c'est une autre étape de la guerre d'Algérie qui s'amorce. Cette étape est marquée par les actes terroristes de l'OAS qui tue des milliers de musulmans innocents ainsi que par l'incapacité du gouvernement français, toujours souverain en Algérie, d'enrayer ce terrorisme pied-noir. L'Organisation avait comme but avoué de faire échouer les accords en forçant le FLN à briser le cessez-le-feu pour se défendre contre les commandos terroristes de l'OAS. Selon la stratégie OAS, si le FLN répliquait en attaquant les commandos OAS se trouvant parmi la population d'origine européenne, l'armée aurait été obligée de les défendre, ce qui aurait provoqué la reprise des hostilités, prévenant ainsi l'autodétermination de l'Algérie. Les attentats dont vont se rendre coupables les commandos OAS peuvent se diviser en deux classes. La première vise la population musulmane lorsqu'elle fait son marché, marche trop près des quartiers européens, veut aller y travailler, etc. Le deuxième type d'attentat se concentre sur les infrastructures à Alger et à Oran. L'OAS s'attaque aux hôpitaux, écoles, universités, bibliothèques, ports, édifices gouvernementaux, etc. dans le but de ne rien laisser aux musulmans lorsque les Européens quitteront l'Algérie. Ces attentats vont cesser le 17 juin lorsque le FLN, par l'entremise d'un ministre de l'exécutif provisoire du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), Chawki Mostefaï, va s'entendre avec l'OAS pour permettre l'intégration d'Européens dans la force de police locale et l'amnistie générale des commandos. L'OAS d'Alger, dont le chef Jean-Jacques Susini a négocié les accords, va faire cesser les attentats, tandis que l'OAS d'Oran, qui ne reconnaît pas l'autorité de Susini, va continuer jusqu'au 28 juin.

La seconde crise qui se déroule durant la période de mai à juillet 1962 concerne la direction du FLN et, par extension, la direction du nouvel État. Alors que le résultat du référendum n'est pas encore connu, Ahmed Ben Bella commence un bras de fer avec le GPRA, qui apparaît aux yeux de tous comme étant le pouvoir en place. Ben Bella, qui représente une tendance radicale parmi les révolutionnaires

algériens, s'oppose au GPRA à propos du licenciement de l'état-major de l'ALN. Au-delà de ce conflit sur la direction de l'ALN, il s'agit de savoir qui est dépositaire de la souveraineté algérienne. Théoriquement de Gaulle a remis la souveraineté du territoire algérien au GPRA mais, comme celui-ci a été créé au nom du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), organisme suprême dont dépendent toutes les organisations révolutionnaires (GPRA, exécutif provisoire, FLN, ALN, etc.), la souveraineté devrait appartenir à celui-ci. Par contre, le chef du GPRA, Benyoucef Ben Khedda, sachant sa tendance minoritaire au sein du CNRA, essaie de conserver le pouvoir le plus longtemps possible en refusant de convoquer une séance plénière du CNRA. Étant donné que chacun des acteurs se décrit comme un authentique révolutionnaire algérien dévoué au socialisme, à la révolution agraire et au respect des Accords d'Évian, les journaux ainsi que la population semblent ne pas savoir qui appuyer dans cette lutte fratricide.

I. Les accords d'Évian, l'OAS et les négociations avec celle-ci

Les accords d'Évian

Les Accords d'Évian ont été signés, approuvés par la population française à 90,81 %. Ils sont très bien respectés autant par le gouvernement français que par le FLN. Que les journaux aient été pour ou contre le cessez-le-feu en mars 1962, l'écrasante victoire enregistrée en sa faveur au référendum les force à l'accepter et à passer à autre chose, c'est-à-dire à la couverture de l'application de ces accords. Dans le cas du *Figaro*, journal anciennement pro-répression, l'auto-détermination de l'Algérie est conditionnelle à une stricte application par le FLN des accords. Chaque transgression peut donc servir au gouvernement à justifier le partage de l'Algérie. Par exemple, après avoir rapporté comment le gouvernement français a suspendu la libération des prisonniers FLN en réaction au fait que l'ALN ne libère pas les prisonniers français, *Le Figaro* énonce que « Si [les Accords d'Évian] ne devaient pas [être appliqués] du fait de l'ALN, l'existence même de l'Exécutif provisoire serait en cause. Le GPRA lui-même sombrerait dans la déconsidération et le gouvernement français pourrait se voir dans l'obligation d'envisager la

solution du partage de l'Algérie³⁶. » Le thème du partage de l'Algérie, qui signifie que seulement une partie des territoires algériens deviendrait indépendante tandis que l'Oranais et l'Algérois resteraient sous contrôle français, revient à plusieurs reprises dans *Le Figaro*. Il ne milite pas ouvertement pour cette solution puisqu'elle serait contraire à l'esprit des accords d'Évian mais il y fait régulièrement allusion dès que le FLN, l'ALN ou le GPRA contreviennent ou tardent à appliquer une clause des accords. *Le Figaro* brandit cette option qui rouvrirait certainement le conflit armé comme une réaction à la fourberie que le journal pense déceler dans le comportement du FLN. En effet, le journal ne fait aucunement confiance au futur gouvernement algérien issu du FLN pour garantir la sécurité personnelle et matérielle des Algériens d'origine européenne qui resteront sur le territoire après l'indépendance. Cette méfiance transparaît dans de nombreux articles du *Figaro* qui considèrent qu'une grande partie des dirigeants algériens, surtout ceux du FLN et de l'ALN, ne sont pas dignes de confiance : « Le discours du président du GPRA n'est pas celui d'un démagogue. C'est déjà immense dans la situation présente en l'Algérie³⁷ ». On constate également une méfiance de la part du *Figaro* envers le FLN dans le fait que les journalistes n'utilisent généralement pas les communiqués de presse ou les déclarations du FLN lorsque ceux-ci contredisent le discours anti-FLN du journal. À maintes reprises, le FLN déclare à la presse avoir tué des commandos OAS, mais *Le Figaro* ne rapporte pas cette information et ne fait que condamner le FLN pour le massacre d'Européens innocents.

De son côté, *Le Monde*, tente de concevoir la période en se basant plus sur l'esprit des accords d'Évian que sur leurs termes. Moins prompt à dénoncer chaque entorse dont le FLN se rendrait coupable, *Le Monde* cherche à voir la situation dans son ensemble par le biais d'analyses presque totalement dépourvues de préjugés. Pour le journal du centre, l'indépendance est déjà acquise et le partage du territoire algérien ne sera jamais qu'un « épouvantail » brandi par les anciens partisans de

³⁶ Serge Bromberger, « Les militaires de l'A.L.N. risquent de remettre en cause les accords d'Évian », *Le Figaro*, 2 mai 1962, p. 6.

³⁷ Serge Bromberger, « Le discours de Ben Khedda : « Le G.P.R.A est décidé à appliquer les accords d'Évian » », *Le Figaro*, 10 mai 1962, p. 6.

l'Algérie française³⁸. En fait, *Le Monde* se désole plus de la violence, de la peur et de la discorde entre les communautés qui découle du non-respect des accords que des violations que le FLN commettrait sur une base hebdomadaire. Par exemple, lorsque le FLN décide de répondre aux commandos OAS qui terrorisent les populations musulmanes depuis quelques mois, *Le Monde*, décrit ainsi la position du FLN :

« Le F.L.N. prétend pour sa part que de tels enlèvements – et d'éventuelles « exécutions » - ne sont dirigés que contre des membres de l'O.A.S. sur lesquels il s'estime renseigné. Les responsables nationalistes ajoutent que c'est précisément l'inefficacité des services de police officiels qui le contraint à agir de la sorte. Une telle attitude cependant est en contradiction avec les accords de cessez-le-feu et les dispositions qui régissent la période transitoire. Elle ouvre en outre la porte à tous les excès et à tous les incidents. Elle risque enfin d'être à l'origine de perpétuels déchainements de violences. ».

À titre comparatif, *Le Figaro* ne mentionne aucunement la déclaration du FLN expliquant que ces morts étaient des membres actifs de l'OAS, et va plutôt suggérer que la découverte de ce « charnier » va entraîner un repli autour de l'OAS³⁹. Suivant cet exemple, il n'est pas étonnant que l'attitude du *Monde* envers le parti nationaliste algérien va à l'encontre de celle du *Figaro*. Et il ne s'agit pas ici du fait que ses journalistes tiennent compte des déclarations de l'agence de presse du FLN lorsqu'il vient le temps d'écrire des articles. *Le Monde* admire l'efficacité du Front dans sa prise de possession de la gouvernance du pays et ce, autant dans les échelons les plus hauts que les plus bas. En mai et juin 1962, *Le Monde* contient un bon nombre d'articles qui soulignent l'organisation impeccable des représentants locaux du FLN. D'ailleurs, selon *Le Monde*, c'est dans les régions où le FLN est le mieux implanté que les Européens ont le moins de problèmes avec la population musulmane (enlèvements, vols, impôt illégal, occupation d'appartement,

³⁸ La seule trace de cette solution trouvée dans *Le Monde* est sous la plume d'un journaliste invité, Maurice Allais, auteur de *Les Accords d'Évian: Le Référendum* et *La Résistance Algérienne. L'Autorité. La Majorité. Le Droit*. Cet auteur explique sa conception du futur gouvernement algérien. Dans celle-ci, les Européens ont un représentant particulier uniquement élu par ceux-ci qui disposent d'un veto pouvant bloquer toute mesure contrevenant aux accords d'Évian. Si ce veto n'est pas entendu, ce représentant possède le pouvoir légal de faire sécession. Pour que cela fonctionne, l'auteur suggère que ces droits soient garantis par l'ensemble des pays européens et atlantiques. L'auteur prône, en somme, une sorte d'État semi-colonial.

³⁹ Jean-Jacques Leblond, « Inquiétude extrême de la population après la découverte de 15 cadavres d'Européens », *Le Figaro*, 23 mai 1962, p. 8.

etc.)⁴⁰. *Le Monde* sera également très clément envers les différentes factions du FLN lorsque celles-ci s'entre-déchireront au lendemain de l'indépendance, rappelant très justement que les révolutionnaires français avait fait la même chose lorsque la monarchie avait été abolie. En fait, *Le Monde* a confiance que les futurs dirigeants algériens feront de leur mieux pour gouverner leur pays et croit en leur désir de coopérer sincèrement avec la France⁴¹.

En ce qui concerne *L'Humanité*, il adopte un ton complètement différent des deux autres journaux. Pour lui, ce n'est pas le FLN qui trahit les Accords d'Évian mais le gouvernement français. En effet, en refusant de s'attaquer à l'OAS, et donc de s'occuper de la sécurité de la population civile, le gouvernement de Gaulle contrevient aux accords, soutient *L'Humanité*. Le journal communiste va même jusqu'à accuser de Gaulle d'être activement complice de l'OAS lorsqu'il ordonne à l'armée de ne pas réprimer l'organisation d'extrême-droite⁴². Il est à noter, par contre, que *L'Humanité* ne fait que très rarement référence aux Accords d'Évian. Que ce soit parce que le journal ne les approuve pas, puisqu'ils seraient colonialistes, ou parce que celui-ci est beaucoup plus centré sur sa lutte contre les fascistes de l'OAS et du gouvernement français, il est certain que le journal communiste considère que les accords ne sont pas très importants car l'Algérie est déjà indépendante et le référendum n'est qu'ostentatoire. En ce qui concerne son rapport avec le FLN, il est certain que son passé légèrement pro-répression puis pro-algérien lors de la Guerre d'Algérie ainsi que son appui général au mouvement de décolonisation fait de lui un allié inconditionnel du parti nationaliste algérien. En effet, *L'Humanité* se sert principalement des déclarations de l'agence de presse FLN pour expliquer les agissements de celui-ci, ce qui entraîne des situations à l'effet que *L'Humanité* devient une sorte d'organe de propagande pour le FLN. Cette situation est évidente pendant la guerre entre le Maroc et l'Algérie puisque *L'Humanité*, ayant pris le parti algérien, ne cite que les dépêches d'Algérie Presse

⁴⁰ Robert Gauthier, « Un pays ou les miroirs ne reflètent que des images déformées. II – De quoi demain sera-t-il fait ? », *Le Monde*, 14 juin 1962, p. 3.

⁴¹ Jean Lacouture, « Le heurt de deux conceptions révolutionnaires », *Le Monde*, 3 juillet 1962, p. 1.

⁴² En fait, tous les articles traitant de l'Algérie finissent par accuser le gouvernement français et de Gaulle personnellement de couvrir l'OAS par complicité de classe.

Service et ne tient aucunement compte des dépêches marocaines qui démentent l'APS⁴³. Cette situation se présente également en juin 1962 lorsque tous les milieux autorisés commencent à parler de discussions entre le FLN et OAS, tandis que l'agence FLN nie toutes tractations. *L'Humanité* tombe alors dans le piège de suivre les dépêches de l'APS à la lettre tandis que les autres journaux comprennent que l'agence de presse ne peut pas cautionner les discussions tant que celles-ci ne sont pas terminées⁴⁴. Dans ce contexte, il est évident que *L'Humanité* a entièrement confiance dans le futur gouvernement FLN de l'Algérie.

Le terrorisme de l'OAS

Le rapport entre la branche algérienne de l'OAS et *Le Figaro* est certainement particulier puisque le journal ne peut pas approuver les actions terroristes ni complètement désavouer une position qu'il a tenue pendant presque toute la guerre. En effet, même si la position de l'OAS est beaucoup plus extrémiste que celle adoptée par *Le Figaro*, les deux revendiquent le maintien de l'Algérie française, ainsi que la protection des pieds-noirs face au futur gouvernement algérien. Par contre, *Le Figaro* ne peut aucunement cautionner le terrorisme, même si celui-ci émane d'un groupe partageant ses opinions sur l'avenir politique de l'Algérie. Il condamne, en effet, les attentats avec autant de force que *L'Humanité* et *Le Monde* en sont capables. Par contre, si *Le Figaro* rejette les actes terroristes, il accepte la nécessité de faire quelque chose. S'il accuse les commandos OAS, il pardonne et comprend les hommes qui en font partie. S'il déplore l'incompréhension qui mène à la violence, il fait tout pour que cette incompréhension persiste. D'ailleurs, le journal comprend très bien qu'une organisation comme l'OAS ne peut se maintenir en tant que telle en Algérie française et que, si les idéaux de l'Algérie française doivent se perpétuer, c'est sans l'appui d'un groupe terroriste : « Mais l'O.A.S., discrédité par ses meurtres et

⁴³ Comparer *Le Monde* et *L'Humanité* du 19 octobre 1963.

⁴⁴ Exemple : Anonyme, « Nous n'avons pas à négocier avec l'OAS déclare à Tunis le porte-parole du GPRA », *L'Humanité*, 1 juin 1962, p. 3.

finalement son inefficacité, n'a pas de rôle à jouer dans cette construction de l'Algérie de demain⁴⁵ ».

En ce qui concerne le rapport entre les pieds-noirs et l'OAS, *Le Figaro* tente d'expliquer pourquoi l'organisation terroriste est activement encouragée par la population européenne locale. Ces explications vont très souvent devenir des plaidoyers pour justifier l'idée que, malgré son adhésion à l'OAS et ses actes terroristes, l'homme derrière le commando est avant tout une victime. Par exemple, décrivant le chef d'un commando à son procès, *Le Figaro* écrit :

« Libéré en Algérie, il a monté un commerce d'appareils ménagers qui a fait faillite en quelques mois et il a eu maille à partir avec les tribunaux correctionnels. Bref, c'est un raté sur toute la ligne. C'est l'O.A.S., c'est la clandestinité qui l'ont révélé à lui-même et qui lui ont offert les chances que la vie normale lui avaient refusées.⁴⁶ ».

Qu'ils soient victimes de la vie en général, comme dans cet exemple, de la société, du FLN ou du gouvernement français, les activistes vont presque toujours, selon *Le Figaro*, se joindre à l'OAS parce qu'ils sont abandonnés et incompris. Cette clémence envers la figure humaine derrière le masque de commando s'applique également aux chefs de l'OAS. À plusieurs reprises, le journal va demander que les généraux Raoul Salan et Edmond Jouhaud ne soient pas exécutés pour les crimes qu'ils ont commis ou fait commettre par l'entremise de l'OAS. Que ce soit en invoquant la possibilité que l'ancien chef OAS devienne un martyr⁴⁷ ou en affirmant qu'il est nécessaire d'abolir la peine de mort⁴⁸, il est clair que *Le Figaro* ne considère pas l'incitation au terrorisme envers les Algériens comme étant un crime assez important pour encourir la peine capitale. Il convient également de souligner le fait que, selon *Le Figaro*, les pieds-noirs sont également soudés autour de l'OAS puisqu'ils ne peuvent pas avoir confiance dans le FLN : « Les entorses

⁴⁵ François Mennelet, « Une Journée décisive », *Le Figaro*, 5 juin 1962, p. 6.

⁴⁶ James De Coquet, « Seize plastiqueurs toulousains répondent de leur néfastes activités », *Le Figaro*, 8 mai 1962, p. 6. Dans cet article, il s'agit de l'OAS de Toulouse mais la couverture est la même que celle d'Algérie. L'article de J.-J. Leblond, « Un 13 mai à Bab-El-Oued où la peur commence à s'installer. Le rythme des départs s'accélère », décrit une rencontre avec un chef activiste, celle-ci commence comme ceci : « L'un d'eux, le chef, dont la quarantaine commence à dégarnir le front têtue, fait le geste de remplir nos verres. On a le sens des convenances et celui de l'hospitalité. »

⁴⁷ L.G.R. « Les limites », *Le Figaro*, 26 mai 1962, p. 1.

⁴⁸ Wladimir D'Ormesson, « Deux impératifs », *Le Figaro*, 28 mai 1962, p. 1.

commises [aux Accords d'Évian] pendant bientôt deux mois les confirment dans leur refus, c'est-à-dire les maintiennent soudés à l'O.A.S.⁴⁹ ». Une méfiance envers le FLN que *Le Figaro* partage, appuie et cherche même à encourager parfois.

On peut également remarquer la position ambivalente du *Figaro* par rapport à l'OAS à travers la comparaison qu'il fait avec le FLN. Selon *Le Figaro*, les deux organisations sont responsables des troubles présents parmi la population de l'Algérie. *Le Figaro* évoque ainsi deux groupes terroristes qui font la loi sur le territoire, sans nécessairement toujours faire la différence entre le présent et le passé et entre les meurtres aléatoires et les enlèvements sélectifs. Les exactions et enlèvements du FLN se retrouvent donc mis sur un pied d'égalité avec les mitraillages aléatoires de l'OAS⁵⁰, ce qui avantage évidemment l'OAS puisque cela lui fournit une explication pour justifier son agressivité. On fait allusion aux « tueurs de l'O.A.S., émules des égorgeurs du F.L.N.⁵¹ » ou du « dégel relatif des passions que favorise une régression brutale des deux terrorismes.⁵² ».

En somme, la position du *Figaro* face à l'OAS est ambiguë, changeante mais prudente politiquement. Sans jamais condamner le Français, abandonné de tous, qui croit défendre sa patrie, le journal se fait un devoir d'encourager toute offensive gouvernementale, politique ou militaire, contre l'OAS en tant qu'organisation. L'organisation doit être cassée mais le militant, lui, ne doit pas faire les frais de son appui au projet de l'Algérie française, même si celui-ci le mène à commettre des actes terroristes.

La position du *Monde* par rapport à l'OAS est moins ambivalente, étant donné que le journal centriste n'appuie pas l'idée de l'Algérie française. Même si ce journal a soutenu l'effort de guerre du gouvernement durant la crise algérienne, du moins au début, il n'a jamais réellement milité pour le maintien coûte que coûte

⁴⁹ Serge Bromberger, « Après les déclarations de Ben Khedda, suite logique à un discours... », *Le Figaro*, 11 mai 1962, p. 6.

⁵⁰ *Ibid.* et Jean-François Chauvel, « Certaines mesures d'autorité pourraient dissiper le climat de panique qui risque d'aboutir à un exode massif », *Le Figaro*, 24 mai 1962, p. 12.

⁵¹ P.B. « Le fond du Problème algérien », *Le Figaro*, 30 mai 1962, p. 1.

⁵² Gérard Marin et Jean-Jacques Leblond, « La fureur de vivre va-t-elle l'emporter sur la rage de mourir », *Le Figaro*, 2 juin 1962, p. 1.

de la France en Algérie. *Le Monde* voit dans l'OAS une armée terroriste qui menace la stabilité de l'Algérie postcoloniale ainsi que la coopération entre le futur État et la France. D'ailleurs, il ne croit aucunement que l'OAS pourra réussir à faire annuler les Accords d'Évian en faisant réagir l'armée algérienne⁵³. Réalisant que l'OAS est en train de causer des dommages irréversibles à l'avenir des relations entre les deux pays, *Le Monde* milite pour que le gouvernement français se penche réellement sur le terrorisme français en Algérie, ce qu'il ne fait pas. Il encourage le gouvernement français à rappeler ou à renvoyer les fonctionnaires en place en Algérie qui sont complaisants ou sympathisants face à l'OAS : « Il importe néanmoins qu'une large partie de la population européenne de la ville soit mise hors d'état de nuire, hors d'état de se nuire à elle-même. C'est surtout affaire de détermination à tous les échelons que de moyens.⁵⁴ ». *Le Monde*, comme *Le Figaro*, est arrivé à la conclusion que l'OAS est encouragé par une certaine partie des fonctionnaires pieds-noirs en poste en Algérie. Si *Le Figaro* comprend cet appui, *Le Monde*, lui, voit surtout que cela mènera les Européens au retrait définitif d'Algérie et à l'avortement de la coopération. *Le Monde* sympathise avec l'armée qui répugne à s'engager dans une autre guerre qu'elle ne peut gagner. En plus d'être démoralisée et partiellement démobilisée, elle compte beaucoup trop de sympathisants OAS pour être réellement efficace dans sa lutte contre l'organisation terroriste. Un autre problème que souligne *Le Monde* et qui ne manquera pas de surgir tôt ou tard si le gouvernement ne fait rien est celui de la rancœur des pieds-noirs qui, canalisée par un groupe terroriste comme l'OAS, peut faire des ravages lorsque ceux-ci reviendront en France⁵⁵. Donc, pour *Le Monde*, le gouvernement ayant le temps comme allié, laisse les choses aller puisqu'il sait qu'il ne sera pas responsable des désordres une fois l'indépendance obtenue. *Le Monde* s'insurge donc contre le manque d'empathie envers le peuple algérien qu'il trouve si courageux de ne pas répondre à l'organisation factieuse. Le journal dénonce également le manque de vision de ce gouvernement puisqu'il est en train de

⁵³ Jacques Fauvel, « La rage au poing », *Le Monde*, 10 mai 1962, p. 1.

⁵⁴ Alain Jacob, « En répit de l'harmonie qui règne à Rocher-Noir et de l'apaisement relatif dans le bled, le rétablissement de l'ordre dans les grandes villes se heurte à trop d'hésitation et d'incertitudes », *Le Monde*, 9 mai 1962, p. 2.

⁵⁵ Jacques Fauvel, « La rage au poing », *Le Monde*, 10 mai 1962, p. 1.

condamner autant l'Algérie que la France à un avenir beaucoup plus sombre que ce que les accords d'Évian prévoyaient.

L'Humanité adopte une position beaucoup plus intransigeante que *Le Figaro* ou *Le Monde* face à l'OAS. Le journal considère cette organisation comme étant formée de meurtriers sanguinaires dirigés par un groupe d'ex-militaires fascistes. En fait, le journal est tellement sûr de la justesse de son analyse qu'il utilise le terme « organisation fasciste » comme synonyme pour « OAS ». Maniant le sarcasme avec adresse, *L'Humanité* note que « [les] émules des nazis ont repris ce matin leurs activités hautement culturelles et patriotiques⁵⁶ » pour expliquer la nouvelle vague d'incendies d'écoles. C'est principalement parce qu'il considère l'OAS comme fasciste et nazie que *L'Humanité* démontre tant d'intransigeance à son égard. Si *Le Monde* et *Le Figaro* comprennent jusqu'à un certain point que le gouvernement français ne veuille pas déclarer la guerre à la population pied-noir pour son appui presque complet à l'OAS, *L'Humanité*, lui, ne peut pas tolérer cet état de fait. Pour *L'Humanité*, ce refus de prendre de vraies mesures coercitives envers l'organisation factieuse démontre hors de tout doute que le gouvernement de Gaulle désire garder l'OAS intacte. *L'Humanité* va décrier à maintes reprises les complicités de vues et de classes entre le gouvernement et l'OAS. Par exemple, comme éditorial du 7 mai 1962, *L'Humanité* reprend le discours d'un membre du PCF qui écrit :

« Il y a de vieilles complicités entre les hommes de l'OAS, qui furent les comploteurs du 13 mai 1958 et le pouvoir. Les faits sont là : Jouhaud est condamné à mort, mais il est toujours vivant et si la sentence n'est pas exécutée c'est parce que tel est le bon plaisir du président de la République. Salan est arrêté, mais il peut tranquillement bafouer la justice avec le cynisme d'un criminel, fort des vieilles complicités qu'il évoque complaisamment pour préparer sa « défense ». Le peuple français [...] peut voir chaque jour plus nettement que le pouvoir gaulliste, agissant par solidarité

⁵⁶ Anonyme, « L'O.A.S. poursuit l'opération "terre brûlée" 20 écoles d'Alger incendiées », *L'Humanité*, 28 mai 1962, p. 3.

de classe a pour préoccupation de temporiser avec les fascistes au lieu de tout faire pour les écraser.⁵⁷ ».

Cet acharnement autant envers l'OAS qu'envers ses membres se traduit également par un refus catégorique d'envisager, même dans un avenir lointain, le pardon gouvernemental. Ce jusqu'aboutisme de *L'Humanité* l'entraîne à affirmer qu' « [il] ne s'agit pas de pratiquer une politique « d'apaisement » avec les factieux, mais de les écraser. Non seulement à cause des crimes qu'ils ont commis, mais aussi pour les empêcher d'en commettre d'autres demain.⁵⁸ » En effet, *L'Humanité* discerne au-delà de la question algérienne un complot visant à faire entrer en France métropolitaine une armée réactionnaire aux ordres de Gaulle :

« Car le général de Gaulle, au-delà des péripéties qui l'ont opposé aux soldats perdus, aspire à regrouper solidement autour de lui toutes les forces réactionnaires. La manœuvre, si elle réussissait, aurait pour résultat d'encourager les factieux qui, bénéficiant une fois de plus de l'impunité, ne manqueraient pas de mettre tout en œuvre pour développer en France même leurs plans de guerre civile. On sait quel fut le résultat des coups d'éponge successifs déjà donnés au lendemain des barricades d'Alger et du putsch des généraux. Le compromis avec Jouhaud est d'ailleurs un nouveau signe de la fascisation de l'État gaulliste.⁵⁹ »

Cette habitude de voir l'OAS comme seule responsable de tous les maux de l'Algérie va entraîner *L'Humanité* dans certains dérapages en ce qui concerne la véracité de son information. L'exemple le plus flagrant de ce « préjugé » est celui de la contre-offensive du FLN le 14 mai. Exaspéré de l'immobilisme du gouvernement français dans sa lutte contre l'OAS, le FLN décide de passer à l'action et d'assassiner et/ou d'enlever un certain nombre de membres de l'OAS. Le FLN dément les accusations, même si tous les observateurs comprennent qu'il est derrière l'opération. Se basant sur sa tendance favorable envers le FLN et suivant sa logique parfois tortueuse, *L'Humanité* en arrive à la conclusion que l'OAS s'est servi de sympathisants du Mouvement National Algérien (MNA) pour assassiner ses propres membres dans le but de semer le trouble et ultimement de faire accuser le FLN.

⁵⁷ Jacques Duclos, « Il faut en finir avec l'O.A.S. ! », *L'Humanité*, 7 mai 1962, p. 1.

⁵⁸ René Andrieu, « Le ralliement des enfants perdus », *L'Humanité*, 7 juin 1962, p. 1.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 1.

« Bien qu'aucune précision ne soit donnée sur ces graves incidents, une attaque délibérée de groupes algériens paraît devoir être absolument exclue étant donné les consignes très strictes des responsables F.L.N. et le calme dont fait preuve la population malgré les crimes de l'O.A.S. Il n'est pas exclu, par contre, que l'organisation fasciste, de connivence avec des éléments provocateurs M.N.A., ait tenté cette opération pour amener les militaires français à tirer sur les populations algériennes, créant ainsi une situation très grave⁶⁰. »

Ce qu'il faut comprendre à travers la hargne que *L'Humanité* déploie envers l'OAS c'est que le journal voit le combat pour l'Algérie dans un contexte de combat pour la France. Laisser les fascistes de l'OAS gagner en Algérie serait capital pour la cause du fascisme français que *L'Humanité* voit prendre le pouvoir si les « forces vives de la nation » ne s'y opposent pas partout où celui-ci se manifeste. Même en adoptant un processus de réflexion moins romanesque que les communistes français, la possibilité de voir débarquer à Marseille une population dont la haine et le désespoir seraient canalisées par un groupe d'extrême-droite comme l'OAS ne fait certainement pas plaisir au gouvernement. Le gouvernement, malgré ce qu'en dit *L'Humanité*, ne fait pas tout ce qui est en son pouvoir pour encourager le rapatriement des éléments fascistes d'Algérie.

Les accords du 17 juin 1962 et la fin du terrorisme OAS

Malheureusement pour l'organisation factieuse et ses partisans, il est clair que le FLN n'a aucunement l'intention de mordre à l'hameçon de l'OAS et, ce faisant, de briser les Accords d'Évian. Cela, tous les acteurs politiques de l'époque s'en rendent bien compte dès juin 1962, même les chefs OAS. Réalisant l'échec de leur tentative de conserver l'Algérie française, la branche pied-noir de l'OAS opte pour une seconde stratégie, qui consiste à négocier un second cessez-le-feu qui rejoindrait les garanties exigées par les pieds-noirs pour que ceux-ci envisagent de rester en Algérie après le référendum. Les négociations vont donc se dérouler en « secret » entre le FLN et l'OAS pendant deux semaines. Si le FLN nie catégoriquement que des négociations sont en cours, les « milieux informés » vont

⁶⁰ Anonyme, « Sanglants incidents hier soir à Alger ; des commandos en automobile tirent au pistolet mitrailleur : 20 morts – 50 blessés », *L'Humanité*, 15 mai 1962, p. 3.

communiquer quotidiennement des détails sur ces tractations aux médias. Des trêves temporaires du terrorisme OAS vont ponctuer la première moitié du mois de juin et, de ce fait, plus ou moins confirmer la réalité des négociations entre les deux groupes. Par contre, l'accord étant signé par le chef de l'OAS d'Alger, le terrorisme d'OAS-Oran continuera de plus bel puisque celui-ci, n'étant pas sous l'autorité d'Alger, ne se sent pas concerné par les Accords d'Alger. Finalement, le 27 juin, le parti qui s'oppose à l'Accord d'Alger au sein de l'OAS-Oran prend la fuite devant l'imminence de l'indépendance algérienne et laisse le contrôle de l'organisation à l'OAS-Alger. Le problème se règle donc de soi-même sans qu'un second accord ne soit nécessaire pour obtenir l'accord des récalcitrants de l'OAS d'Oran.

Le Figaro accueille la nouvelle des tractations entre l'OAS et le FLN avec enthousiasme. Ayant toujours perçu les membres et sympathisants de l'OAS comme des brebis légèrement égarées, il se réjouit de voir qu'ils ont réellement à cœur l'avenir de l'Algérie. Les négociations en sont la preuve évidente et l'enthousiasme que démontre *Le Figaro* à mesure que la paix devient réalité laisse transparaître une certaine naïveté, probablement entraînée par une trop grande confiance en la bonne foi de l'OAS. C'est dans ce contexte que *Le Figaro* écrit au quatrième jour d'une trêve de 48 heures qu'« [il] peut encore y avoir un sursaut sanglant dans cette ville ou une autre, de la part d'un commando refusant de désarmer, mais quelque chose est irréversiblement acquis⁶¹. » D'ailleurs selon *Le Figaro*, « [même] si les dirigeants de l'O.A.S. voulaient remettre leurs commandos en action, la population démobilisée ne l'admettrait pas⁶². ».

Le Figaro rapporte une version qui semble assez idyllique de la vie à Alger depuis le cessez-le-feu. Pour entériner, d'une certaine façon, sa perception extrêmement optimiste des pourparlers, *Le Figaro* décrit Alger retournant à la vie normale. Les gens s'adonnent dorénavant à « la séance de cinéma, la flânerie dans les rues ensoleillées, le farniente sur la plage et dans les jardins publics et, aux terrasses des cafés, l'échange sonore et démonstratif de dialogues et de gestes

⁶¹ Serge Bromberger, « Les rencontres F.L.N.-Activistes ; La Dynamique de la « paix en marche », *Le Figaro*, 4 juin 1962, p. 1.

⁶² *Ibid.*, p. 1.

comme seuls savent en avoir les Méditerranéens⁶³ ». *Le Figaro* sera donc beaucoup plus surpris que les autres journaux lorsque les attentats reprendront cinq jours après la trêve qui avait lancé le bal des négociations. *Le Monde* ne se faisait pas d'illusions tandis que *L'Humanité* était persuadé que le FLN ne négociait pas avec les terroristes. De toute façon, pour *Le Figaro*, il est évident que la rupture des négociations n'est que temporaire puisque l'Algérie ne peut pas se permettre de laisser les Européens quitter le pays. Ce dénouement entraînerait des « difficultés insurmontables⁶⁴ » et des « difficultés économiques et administratives sans nombre⁶⁵ ». Tout au long des négociations, *Le Figaro* ne s'offusquera jamais du fait que le futur gouvernement algérien discute de la paix avec une organisation terroriste qui se fait de facto un représentant des pieds-noirs. Et ce même si *Le Figaro* a déjà affirmé que l'OAS, « discréditée par ses meurtres et [...] son inefficacité, n'a pas de rôle à jouer dans [la] construction de l'Algérie de demain⁶⁶ », doit faire place à une réelle organisation représentant les pieds-noirs. Il est clair que le journal aurait préféré qu'une autre organisation remplace l'OAS à la table des négociations mais il comprend que, si l'OAS est la seule à pouvoir obtenir un accord, il ne s'y opposera pas. Le fait que l'accord puisse légitimer l'existence de l'OAS n'est pas aussi dommageable à long terme que les « blancs qu'il reste à remplir⁶⁷ » dans les Accords d'Évian qui jettent un flou autour du statut des Européens dans l'Algérie postcoloniale et qui entraînent l'appui des pieds-noirs envers l'OAS.

La position du *Monde* est assez similaire à celle du *Figaro* dans le sens où le pragmatisme oriente l'opinion du journal à propos des pourparlers. *Le Monde* ne s'offusque pas du fait que le FLN négocie avec une organisation terroriste puisque celle-ci semble être la seule organisation représentant les pieds-noirs. En fait, *Le Monde* se garde bien d'émettre un commentaire, que ce soit pour ou contre, la

⁶³ Gérard Marin et Jean-Jacques Leblond, « Avec la population d'Alger qui reprend goût à la vie », *Le Figaro*, 4 juin 1962, p. 6.

⁶⁴ Serge Bromberger, « Objectifs des « pourparlers algériens » ; Arrêter la panique », *Le Figaro*, 11 juin 1962, p. 1.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 1.

⁶⁶ François Mennelet, « Une Journée décisive », *Le Figaro*, 5 juin 1962, p. 6.

⁶⁷ *Monde* 16 juin, p1

présence de l'OAS à la table des négociations. De toute façon, le journal est persuadé que le FLN refusera de reconnaître l'OAS, et ne lui accordera jamais le titre d'« interlocuteur valable⁶⁸ ».

La différence majeure entre *Le Figaro* et *Le Monde* se situe dans la manière d'envisager les chances de succès des discussions. *Le Monde*, contrairement au *Figaro*, ne pèche pas par excès d'optimisme. S'il se réjouit des progrès réalisés à la table des négociations, il ne donne pas la partie gagnée d'avance. Alors que *Le Figaro* parle de gendarmes enlevant leurs vestes pare-balles pour faire la sieste, *Le Monde* considère qu'« il est encore difficile, à l'heure actuelle, d'évaluer les chances de succès du dialogue en cours. Des informations dignes de foi permettent de penser que sur le fond les difficultés les plus graves ont été surmontées.⁶⁹ ». N'ayant jamais été berné par sa propre naïveté, *Le Monde* est donc moins surpris de l'échec des pourparlers quelques jours plus tard, même si l'accord semblait presque achevé. *Le Monde* va également considérer l'alternative de l'Union générale des travailleurs français d'Algérie (UGTFA) pour prendre le relais des négociations avec l'exécutif provisoire lorsque les pourparlers échouent avec l'OAS⁷⁰. *Le Monde* démontre un esprit d'impartialité dans l'attention qu'il met à ne blâmer aucun parti lorsqu'une difficulté ou un échec est constaté⁷¹. Cela contraste grandement avec *Le Figaro*, qui impute au GPRA et au CNRA une rechute des violences dues à leur désaveu de l'accord du 17 juin⁷². Un exemple de cette neutralité est visible dans l'analyse que fait *Le Monde* de la possibilité réelle qu'ont les deux partis de faire respecter par leurs partisans les dispositions contenues dans l'éventuel accord « entre Algériens » qui se dessine. Si *Le Monde* fait écho des doutes qu'entretient l'OAS au sujet du fait que les dirigeants algériens semblent trop divisés pour que la signature de l'un vaille

⁶⁸ Alain Jacob, « Après la brève visite de M. Fouchet à Paris, les entretiens d'Alger et la trêve du terrorisme confirment la recherche d'un accord entre Européens et nationalistes musulmans », *Le Monde*, 3 juin 1962, p. 1.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 1.

⁷⁰ Michel Goué, « En dépit de l'appel d'Edmond Jouhaud; Des attentats contre les musulmans ont eu lieu jeudi matin à Alger; D'ultimes efforts sont entrepris pour faire aboutir les conversations entre les Européens et l'Exécutif », *Le Monde*, 8 juin 1962, p. 1.

⁷¹ *Ibid.*, p. 1.

⁷² Anonyme, « Premières réactions dans le monde; Tunis : Le Dr Mostefai a-t-il mis le G.P.R.A. devant le fait accompli? », *Le Figaro*, 18 juin 1962, p. 1.

pour l'ensemble de l'organisation nationaliste⁷³, le journal n'hésite pas à retourner l'accusation du côté de l'OAS. En effet, *Le Monde* souligne que l'OAS, de par sa division interne autant sur le plan géographique qu'idéologique, semble également incapable de faire « respecter sa signature⁷⁴ ».

De son côté, *L'Humanité* adopte une ligne éditoriale allant totalement à l'encontre des deux autres journaux. Premièrement *L'Humanité* nie catégoriquement l'existence de pourparlers entre les deux organisations. En effet, alors que tous les milieux informés confirment les rumeurs à propos des discussions, le journal communiste, se basant sur le communiqué officiel du FLN, rejette celles-ci comme étant de la propagande de l'OAS. Pour *L'Humanité*, il existe des pourparlers entre l'exécutif provisoire et des personnalités algériennes mais ceux-ci ne représentent pas l'OAS.

« D'autre part, des personnalités connues pour avoir pour le moins approuvé l'OAS ont pris le chemin de Rocher Noir. L'ex-général Gardy, successeur de Salan, revendique ces gens comme ses représentants, voulant accréditer l'idée que son organisation fasciste discute d'égal à égal avec le FLN, « entre Algériens » fait-il dire. Le FLN a démenti à plusieurs reprises, d'une façon catégorique, de telles rencontres.⁷⁵ »

Fidèle à sa manière de concevoir l'OAS, le journal communiste ne peut pas entériner les pourparlers entre les héros nationalistes et les terroristes fascistes. Ces discussions entre les deux groupes ennemis ne sont pas acceptables pour plusieurs raisons. Premièrement, cela légitimerait et légaliserait l'OAS, ce qui lui permettrait de rentrer en France avec le prestige d'avoir sauvé la population pied-noir. Étant donné que *L'Humanité* considère que « l'objectif essentiel étant l'instauration d'un régime ouvertement fasciste [en France]⁷⁶ », il ne veut pas qu'une amnistie générale vienne empêcher que les « assassins de l'OAS⁷⁷ » « reçoivent un châtement à la

⁷³ Michel Goué, « M. Pierre Messmer demande que soient traités sans pitié les hommes qui ont tué à Oran le médecin colonel Mabillet et blessé le général Ginestet », *Le Monde*, 16 juin 1962, p. 1.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 1.

⁷⁵ Anonyme, « Calme relatif hier encore à Alger où les contacts entre Européens et Exécutif provisoire se poursuivent », *L'Humanité*, 6 juin 1962, p. 3.

⁷⁶ René Andrieu, « Repli stratégique et grandes manœuvres », *L'Humanité*, 6 juin 1962, p. 1.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 1.

mesure de leurs crimes⁷⁸ ». Cela s'ajoute au fait que les objecteurs de conscience et les Français qui appuyaient activement le FLN sont toujours en prison. *L'Humanité* n'hésite pas, en effet, à souligner l'injustice qui sévit entre le traitement fait à l'OAS et « ceux qui eurent le tort de prendre au mot le chef de l'État affirmant que cette guerre était « absurde et périmée ». Ces jeunes avaient cru trouver leur devoir dans l'insoumission ou la désertion⁷⁹ ». Finalement, on retient de l'ensemble de la couverture journalistique de *L'Humanité* que celui-ci considère que les négociations entre le FLN et l'OAS entacheraient le nouveau gouvernement algérien; c'est pourquoi celui-ci recommande régulièrement au FLN de négocier avec les Européens libéraux d'Algérie et non ceux de l'OAS.

II. Le conflit entre Ben Bella et le GPRA au lendemain du référendum

Au lendemain du référendum éclate une crise entre le vice-président du GPRA et héros national, Ben Bella, et le reste du GPRA avec à sa tête le président Ben Khedda. Ce dernier apparaît aux yeux du monde comme étant le chef du gouvernement algérien ainsi que le dépositaire de la souveraineté algérienne. La réalité est cependant plus compliquée puisque la souveraineté appartient au CNRA dont dépendent le FLN, l'ALN et le GPRA. Le conflit éclate pour la première fois le 7 juin 1962 alors que dégénère une réunion du CNRA organisée à Tripoli dans le but de créer un bureau politique pour le FLN qui remplacerait le GPRA. Deux groupes se distinguent à cette réunion : les modérés de Ben Khedda et les radicaux de Ben Bella. Les modérés sont rapidement mis en minorité et finissent par quitter Tripoli, ce qui empêche le comité d'apporter les changements proposés. Trois semaines plus tard, Mohamed Khider, ministre de l'Information du GPRA, et Ben Bella se brouillent avec le GPRA à propos des attributions et l'importance que prend le GPRA. Puis, le 30 juin, à la veille du référendum sur l'indépendance, le GPRA accuse l'état-major de l'ALN d'« activités criminelles », le dissout, et démet de leurs fonctions ses principaux chefs, dont le colonel Houari Boumedienne. Ben Bella, ayant quitté le siège du GPRA, prend la défense de l'état-major et dénonce

⁷⁸ *Ibid.*, p. 1.

⁷⁹ Jacques Arnault, « Amnistie », *L'Humanité*, 15 mai 1962, p. 4.

l'illégalité de cette mesure en se basant sur le fait que l'ALN et le GPRA dépendent du CNRA et qu'aucun de ces deux organismes ne possède autorité sur l'autre. Par contre, au-delà du conflit sur les attributions du GPRA, il faut voir dans cette crise un conflit de courants entre les modérés et les radicaux, et de personnes entre Ben Khedda et Ben Bella.

Après l'indépendance, les barrages électrifiés sur les frontières de l'Algérie sont levés et les protagonistes peuvent enfin entrer au pays. Ben Khedda entre le premier, s'installe à Alger et forme une sorte de gouvernement à partir du GPRA. Ben Bella entre en second, s'installe à Tlemcen et dénonce l'illégalité dans laquelle se situe le GPRA. Pour résoudre la crise, il suggère la tenue d'une session extraordinaire du CNRA, seul organisme qui détient une autorité sur tous les acteurs. Malheureusement pour Ben Bella, les deux seules manières d'organiser une session extraordinaire du CNRA sont que le GPRA ou que les deux tiers des membres du CNRA en fassent la demande. Se sachant en minorité au CNRA, le GPRA tentera au cours des premières semaines de juillet de désamorcer le conflit pour éviter cette séance extraordinaire. Ben Bella dispose donc de la seconde option pour organiser la session du CNRA, celle nécessitant les deux tiers du conseil. Son groupe, surnommé le groupe de Tlemcen, va donc courtiser pendant quelques semaines tous les membres du CNRA, ce qui se résume aux membres du GPRA, chefs des wilayas (provinces algériennes) et autres chefs militaires. À mesure que Ben Bella et le groupe de Tlemcen obtient l'appui des différents chefs régionaux algériens, Ben Khedda perd sa légitimité et le GPRA devient une sorte de gouvernement fantôme qui ne dirige plus rien. Le 22 juillet, ayant l'appui de la plupart des membres du CNRA, Ben Bella crée le Bureau politique du FLN, décision qui aurait dû être votée à Tripoli en juin si Ben Khedda n'avait pas quitté la réunion. Le GPRA ne possède plus aucun pouvoir et ne peut que constater le fait accompli. Remplaçant Ben Khedda et le GPRA dans son opposition à Ben Bella, Belkacem Krim et Mohamed Boudiaf dénoncent le pouvoir personnel qu'est en train de s'attribuer Ben Bella avec le Bureau politique. Le 31 juillet, le problème est en voie de se résorber puisque les pourparlers en cours mèneront à un accord le 2 août.

La première question que se pose *Le Figaro* lorsque s'ouvre la réunion du CNRA à Tripoli est de savoir si une des factions en présence s'attaquera aux Accords d'Évian⁸⁰. Rassuré sur ce point lorsqu'Ahmed Ben Bella présente son rapport sur la transformation du FLN en parti politique, *Le Figaro* présente celui-ci sous un jour favorable, même s'il est à la tête des révolutionnaires purs et durs. Le journal soutient en effet qu'il a « surpris par sa modération, qualifiant lui-même son programme de "socialisme libéral" » et qu'il est plus influencé par les willayas de l'intérieur que par l'ALN de l'extérieur qui se veut plus radicale⁸¹. *Le Figaro* va également décrire Ben Bella comme représentant le « romantisme arabe teinté de socialisme » qui s'oppose aux « techniciens marxisants et pragmatiques des jeunes équipes issues de la Fédération de France⁸² ». Même si le journal dépeint Ben Bella de façon plutôt favorable, il n'a pas officiellement pris parti pour celui-ci. L'absence d'une opposition réelle et le manque d'information sur le conflit latent empêchent *Le Figaro* de choisir son candidat.

Lorsque le conflit refait surface, la situation est très différente. Le GPRA dénonce haut et fort Ben Bella et ses disciples qui, selon eux, sont en train de convaincre l'armée de les porter au pouvoir. Il démet également de ses fonctions l'état-major de l'ALN qu'il accuse de vouloir continuer la révolution, tout en rejetant les Accords d'Évian. *Le Figaro*, n'ayant aucune information contredisant ces dires, ne peut que dénoncer cette faction. Pour le journal de droite, le danger est grand mais le pire semble être passé grâce à la vigilance du GPRA⁸³. En ce qui concerne le point de vue de Ben Bella, le journal ne fait que citer deux dépêches, l'une voulant que celui-ci s'oppose au limogeage de l'état-major de l'ALN⁸⁴ et l'autre, de deux phrases, voulant que l'état-major de l'ALN en Tunisie s'oppose à cette même

⁸⁰ Jean-François Chauvel, « Dernière réunion du « parlement » F.L.N. à l'étranger; L'équipe Ben Khedda bien décidée à ne pas se laisser déborder par l'opposition mais... », *Le Figaro*, 29 mai 1962, p. 6.

⁸¹ Jean-François Chauvel, « Le rapport de Ben Bella devant le C.N.R.A. : coopération nécessaire avec la France », *Le Figaro*, 1 juillet 1962, p. 6.

⁸² Jean-François Chauvel, « Deux candidats s'opposent Ben Bella et Boudiaf; Qui sera secrétaire général du parti issu du F.L.N. », *Le Figaro*, 6 juin 1962, p. 6.

⁸³ Max Clos, « Comment fut découvert le complot des " benbellistes " », *Le Figaro*, 2 juillet 1962, p. 4.

⁸⁴ UPI, « Ben Bella désavoue le GPRA », *Le Figaro*, 2 juillet 1962, p. 4.

décision⁸⁵. Le journal ne semble donc pas concevoir que ceci puisse s'insérer dans une stratégie visant à discréditer l'un des deux camps dans le conflit qui règne au sein du FLN. Dès le lendemain, *Le Figaro* prend officiellement position dans son éditorial pour le GPRA et Ben Khedda qu'il considère comme le parti de la légalité.

« Il faut souhaiter que [la crise] soit dénouée rapidement au profit de ceux qui ont signé les accords d'Évian et accepté la coopération avec la France, de ceux qui, faisant montre de réalisme politique, ont discuté avec les Européens pour empêcher Alger et Oran de sombre dans la folie destructrice d'un activisme sans espoir. Ce sont ces hommes - Ben Khedda, Belkacem Krim, Dahlab - [...] qui ont à faire face aux ambitions de Ben Bella, aux menaces de putsch des chefs de l'A.L.N. de Tunisie et du Maroc.⁸⁶ ».

Ben Bella devient donc assez rapidement l'aspirant dictateur de « style nassérien⁸⁷ » dont le journal redoute l'arrivée. Par contre, une contre-argumentation du camp Ben Bella, ainsi qu'un soutien réel de la part de plusieurs wilayas, vont amener le journal à nuancer sa position. Après le démenti de Ben Bella concernant son opposition aux Accords d'Évian, le journal appuie des négociations pacifiques entre le GPRA et les benbellistes⁸⁸. *Le Figaro* continue néanmoins de favoriser Ben Khedda en attribuant à l'intransigeance de Ben Bella l'échec des pourparlers⁸⁹. *Le Figaro* va également appuyer le GPRA dans la mesure où celui-ci représente une tendance modérée qui n'est pas composée de « révolutionnaires dont la culture politique est souvent sommaire⁹⁰ ». Cela ne l'empêche toutefois pas de soutenir que « le succès final de Ben Bella, au moins dans un premier temps, ne fait plus de doute pour personne⁹¹ », étant donné que le GPRA n'a pas réussi à imposer son gouvernement par le fait accompli. *Le Figaro* affirme également que Ben Bella est beaucoup plus populaire, autant au sein de la population que de l'ALN, même dans

⁸⁵ Anonyme, «L'état-major de l'ALN de Tunisie en rébellion contre le G.P.R.A. », *Le Figaro*, 2 juillet 1962, p. 4.

⁸⁶ Jean-Marie Garraud, «Danger du putsch benbelliste », *Le Figaro*, 3 juillet 1962, p. 1.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 1.

⁸⁸ Jean-Marie Garraud, «Après une escale à Paris; Les envoyés du G.P.R.A. Bitat et Yazid vont rencontrer Ben Bella à Rabat », *Le Figaro*, 9 juillet 1962, p. 4.

⁸⁹ Jean-François Chauvel, «Les pourparlers G.P.R.A. - A.L.N. brusquement interrompus hier soir; Ben Bella attendu en Oranie », *Le Figaro*, 11 juillet 1962, p. 5.

⁹⁰ Max Clos, « Par sa présence au coté du président du GPRA Ben Bella affirme son soutien à la politique de la coopération », *Le Figaro*, 10 juillet 1962, p. 6.

⁹¹ Max Clos, «Les Européens inquiets devant les divisions au sein du F.L.N.; Les musulmans : « La paix et du pain » », *Le Figaro*, 12 juillet 1962, p. 5.

les willayas « fidèles » au GPRA⁹². À mesure que Ben Bella avance en territoire algérien, que la population semble l'acclamer unanimement et que les personnalités politiques algériennes se rassemblent autour de lui, *Le Figaro* modifie son discours. Dix jours après la découverte du « putsch benbelliste », le journal parle désormais du mouvement benbelliste en des termes beaucoup plus favorables; des expressions comme « opposition égaliste » ou « campagne d'explication » vont complètement à l'encontre du discours qu'il avait adopté à la découverte de ce « putsch benbelliste »⁹³.

Le journal semble désormais persuadé que Ben Bella remportera le conflit qui l'oppose à Ben Khedda et il est probable que celui-ci modifie sa manière de concevoir la situation en fonction des forces en présence. Dans le même article, *Le Figaro* suggère en effet que Ben Bella « refuse désormais toute espèce de compromis », étant donné qu'il se sent en position de force. Les articles des jours suivants vont continuer dans la même ligne : « le G.P.R.A. est condamné dans sa forme actuelle⁹⁴ », « le pouvoir des ministres s'arrête à la porte de leur bureau⁹⁵ », « il n'y a aucune direction politique et administrative. L'État est comme une carcasse vide de langoustine⁹⁶ ». Il est donc normal que *Le Figaro* ne s'oppose pas à la prise de pouvoir de Ben Bella par la création du Bureau politique dont il était question au congrès du CNRA⁹⁷.

Pour le journal de droite, l'important semble être une résolution rapide du conflit au profit d'un chef politique pour empêcher coûte que coûte les militaires de prendre le pouvoir. Si Ben Bella est le seul à pouvoir le faire, qu'il le fasse, semble dire *Le Figaro*. Le journal continue dans la même ligne lorsque Belkacem Krim entre en opposition ouverte et armée contre Ben Bella, et se cantonne dans son fief de Tizi-Ouzou en Kabylie. Par exemple, *Le Figaro* se demande « dans quelle mesure les déclarations faites à Tizi-Ouzou reflètent la réalité » et y répond en

⁹² *Ibid.*, p. 5.

⁹³ Jean-François Chauvel, « Ben Bella acclamé par les siens dans la capitale de l'Oranie », *Le Figaro*, 13 juillet 1962, p. 5.

⁹⁴ J.-L. Méteye, « Le Conseil des Willayas poursuit ses délibérations près de Médéa », *Le Figaro*, 18 juillet 1962, p. 7.

⁹⁵ Max Clos et J.-L. Méteye, « L'A.L.N. veut imposer une solution à la crise algérienne », *Le Figaro*, 19 juillet 1962, p. 6.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 6.

⁹⁷ François Mennelet, « Une partition imprévue », *Le Figaro*, 24 juillet 1962, p. 1.

supposant qu'elles « contiennent une large part de propagande d'intoxication psychologique⁹⁸ ». *Le Figaro* déclare officiellement Ben Bella vainqueur le 28 juillet dans son éditorial. Si « Ce n'était certes pas ainsi que [*Le Figaro*] envisageait les choses au moment de la signature des accords d'Évian », le journal ne s'en formalise pas trop puisque « les Algériens sont maîtres chez eux [et ce] que la France peut souhaiter c'est de pouvoir appliquer ces accords en trouvant en Algérie un gouvernement, des hommes responsables et décidés à coopérer ». Puisque Ben Bella semble toujours prêt à donner des assurances sur les points chers au journal (enlèvements d'Européens et respect des accords d'Évian), *Le Figaro* ne voit aucun problème dans son appui envers celui-ci. Évidemment, étant donné que personne ne connaît réellement les programmes des différents hommes politiques algériens, il est difficile de s'opposer à qui que ce soit de façon catégorique.

Le Monde, en tant que journal très axé sur la politique, considère à juste titre la réunion du CNRA comme une réunion historique ayant une incidence réelle sur l'avenir du FLN et du gouvernement algérien en entier⁹⁹. Par contre, étant donné que celle-ci se déroule à huis clos et que les participants sont très avares de commentaires, le journal ne traite pas du sujet durant la totalité de la réunion, sauf par la parution de deux petites dépêches¹⁰⁰. Son seul article commentant les résultats du congrès ne fait aucunement mention du conflit de personnes entre Ben Bella et Ben Khedda qui entraîne l'interruption de la rencontre. L'auteur sait très bien qu'il devra attendre quelques jours pour que l'information se rende jusqu'aux journalistes ou que le GPRA fasse un communiqué de presse énonçant les conclusions du CNRA¹⁰¹. Le premier article qui fait allusion à un conflit au sein du FLN est celui du 13 juin, mais, faute de preuves tangibles, l'auteur ne peut que supposer un conflit entre les radicaux et les modérés, mis au banc des accusés pour leur gestion du GPRA. Dans cet article, *Le Monde* ne semble pas étonné de revoir

⁹⁸ Max Clos et J.-L. Méteye, «Les événements provoquent une nouvelle vague de départ des Européens », *Le Figaro*, 27 mai 1962, p. 5.

⁹⁹ Guy Sitbon, «Le C.N.R.A. est appelé à faire des choix décisifs pour l'avenir du F.L.N. et de l'Algérie », *Le Monde*, 26 mai 1962, p. 2.

¹⁰⁰ Le 1^{er} et le 7 juin.

¹⁰¹ Jean Lacouture, «À la thèse du « parti unique », le F.L.N. a préféré celle du « parti prépondérant » », *Le Monde*, 9 juin 1962, p. 3.

surgir les anciennes rivalités à peine l'indépendance acquise. Le second article à traiter du conflit est publié à l'occasion de la démission de Mohammed Khider. Dans cet article, le journaliste fait très bien la division entre les « politiques » de Ben Khedda et « intransigeants » de Ben Bella¹⁰². Malgré cette dénomination qui peut sembler tendancieuse, l'article reste neutre, tout en décrivant d'une manière assez favorable la carrière de Khider¹⁰³. Le ton du *Monde* commence à changer à partir du moment où Ben Bella quitte officiellement le GPRA et entre en conflit ouvert avec celui-ci. *Le Monde* commence alors à traiter d'un possible échec de la part du GPRA dans sa tentative de réunir dans ses mains le pouvoir et la souveraineté, comme cela était prévu. Il affirme également que le « démarrage » de l'indépendance dépend de la capacité du GPRA à régler ses conflits avant de prendre officiellement le pouvoir¹⁰⁴.

Lorsque le GPRA démet l'état-major de l'ALN de ses fonctions et que la crise éclate au grand jour, *Le Monde* reconnaît l'opportunisme politique pour ce qu'il est. Contrairement au *Figaro* qui dénonce le putsch benbelliste, *Le Monde* y voit un coup de force de la part de Ben Khedda pour liquider son rival, alors qu'il est lui-même en position de force¹⁰⁵. *Le Monde* se refuse de jouer le jeu du GPRA en mettant entre guillemets les termes « dégradation » de l'état major et « activités criminelles ». *Le Monde* consacre plus d'une page du journal du 3 juillet à l'analyse de ce conflit dont les données commencent à peine à atteindre les journalistes. À travers les nombreux articles parus à cette date, *Le Monde* ne cherchera ni à blâmer qui que ce soit pour la crise actuelle ni même à donner son appui à un argument avancé par l'un des partis. Il reconnaît que Ben Bella et Boumediène sont beaucoup plus intransigeants et impatients de faire la révolution mais il ne soutient pas que cela est répréhensible en soi¹⁰⁶. Somme toute, le journal ne semble aucunement surpris de voir surgir un conflit au sein du FLN, alors que l'indépendance est officiellement acquise. Comparant la situation à la Révolution

¹⁰² Jean Lacouture, « M. Khider a offert sa démission », *Le Monde*, 28 juin 1962, p. 2.

¹⁰³ Jean Lacouture, « Un vieux militant », *Le Monde*, 28 juin 1962, p. 2.

¹⁰⁴ Philippe Herreman, « Les pouvoirs de la France seront transférés à l'Exécutif provisoire dès la proclamation des résultats du référendum », *Le Monde*, 30 juin 1962, p. 1.

¹⁰⁵ Jean Lacouture, « L'accession de l'Algérie à l'indépendance s'accompagne d'une grave crise au sein du F.L.N. », *Le Monde*, 3 juillet 1962, p. 1.

¹⁰⁶ Jean Lacouture, « Le heurt de deux conceptions révolutionnaires », *Le Monde*, 3 juillet 1962, p. 3.

française, *Le Monde* trouve normal que les différentes factions s'entre-déchirent une fois l'indépendance acquise¹⁰⁷. Cette opinion revient à plusieurs reprises dans les premières journées du conflit : « On pouvait prévoir que la rencontre du pouvoir des multiples formes qu'a prises la révolution algérienne au cours de la guerre provoquerait des difficultés¹⁰⁸ ». Le journal semble avoir de la difficulté à décider si le conflit est principalement issu d'un différend entre personnalités ou s'il est dû à une conception différente de la révolution. Un journaliste va soutenir que « les idées politiques des uns et des autres ne se distinguent que par des nuances¹⁰⁹ » et que la situation actuelle est issue d'un conflit de personnalités, tandis qu'un second journaliste publie le lendemain que la différence principale entre les deux camps provient de la manière dont ils conçoivent l'essence de la révolution.

« Thawrah (révolution en arabe), dans l'esprit de Benbella, c'est d'abord la récupération d'une personnalité, c'est l'affirmation catégorique d'une identité, c'est la résurrection d'une nation. Cette révolution, il la situe dans le cadre de l'arabisme et de l'Islam, parce qu'ils ont été les boucliers protecteurs permanents de ce qui a subsisté de l'identité algérienne à travers les tentatives de colonisation et même d'assimilation. Pour M. Ben Khedda et la majorité de ses collègues du G.P.R.A., ce qui est en question dans la « révolution » peut être moins une identité nationale que des conditions de vie, un régime social, des méthodes de développement.¹¹⁰ »

C'est pour cela, selon l'auteur, que Ben Khedda était prêt à faire des concessions aux Européens pour que cessent les attaques de l'OAS contre les infrastructures et les objectifs économiques, tandis que Ben Bella ne l'était pas. Cet article démontre un parti pris en faveur de Ben Khedda et du GPRA qui représentent le parti de la modernité, contre Ben Bella qui représente le traditionalisme. Ces divergences que l'on retrouve dans les articles du *Monde* illustrent très bien l'effort dont fait preuve le journal dans le domaine de l'indépendance des journalistes. Ceux-ci n'étant pas tenus par la direction de suivre une ligne éditoriale stricte, ils sont beaucoup plus libres d'élaborer leurs propres

¹⁰⁷ Jean Lacouture, « L'accession de l'Algérie à l'indépendance s'accompagne d'une grave crise au sein du F.L.N. », *Le Monde*, 3 juillet 1962, p. 1.

¹⁰⁸ Jean Lacouture, « Le conflit ne peut se résoudre qu'au « sommet » », *Le Monde*, 5 juillet 1962, p. 1.

¹⁰⁹ Gary Sitbon, « Les conditions d'un accord », *Le Monde*, 5 juillet, p. 3.

¹¹⁰ Jean Lacouture, « Pourquoi Benbella », *Le Monde*, 6 juillet, p. 3.

conclusions¹¹¹. *Le Monde* dans son ensemble s'inquiète d'une prise du pouvoir par l'ALN de l'extérieur qui fait très rapidement son entrée en Algérie et qui prend le contrôle de la force locale. On évoque donc une armée formée d'« intransigeants¹¹² » qui, s'ils disent vouloir respecter les accords d'Évian, ne semblent le faire que parce qu'ils en sont contraints¹¹³.

Le Monde réalise très tôt que Ben Bella gagne du capital politique aux dépens de son adversaire et qu'il devient un pôle d'attraction pour un grand nombre de dirigeants du FLN. *Le Monde* ne fait, par contre, aucun commentaire pour Ben Bella ou Ben Khedda, notant seulement que Ben Bella s'affirme de plus en plus comme le vainqueur¹¹⁴. Un autre indice qui laisse croire que *Le Monde* considère Ben Bella comme l'éventuel gagnant de cette crise est l'absence d'articles concernant le GPRA. En effet, entre le 10 et le 25 juillet, *Le Monde* consacre plus de deux fois plus d'articles à Ben Bella et au groupe de Tlemcen qu'à Ben Khedda et au groupe d'Alger. Malgré cela, le journal ne prend pas officiellement ou officieusement parti pour l'un des deux groupes. Par contre, à mesure que la crise se poursuit et cristallise les opinions des dirigeants algériens, *Le Monde* redoute plus ardemment l'augmentation du capital politique de l'ALN de l'intérieur. Le rôle d'arbitre qui lui a été demandé de remplir représente très bien son importance grandissante dans la sphère politique.

La neutralité du journal est maintenue lorsque Ben Bella crée unilatéralement le 22 juillet le Bureau politique du FLN dont il avait été question au CNRA. Sur les deux articles couvrant cet événement, l'un exposera les thèses de Ben Bella en adoptant un ton leur étant favorable¹¹⁵ tandis que l'autre fera de même pour la thèse de Ben Khedda¹¹⁶. Ce qu'il faut retenir ici est que *Le Monde* ne cherche pas à donner son opinion quant à savoir lequel des deux hommes devrait

¹¹¹ Voir p. 19.

¹¹² Jean-François Simon, « M. Benbella maintient ses positions dans le conflit qui l'oppose au G.P.R.A. », *Le Monde*, 7 juillet 1962, p. 1.

¹¹³ Jean-François Simon, « L'épreuve de force est engagée », *Le Monde*, 7 juillet 1962, p. 3. et Goué, Michel, « Le compromis envisagé par le G.P.R.A », *Le Monde*, 10 juillet 1962, p. 2.

¹¹⁴ Michel Goué, « Le compromis envisagé par le G.P.R.A. tiendrait largement compte des thèses de M. Benbella », *Le Monde*, 10 juillet 1962, p. 1.

¹¹⁵ André Fautard, « Tlemcen : un « coup d'accélérateur » de M. Ben Bella », *Le Monde*, 24 juillet 1962, p. 6.

¹¹⁶ Michel Goué, « Alger : le C.N.R.A. a été convoqué en session régulière pour le 2 août », *Le Monde*, 24 juillet 1962, p. 6.

sortir gagnant du conflit interne du FLN tant que ceux-ci respectent les accords d'Évian. Tant que les deux respectent les traités internationaux avec la France et que l'armée n'en profite pas pour faire main basse sur la présidence, *Le Monde* ne désire pas s'ingérer dans les affaires internes du futur gouvernement algérien.

L'Humanité accorde une importance bien moindre à la réunion du CNRA à Tripoli que les autres journaux. Il n'accorde aucun article à celui-ci; s'il le mentionne, ce n'est que quelques phrases à la toute fin de l'article général sur l'Algérie. Cet article est presque entièrement consacré aux activités OAS, et laisse peu de place pour l'actualité politique algérienne. Étant donné l'espace consacré à cette réunion dans les pages du journal, il n'est pas question pour *L'Humanité* de donner son opinion sur ses enjeux. Le journal n'utilise cet espace que pour rappeler au lecteur que la réunion a lieu. Peut-être y aura-t-il même une phrase pour discuter de l'agenda du conseil si l'OAS n'a pas fait trop de dégâts la journée précédente. En fait, avant l'ouverture de la réunion, le journal a consacré six phrases au CNRA, répartis sur quatre journées. Voici un bon exemple de la concision de *L'Humanité* :

« Le GPRA qui a tenu une séance de travail hier soir de 18 à 20 heures peu après le retour à Tunis de Mohamed Boudiaf et Krim Belkacem, a tenu une nouvelle réunion cet après-midi. Ces réunions, rappelons-le, sont essentiellement consacrées à une dernière mise au point du travail concernant les projets de reconversion du FLN en parti politique et l'élaboration d'un programme qui sera présenté très prochainement au Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA)¹¹⁷ ».

Le premier article concernant le conflit interne du FLN paraît le 2 juillet alors que l'état-major de l'ALN est démis de ses fonctions¹¹⁸. Le journal ne prend pas position pour l'un ou l'autre des partis, se contentant de décrire les griefs de chacun en citant intégralement ou en partie les communiqués de presse. La première analyse du conflit apparaît le 7 juillet alors que *L'Humanité* soutient que le conflit ne porte pas uniquement sur le limogeage de l'ALN mais qu'il a des racines

¹¹⁷ Anonyme, « «La direction actuelle de l'Électricité et Gaz d'Algérie assure la couverture légale de l'OAS » affirme l'agence A.P.S. », *L'Humanité*, 23 mai 1962, p. 3.

¹¹⁸ Anonyme, «Le G.P.R.A. destitue le colonel Boumediene et deux autres officiers de l'état-major de l'A.L.N. - À Tripoli Ben Bella désavoue cette décision », *L'Humanité*, 2 juillet 1962, p. 3.

plus profondes. Selon le journal, les divergences entre Ben Bella et Ben Khedda sont issues d'une conception différente sur la composition du CNRA. Pour Ben Khedda, « la composition du C.N.R.A. ne correspond plus à la situation actuelle¹¹⁹ » tandis que, pour Ben Bella, celui-ci représente l'organe suprême de la révolution et il n'est pas question de l'altérer. *L'Humanité* laisse également entendre qu'il existe un conflit idéologique concernant la manière de poursuivre la révolution. Sans officiellement prendre parti pour Ben Bella, il accorde à partir du 9 juillet plus d'importance à ses discours qu'à ceux de Ben Khedda et souligne que ses déclarations rejoignent celles de la population¹²⁰. Les articles consacrés à l'Algérie ne discutent presque que de lui, ce qui le fait paraître comme étant le politicien le plus important au pays¹²¹. Par exemple, le 13 juillet, l'espace consacré aux activités journalières de Ben Bella est trois à quatre fois plus important que celui consacré aux activités de Ben Khedda et du GPRA¹²².

L'Humanité donne également beaucoup de place aux arguments de Ben Bella qui accusent abondamment le GPRA; par contre, le journal ne les utilise pas dans son raisonnement, se contentant de les citer. Il faut noter toutefois que le groupe de Ben Bella multiplie les déclarations et communiqués de presse, tandis que le GPRA reste muet et dans l'expectative. L'orientation que prend le journal encourage la conciliation entre les deux groupes et soutient jusqu'à la veille du triomphe de Ben Bella que celle-ci est toujours possible¹²³. Ce n'est que le 26 juillet que, citant l'AFP, *L'Humanité* écrit que « Plus rien ne s'oppose à l'entrée de Ben Bella à Alger ». Dans le même paragraphe, l'énumération des forces en présence ne laisse aucun doute et cette affirmation s'impose d'elle-même. Il aura, par contre, fallu que la victoire soit inévitable pour que *L'Humanité* se résigne à le mentionner. Le journal continue cependant d'affirmer qu'un compromis est sur le point d'être

¹¹⁹ Robert Lambotte, « Alger : Ben Khedda rechercherait un compromis avec Ben Bella », *L'Humanité*, 7 juillet 1962, p. 3.

¹²⁰ Pierre Durand, « Deux ministres du G.P.R.A. Yazid et Rabah Bitat vont conférer à Rabat avec Ben Bella », *L'Humanité*, 9 juillet 1962, p. 3.

¹²¹ Pierre Durand, « Ben Bella est arrivé en Algérie après s'être arrêté à Tlemcen, il se rendrait à Oran », *L'Humanité*, 12 juillet 1962, p. 3. et Pierre Durand, « Foule considérable à Oran pour accueillir Ben Bella », *L'Humanité*, 13 juillet 1962, p. 3.

¹²² Pierre Durand, « Foule considérable à Oran pour accueillir Ben Bella », *L'Humanité*, 13 juillet 1962, p. 3. et Anonyme, « Tizi-Ouzou : Foule en liesse pour recevoir Ben Khedda et 5 ministres du G.P.R.A. qui sont arrivés hier en Kabylie », *L'Humanité*, 13 juillet 1962, p. 3.

¹²³ Pierre Durand, « Nous sommes à la veille d'une solution de nos problèmes intérieur, déclare M'Hammed Yazid », *L'Humanité*, 25 juillet 1962, p. 3.

conclu entre les deux partis, alors que les benkheddistes capitulent sur tous les points et que Ben Bella a déjà gagné la partie. L'acharnement à considérer le compromis plus probable qu'il ne l'est suggère que *L'Humanité* n'accepte pas que les dirigeants du FLN puissent faire passer leurs intérêts personnels avant ceux de la nation. Lorsque le journal regarde les dirigeants FLN, il voit les sacrifices consentis au profit de la nation durant les années de guerre et non des politiciens. *L'Humanité* refuse de mettre à jour sa vision du FLN, préférant se référer à l'image héroïque qu'il avait créée durant la guerre.

III. Conclusion

Durant la période observée (mai à août 1962), on note que les journaux ont déjà fait adopter une ligne éditoriale bien précise, et ce, seulement quelques mois après la fin de la guerre. *Le Figaro* est intransigeant envers toute organisation issue du FLN, ancien ennemi de la France. Il semble avoir du mal à accepter que les ennemis d'hier deviennent les partenaires économiques de demain. Avec l'angle d'approche qu'il utilise pour couvrir le FLN, on pourrait même croire qu'il espère que la guerre continue pour que la France puisse la gagner. Le journal de droite a également de la difficulté à condamner les anciens pieds-noirs en faveur de l'Algérie française qui se sont tournés vers l'OAS. Les anciens alliés se sont convertis en ennemis du gouvernement français et *Le Figaro* ne réussit pas à faire évoluer sa vision de l'Algérie pour que celle-ci concorde avec la réalité de 1962.

Le Monde réussit beaucoup mieux à faire évoluer sa position par rapport aux anciens et aux nouveaux ennemis. Selon le journal centriste, la seule manière d'arriver à une situation normale en Algérie est que l'OAS soit mise hors d'état de nuire. Pour ce faire, le gouvernement doit sévir à l'endroit des complices de l'organisation qui regardent ailleurs lorsqu'un crime est commis. Selon le journal, le bien-être des pieds-noirs passe par un appui aux politiciens algériens et par le rejet de l'OAS. En ce qui concerne le FLN, s'il déplore le manque d'unité des politiciens algériens, il s'empresse de rappeler qu'il ne s'agit là que du processus normal de création d'un nouvel État. Il ne fait jamais allusion à un retour en arrière ou au partage de l'Algérie. Pour *Le Monde*, les choses doivent suivre leur cours.

L'Humanité garde le même discours qu'il avait vers la fin de la guerre. Celui-ci dénonce violemment l'OAS, qu'il voit comme une organisation fasciste dont le but ultime est de renverser le gouvernement français et d'établir une dictature. La situation en Algérie, où l'OAS attaque l'armée française et le gouvernement provisoire autant que les Algériens, confirme à *L'Humanité* que son analyse est juste. Par contre, le journal communiste perd ses moyens lors du conflit interne du FLN. Le journal n'analyse pas réellement le conflit entre Ben Bella et Ben Kheda, peut-être parce qu'il ne veut pas montrer ses nouveaux alliés sous un angle défavorable.

DEUXIÈME CHAPITRE

LES PREMIÈRES CRISES ALGÉRIENNES (OCTOBRE ET NOVEMBRE 1963)

I. Le Front des forces socialistes en Kabylie et la réponse gouvernementale

Fin 1963, Ben Bella est le chef incontesté de l'Algérie. Après avoir pris plusieurs formes, le gouvernement algérien est maintenant un régime présidentiel et Ben Bella a aisément remporté l'élection dans laquelle il était le seul candidat. Cette élection est l'aboutissement d'une série de réformes dont l'adoption d'une constitution en septembre 1963 était le point culminant. Étant donné le pouvoir dont Ben Bella dispose au sein du FLN, ses adversaires politiques sont obligés de lutter contre lui en se positionnant à l'extérieur du parti, ce que la constitution ne permet pas. C'est cependant ce que feront Hocine Aït Ahmed et Mohand ou el Hadj le 29 septembre 1963 en fondant le Front des forces socialistes (FFS). Ce parti disait lutter contre le despotisme de Ben Bella, qu'il décrivait comme un potentat assoiffé de pouvoir prêt à tout pour éliminer l'opposition. Ce mouvement prit forme en Kabylie, province où les deux hommes jouissaient d'une forte popularité et probablement plus prompte à se distancier du pouvoir central, étant donné le sentiment d'appartenance berbère qui y régnait. Le FFS prit rapidement le contrôle militaire de la région en occupant les casernes et en désarmant les soldats restés fidèles au gouvernement. Face à cette menace qui semble s'étendre partout au pays, Ben Bella décide pourtant de ne pas précipiter les choses. Il tente d'abord de s'allier Mohand ou el Hadj, qu'il estime récupérable, mais échoue assez rapidement. Alors que les forces gouvernementales reprennent le contrôle de la Kabylie sans utiliser leurs armes, le mouvement est obligé de se réfugier dans les montagnes et perd ainsi sa tribune. C'est un second événement se déroulant en même temps qui mettra fin à cette rébellion. L'imminence de la guerre avec le Maroc dans le sud-ouest algérien forcera les anciens opposants à mettre un terme à leur conflit pour défendre l'intégrité du territoire algérien. Mohand ou el Hadj, en tant que haut gradé de l'Armée nationale populaire (ANP), le nouveau nom de l'ALN, force la main d'Aït Ahmed en signant une trêve avec Ben Bella le 25 octobre 1963. Le 13 novembre,

Aït Ahmed signe un accord qui met fin à l'entreprise alors que la partie était déjà perdue pour le FFS.

La guerre entre le Maroc et l'Algérie au sujet du tracé des frontières dans le sud marocain, et communément appelée « guerre des sables », était largement prévisible, étant donné l'insistance des deux parties à maintenir leur position. Le Maroc considère que le tracé en vigueur en 1963 avait arbitrairement été établi par les administrateurs français pour favoriser la colonie algérienne aux dépens du protectorat marocain, de manière à occuper une plus grande partie du Sahara. Reconnaissant cet état de fait, le FLN accepte de revoir le tracé frontalier une fois l'indépendance acquise, en échange de la tolérance marocaine envers les troupes algériennes postées sur son territoire durant la guerre avec la France. Alors que le Maroc tente, entre juillet 1962 et octobre 1963, de mettre le tracé frontalier à l'ordre du jour, l'Algérie ignore cette entente préalable et exige le respect des frontières héritées de la période coloniale, ce qui est un des principes fondamentaux de l'Union africaine dont les deux pays sont membres. Le Maroc décide de faire avancer les choses en se livrant à de petites incursions dans le territoire contesté. Après quelques accrochages ayant entraîné des morts, les deux armées se mobilisent et envoient d'importants renforts à la frontière. Le Maroc, mieux préparé, remporte la bataille sur le territoire contesté et repousse les Algériens très loin à l'intérieur de leurs frontières. Les combats ne durent pas très longtemps puisque le roi d'Éthiopie, Hailé Sélassié, et le président malien, Modibo Keita, réussissent à négocier un cessez-le-feu. La cause est ensuite portée devant l'Union africaine qui rend un jugement acceptable pour les deux partis : le contrôle du territoire est confié aux envoyés éthiopiens et maliens qui s'établissent en zone démilitarisée. L'accord ordonne également la « cessation par l'Algérie et par le Maroc de toute attaque publique, par voie de presse ou de radio » ainsi que l'« observation stricte du principe de non-ingérence dans les affaires des autres États », ce qui convient grandement au régime chérifien qui se faisait quotidiennement dénoncer par les radios gouvernementales algériennes.

La première réaction

La série d'articles sélectionnés commence au lendemain du discours de Hocine Aït Ahmed à Tizi-Ouzou au cours duquel il lance un appel à la résistance armée, sortant par le fait même le FFS de la clandestinité. La première réaction des journaux face à cet événement est de rappeler aux lecteurs qui sont les protagonistes dans cette affaire. La présentation des deux chefs de la résistance nous renseigne rapidement sur le rapport qui se crée entre les journaux et le FFS. *Le Figaro*, qui appuie rapidement la résistance kabyle, présente le colonel Mohand ou el Hadj de manière assez flatteuse.

« Mohand Ou El Hadj, 65 ans, un paysan madré autodidacte aux cheveux blancs et aux yeux bleus, qu'on appelle « le vieux » ou « le sage », contrôle son territoire. Il en connaît les moindres sentiers, parcourus pendant huit ans à dos de mulet.¹²⁴ »

Le Figaro semble vouloir le décrire comme un authentique révolutionnaire, « très populaire et fort respecté en Kabylie¹²⁵ », qui connaît les besoins de son peuple et qui est prêt à se battre pour la justice. Il n'est pas un politicien, il est un soldat et ses gestes parlent pour lui. Les deux chefs du FFS sont présentés comme les « leaders de l'opposition algérienne¹²⁶ » malgré le fait que le FFS ait été dissous et que la constitution algérienne ne permette pas l'existence de partis d'opposition. Aït Ahmed, de son côté, est décrit comme « un irréductible » qui « haït son ancien compagnon de captivité Ben Bella¹²⁷ ». Malgré cette présentation assez sympathique des chefs du mouvement, *Le Figaro* considère que, malgré le succès de la manifestation du 29 septembre 1963, le gouvernement saura se débarrasser du FFS, la seule question étant de voir comment il s'y prendra¹²⁸.

¹²⁴ Claude Bucamp, « Première réplique de Ben Bella à l'insurrection du Front socialiste. Création de comités de vigilance. Mais en Kabylie, le colonel Mohand, bien que destitué garde son commandement », *Le Figaro*, 1 octobre 1963, p. 8.

¹²⁵ Claude Bucamp, « Manifestation anti-Ben Bella à Tizi-Ouzou », *Le Figaro*, 30 septembre 1963, p. 9.

¹²⁶ Anonyme, « Nouveau meeting de l'opposition près de Michelet. Aït Ahmed : « Ce sera la guérilla et nous répondrons à la force par la force » », *Le Figaro*, 3 octobre 1963, p. 8.

¹²⁷ Yves Cuau, « Ben Bella prend les pleins pouvoirs mais cherche à rallier pacifiquement la « rébellion » », *Le Figaro*, 4 octobre 1963, p. 8.

¹²⁸ Claude Bucamp, « Manifestation anti-Ben Bella à Tizi-Ouzou », *Le Figaro*, 30 septembre 1963, p. 9.

Pour *Le Monde*, l'éclatement de la crise n'est pas une surprise. Le journal considère que les porte-parole du FFS, Aït Ahmed, Mourad Oussedik et Areski Hermouche, sont des politiciens laissés de côté par le régime et que leur dissidence ne devrait surprendre personne. Par contre, l'appui que leur donne le colonel Mohand ou el Hadj représente un fait nouveau. *Le Monde* transmet la même image que *Le Figaro* à propos du colonel ; un homme proche de son peuple qui en « connaît les besoins et l'état d'esprit¹²⁹ ». Le journal loue ses aptitudes militaires et souligne qu'il jouit d'un grand prestige auprès de ses soldats. Quant à Aït Ahmed, il est décrit comme l'éternel opposant de Ben Bella depuis leur libération au moment du cessez-le-feu. *Le Monde* ne se hasarde pas à émettre son avis sur les chances du FFS dans la lutte qui l'oppose à Ben Bella. Fidèle à son habitude, le journal cherche plutôt à expliquer pourquoi le colonel a décidé de suivre le mouvement et pourquoi le mouvement adopte ses positions.

De son côté, *L'Humanité* paraît surpris de la situation. Ayant généralement tendance à s'emporter assez facilement, le journal attend pourtant jusqu'au 3 octobre avant de formuler son appui à Ben Bella. Dès lors, le journal parle « d'embryon de contre-révolution », « d'aventurisme politique » et, comme Ben Bella, dénonce la collusion entre le Maroc et le FFS¹³⁰. Le journal se contente de mentionner que le colonel dirigeait les forces de l'ALN en Kabylie durant la guerre et qu'il avait pris position contre le bureau politique avant de s'y rallier une fois réglés les événements de l'été 1962. En ce qui concerne Aït Ahmed, le journal présume qu'il est connu des lecteurs puisqu'il n'est présenté que par l'épithète « ex-député ». Somme toute, *L'Humanité* est beaucoup plus intéressé par les nationalisations annoncées par Ben Bella en réponse au coup de force du FFS qu'au problème politique qui vient de naître.

¹²⁹ André Pautard, « Le gouvernement de Ben Bella s'efforce de minimiser le mouvement d'opposition déclenché dimanche en Kabylie », *Le Monde*, 1 octobre 1963, p. 1.

¹³⁰ Robert Lambotte, « Pour lutter contre la rébellion en Kabylie « Nous ferons appel au peuple » déclarent les dirigeants algériens », *L'Humanité*, 3 octobre 1963, p. 3.

La riposte gouvernementale

Le gouvernement de Ben Bella ne tarde pas à réagir à la provocation du FFS. Deux jours après le coup d'État d'Aït Ahmed à Tizi-Ouzou, Ben Bella annonce la mise sur pied de comités de vigilance qui serviront à lutter contre la contre-révolution. Le lendemain, le gouvernement annonce la nationalisation des terres appartenant encore à des habitants d'origine européenne. La réponse qui paraissait timide devient alors excessive pour *Le Figaro* qui voit ces nationalisations comme une trahison envers les coopérants français et les accords d'Évian. Selon le journal, « les colons français ont payé [...] les frais de l'opération¹³¹ » puisque les nationalisations ont uniquement été effectuées pour contrer la dissidence. Celles-ci auraient été décidées « dans le courant de la journée », ce qui appuie la thèse du journal¹³². C'est davantage le fait que les nationalisations sont utilisées comme arme dans un conflit politique qui dérange le journal puisque celui-ci s'attendait à ce qu'elles soient décrétées avant le tournant de l'année 1964¹³³. La démagogie qui entoure les nationalisations et le contexte dans lequel elles sont appliquées sont donc beaucoup plus dénoncés que le fait de nationaliser les terres des colons.

Le Figaro dénonce le caractère agressif de ces nationalisations. Lorsque les mesures sont annoncées, le journal cherche à démontrer la réaction spontanée d'un colon en lui apprenant la nouvelle. Celui-ci réagit fortement en accusant le gouvernement algérien de ne pas respecter les accords d'Évian et le gouvernement français de ne pas le protéger adéquatement. Il dit avoir cru aux accords et se sent maintenant dégoûté et trahi. Pour faire valoir son point, le journal utilise régulièrement des expressions comme « brutalement¹³⁴ », « d'une extrême brutalité », « brutale éviction¹³⁵ », dans ses articles et éditoriaux traitant des nationalisations. On trouve également dans les articles du *Figaro*, souvent rédigés de façon assez mélodramatique, des descriptions des « pauvres » colons qui, après avoir résisté aux terroristes de l'OAS, « se sentent chez eux dans leurs maisons au

¹³¹ Yves Cuau, « Toutes les terres des colons français nationalisés », *Le Figaro*, 2 octobre 1963, p. 9.

¹³² *Ibid.*

¹³³ Yves Cuau, « Une réponse démagogique à la dissidence », *Le Figaro*, 3 octobre 1963, p. 8.

¹³⁴ Yves Cuau, « Toutes les terres des colons français nationalisés », *Le Figaro*, 2 octobre 1963, p. 9.

¹³⁵ François Mennelet, « Opération à court terme », *Le Figaro*, 3 octobre 1963, p. 1.

milieu de leurs terres¹³⁶ » et croient aux garanties du FLN mais qui, ruinés et trahis, doivent maintenant rentrer en France.

De son côté, *Le Monde* ne semble pas très surpris de l'annonce concernant les nationalisations puisque, selon lui, Ben Bella n'a fait que devancer « une décision attendue à une date ultérieure¹³⁷ ». *Le Monde*, sans appuyer la mesure, rappelle néanmoins que les nationalisations mettront un terme à « cent trente-deux ans de colonisation ». Il souligne l'assurance que donne Ben Bella à la France concernant le maintien de la coopération entre les deux pays, assurance que le journal qualifie de « sincère ». Malgré cette assurance cependant, *Le Monde* déplore le fait que les accords d'Évian soient une fois de plus ignorés par l'État algérien¹³⁸. On constate que *Le Monde* n'adopte pas le ton mélodramatique du *Figaro* et qu'il conserve plutôt un ton neutre et analytique. *Le Monde* s'intéresse plus à l'impact du coup de force sur la situation en Kabylie qu'à la dépossession elle-même. Selon *Le Monde*, les nationalisations s'inscrivent dans un ensemble de mesures prises rapidement pour répondre aux dissidents kabyles de manière pacifique. Dans ce sens, le journal semble approuver l'approche du gouvernement.

L'Humanité, en tant que journal communiste, ne peut qu'applaudir la mesure. Si le journal ne donne pas clairement son appui à Ben Bella dans ses éditoriaux, il rapporte, lorsqu'il annonce les nationalisations, que la population d'Alger soutient entièrement son président. Le journal décrit les « manifestations monstres », les « grandes masses [...] prêtes à défendre dans l'action [les politiques du gouvernement]¹³⁹, les banderoles aux inscriptions incendiaires telles que « Nous briserons la bourgeoisie » et « Liquidons le complot!¹⁴⁰ ». Le journal décrit les

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ André Pautard, « Paris proteste contre la nationalisation des terres appartenant aux Européens d'Algérie et du Maroc », *Le Monde*, 3 octobre 1963, p. 1.

¹³⁸ André Pautard, « Paris proteste », *Le Monde*, 3 octobre 1963, p. 7.

¹³⁹ Anonyme, « Pour lutter contre la rébellion en Kabylie " Nous ferons appel au peuple " déclarent des dirigeants algériens », *L'Humanité*, 3 octobre 1963, p. 3.

¹⁴⁰ Anonyme, « Nationalisation massive des terres annonce Ben Bella à Alger », *L'Humanité*, 2 octobre 1963, p. 3.

colons comme étant des bourgeois représentant le passé colonial de l'Algérie. Ils n'attirent évidemment pas la sympathie du journal. Ni la situation du FFS ni son point de vue ne sont mentionnés par *L'Humanité*, qui considère le parti d'Aït Ahmed comme l'antagoniste dans l'affaire.

Contrairement aux autres journaux, le journal communiste ne voit pas les nationalisations comme une arme dans la lutte qui oppose Ben Bella au FFS. Il ne rapporte pas le fait que le gouvernement annonce ces mesures dans une ambiance populiste pour mieux lutter contre le FFS qui, lui, tient à tirer profit du mécontentement de la population. Pour le journal communiste, ces mesures montrent que le gouvernement ne se laisse pas intimider par la menace contre-révolutionnaire et va de l'avant avec ses mesures socialistes¹⁴¹. En somme, pour *L'Humanité*, le but ultime du FFS est de stopper le programme socialiste du FLN, pas de réformer le gouvernement ou de se débarrasser de Ben Bella.

L'évolution de la crise

La période entre la première riposte gouvernementale et le début de la guerre des sables est remplie d'articles dans lesquels les journaux spéculent sur les chances de réussite du FFS et sur les moyens qu'utilisera Ben Bella pour déloger le Front des forces socialistes. L'espace qui est donné au conflit kabyle à mesure que se concrétise la guerre entre le Maroc et l'Algérie, censée être beaucoup plus importante au plan politique, nous renseigne, entre autres, sur l'importance qu'accordent les journaux au mouvement de résistance.

Le Figaro, fidèle à sa prédiction du 30 septembre 1963¹⁴² dans laquelle il prévoit une victoire rapide du gouvernement Ben Bella, accorde peu de chance au FFS d'influencer le gouvernement. En fait, au début de l'insurrection, *Le Figaro* ridiculise les efforts du FFS en rapportant que les seuls soldats à s'être ralliés à son mouvement viennent de bataillons « qui ont toujours eu une propension fâcheuse,

¹⁴¹ Anonyme, « Pour lutter contre la rébellion en Kabylie " Nous ferons appel au peuple " déclarent des dirigeants algériens », *L'Humanité*, 3 octobre 1963, p. 3.

¹⁴² Claude Bucamp, « Manifestation anti-Ben Bella à Tizi-Ouzou », *Le Figaro*, 30 septembre 1963, p. 9.

depuis un an, à reprendre le maquis où ils se conduisent, d'ailleurs, beaucoup plus en bandits de grands chemins, qu'en opposants politiques¹⁴³ ». Dans le même article, l'auteur se demande si Aït Ahmed passera l'hiver dans les montagnes entouré d'une poignée de soldats. Constatant qu'à l'exception des soldats de Mohand ou el Hadj, personne n'a suivi Aït Ahmed, le journal prévoit que les dissidents n'atteindront pas leur objectif.

Le Figaro remet sa position en question à partir du 7 octobre et accorde désormais une chance sérieuse au FFS de faire bouger les choses en Algérie. S'il n'affirme pas que le FFS puisse renverser le gouvernement, il mentionne souvent qu'il est en train de « faire tache d'huile¹⁴⁴ » et que le mouvement prend de l'ampleur. À partir de cette date, *Le Figaro* décrit l'organisation qui règne dans le camp du FFS, que ce soit dans le contrôle du territoire, des troupes ou dans sa capacité à rallier les opposants de tous genres. Face à ce que le journal perçoit comme de l'hésitation de la part du gouvernement, la menace du FFS devient beaucoup plus crédible. C'est pourquoi, même si le FFS n'a pas réellement obtenu d'appuis à l'extérieur de la Kabylie ou s'il n'y a pas de grands changements à son actif, *Le Figaro* considère que « les tonneaux de poudre sont en place et [qu'] une étincelle inattendue peut provoquer l'explosion¹⁴⁵ ». Les articles des jours suivants donnent la même impression : le FFS est en train de rassembler de plus en plus de militants tandis que la riposte du gouvernement ne convainc personne. C'est ainsi que sont décrits les discours des ministres de Ben Bella en Kabylie le 9 octobre. *Le Figaro* évoque une foule « peu nombreuse » « indifférente » et « aux applaudissements maigres ». Les politiciens benbellistes étaient « déphasés » par rapport à la population qui ne veut rien entendre des réquisitoires contre les bourgeois et les néo-colonialistes, et qui se préoccupe du chômage et de la paix¹⁴⁶. Le même article compare la foule de 3 000 personnes qui écoute Ben Bella à celle de 25 000 personnes qui écoutait Boudiaf, Belkacem Krim et Mohand ou el Hadj en

¹⁴³ Yves Cuau, « Ben Bella prend les pleins pouvoirs mais cherche à rallier pacifiquement la « rébellion » », *Le Figaro*, 4 octobre 1963, p. 8.

¹⁴⁴ Anonyme, « Aït Ahmed : « Notre mouvement fait tache d'huile » », *Le Figaro*, 7 octobre 1963, p. 9.

¹⁴⁵ Claude Bucamp, « La « drôle de guerre » continue, mais le pouvoir semble hésiter », *Le Figaro*, 7 octobre 1963, p. 9.

¹⁴⁶ Claude Bucamp, « Les harangues de M. Ben Bella et de ses ministres ont laissé les Kabyles indifférents », *Le Figaro*, 10 octobre 1963, p. 9.

1962. *Le Figaro* va même jusqu'à suggérer que Ben Bella « joue peut-être sa dernière carte¹⁴⁷ » lorsqu'il ordonne à l'armée de prendre possession des villes kabyles. Ces déclarations, sans être fausses, démontrent cependant que *Le Figaro* ne voit pas du tout la même situation que les autres journaux et déforme peut-être la réalité pour qu'elle soit acceptable pour ses lecteurs.

Alors que les autres journaux présument que l'affaire kabyle est pratiquement terminée, et qu'Aït Ahmed a échoué dans sa tentative de faire bouger les choses en Algérie, *Le Figaro* tente de la maintenir en vie en exagérant son impact. Selon le journal, la première manche de la crise a été remportée par Ben Bella mais, étant donné qu'il ne peut pas déloger les rebelles de leur fief, le FFS n'est pas réellement battu¹⁴⁸. Le journal continue de rapporter quotidiennement les faits et gestes du FFS même si la crise kabyle n'a plus aucune importance à partir du moment où les troupes gouvernementales prennent possession du territoire.

Selon l'image que *Le Figaro* tente de transmettre au lecteur, Ben Bella n'est pas soutenu par la population, qui serait prête à suivre un meilleur chef si celui-ci se présentait. Les articles mentionnant que la population est en désaccord avec le gouvernement reviennent très souvent. Que ce soit parce qu'ils n'approuvent pas la concentration de pouvoirs, la manière dont Ben Bella a pris le pouvoir ou même le bien-fondé des nationalisations¹⁴⁹, le journal est toujours prêt à donner une tribune aux mécontents. Par ailleurs, l'opinion de la population qui appuie Ben Bella est dévalorisée, puisque « dégrossie au point de vue politique¹⁵⁰ ».

De son côté, *Le Monde* constate que la crise ne s'aggrave pas depuis son déclenchement, que le mouvement ne fait pas « tache d'huile » comme le voulait ses organisateurs¹⁵¹ et que son influence se limite à la zone kabyle¹⁵². Le journal ne

¹⁴⁷ Jean-Marie Garraud, « Menaces sur deux fronts », *Le Figaro*, 12 octobre 1963, p. 1.

¹⁴⁸ Jean-Marie Garraud, « Menaces écartés ? », *Le Figaro*, 14 octobre 1963, p. 1.

¹⁴⁹ Claude Bucamp, « L'A.N.P. a tenté de pénétrer dans un secteur tenu par les Kabyles », *Le Figaro*, 11 octobre 1963, p. 10.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 10.

¹⁵¹ André Pautard, « Paris proteste contre la nationalisation des terres appartenant aux Européens d'Algérie et du Maroc. Rabat s'élève contre les accusations d'ingérence lancées par Ben Bella. », *Le Monde*, 3 octobre 1963, p. 1.

cherche pas à prédire le dénouement de la crise mais ne semble pas craindre de bouleversements majeurs en Algérie. La seule répercussion possible, selon *Le Monde*, est un changement dans les rapports de forces au sein de l'ALN, entre officiers issus de l'intérieur et ceux de l'extérieur¹⁵³.

Pour que ces répercussions se réalisent, les deux partis doivent trouver un terrain d'entente et résoudre le conflit pacifiquement. *Le Monde* spéculait davantage sur la manière dont se résoudra la crise. C'est pourquoi il dédie une grande partie de ses articles aux tentatives de médiation qui échouent quotidiennement entre les deux partis. *Le Monde* se penche particulièrement sur la tentative du pouvoir de diviser les opposants en négociant seulement avec le colonel Mohand ou el Hadj puisque c'est derrière lui que se rangent les soldats insurgés.

Dans un bilan de la crise que publie *Le Monde*¹⁵⁴ un peu plus d'une semaine après le début de l'affaire kabyle, le journal se rend à l'évidence que le FFS ne va nulle part.

« Mais le mouvement demeure essentiellement circonscrit au réduit kabyle, et, si l'on signale ici et là quelques désertions, quelques maquis épars, il faut se rendre à l'évidence : le reste du pays ne suit pas. M. Aït Ahmed ne peut se prévaloir de ralliements spectaculaires, même parmi le nombreux personnel politique mis à pied par M. Ben Bella depuis quinze mois. Certains ont pu être tentés de rejoindre la dissidence, mais ils ont été vraisemblablement rebutés par l'inconsistance du programme [du FFS]. On ne bâtit pas une opposition sur de simples accusations. »

À partir de ce moment, *Le Monde* considère la crise marocaine, encore dans un état embryonnaire, plus importante que la crise kabyle. Selon le journal, le FFS va tenir encore quelques semaines, puis le gouvernement va régler le problème d'une manière ou d'une autre. Le FFS, ayant perdu de sa vigueur, ne peut que tenir sa position sur le massif kabyle en attendant que le pouvoir décide comment il va les neutraliser.

¹⁵² André Pautard, « Alger : M. Ben Bella assure que l'armée ne sera pas utilisée contre les Kabyles. Paris : une confrontation rapide sur l'avenir de la coopération est souhaitée », *Le Monde*, 4 octobre 1963, p. 1.

¹⁵³ *Ibid*, p. 1.

¹⁵⁴ Philippe Herreman, « Le conflit se durcit entre M. Ben Bella et les dissidents de Kabylie », *Le Monde*, 8 octobre 1963, p. 1.

Lorsque les forces gouvernementales prennent le contrôle du territoire, *Le Monde* publie un éditorial dans lequel il analyse très clairement la situation¹⁵⁵. Le journal évoque « l'intransigeance des dissidents » pour expliquer que l'ANP ait dû utiliser la force pour déloger les rebelles. Toutes les autres solutions ayant échoué, Ben Bella ne pouvait que faire appel à l'armée. Le journal reproche aux dissidents d'avoir choisi de prendre les armes, tout en sachant que cela entraînerait le pays dans une lutte fratricide. Il ne met par contre pas tout le blâme sur les dissidents. Il accuse Ben Bella d'avoir créé un environnement politique si fermé que la seule façon de s'opposer au gouvernement est de prendre les armes. Fidèle à sa tradition de journal plutôt analytique que d'opinion, *Le Monde* n'a jamais cherché à prendre parti dans cet affrontement. Même lorsqu'il analyse le conflit dans son ensemble, il ne tente pas de simplifier la situation en attaquant l'un des protagonistes. L'image qu'essaie de transmettre *Le Monde* au lecteur ne semble pas être déformée afin d'être mieux acceptée par le public.

L'Humanité a incontestablement pris position pour le gouvernement Ben Bella puisqu'il utilise les termes de « contre-révolutionnaires » et d'« aventuriers » pour décrire les chefs du FFS. Selon le journal, l'affaire kabyle n'a de kabyle que son emplacement puisqu'il s'agit d'une menée contre-révolutionnaire et non d'une revendication de la population¹⁵⁶. La population kabyle ne peut pas être opposée au gouvernement puisque celui-ci représente le peuple. Suivant ce fil de pensée, les soldats qui appuient le FFS sont soit bernés par les dissidents, soit des contre-révolutionnaires, soit encore des « aventuriers ». Comme il est impensable que toute la population kabyle corresponde à ces qualificatifs, *L'Humanité* conclut que le peuple kabyle n'appuie pas les dissidents. La preuve que la population ne suit pas le mouvement est que les députés kabyles appuient le gouvernement.

Moins d'une semaine après les événements de Tizi-Ouzou, *L'Humanité* décrit le FFS comme étant en perte de vitesse. Le FFS « n'a marqué aucun

¹⁵⁵ Anonyme, « Au-delà de la répression », *Le Monde*, 13 octobre 1963, p. 1.

¹⁵⁶ Anonyme, « La majorité des députés kabyles exprime son accord avec le gouvernement », *L'Humanité*, 4 octobre 1963, p. 3.

progrès » et son « assurance n'est plus ce qu'elle était il y a seulement quarante-huit heures » écrit *L'Humanité* au début de la crise¹⁵⁷. Ben Bella, se servant de nationalisations, discours, pétitions, et de négociations pour tenter de neutraliser le FFS, semble être un leader sage et pacifique sous la plume du journal communiste. À l'opposé, le FFS est présenté comme beaucoup plus violent. Le mouvement dissident va encourager la population à « prendre les armes », « refuser toute l'autorité administrative d'Alger », « refuser de payer les impôts », etc. *L'Humanité* va également évoquer le spectre du willayisme lorsqu'il parle de l'état d'esprit dans lequel se trouvent les chefs de la dissidence¹⁵⁸.

Selon *L'Humanité*, les discours du gouvernement dans les villes kabyles se sont déroulés devant une « foule d'abord tendue, grave et devenant, au fur et à mesure qu'il parlait, profondément attentive pour adhérer sans réserve au plan de défense de l'avenir algérien¹⁵⁹ ». On est loin de la « foule indifférente » et des « applaudissements maigres » que rapporte *Le Figaro* au sujet des mêmes discours. Le journal communiste ridiculise la capacité d'organisation dont dispose le FFS puisque celui-ci n'a pas pu « organiser, cette-fois, la moindre organisation d'opposition, même pas quelques cris hostiles¹⁶⁰ ». Selon *L'Humanité*, la situation est terminée, étant donné le manque de soutien au FFS; il ne reste plus pour le gouvernement qu'à prendre le contrôle du territoire.

Lorsque le pouvoir annonce l'envoi de troupes pour faire fuir les dissidents, *L'Humanité* ne peut qu'approuver. Étant donné que Ben Bella ordonne à ses troupes d'avancer sans faire usage de leurs armes, le journal peut continuer à le dépeindre comme un leader sage, pacifique et démocratique. Dans le récit que fait *L'Humanité* de l'opération militaire, il prend garde de rappeler qui est dans son droit et qui ne l'est pas. Il décrit les courageux soldats de l'ANP qui marchent, arme à l'épaule, alors que les soldats corrompus du FFS leur tirent dessus à feu nourri. Le journal s'assure d'attirer l'attention du lecteur sur le sacrifice des soldats tombés au

¹⁵⁷ Robert Lambotte, « Ben Bella s'efforce d'éviter un recours à la violence », *L'Humanité*, 5 octobre 1963, p. 3.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 3. et Robert Lambotte, « La tension monte en Kabylie », *L'Humanité*, 7 octobre 1963, p. 3.

¹⁵⁹ Robert Lambotte, « Hier à Bougie, Ben Bella : « Nous mobiliserons s'il le faut 100.000 algériens dans les comités de vigilance », *L'Humanité*, 8 octobre 1963, p. 3.

¹⁶⁰ *Ibid.*

combat pour cette folle contre-révolution¹⁶¹. Les articles publiés les 12 et 14 octobre servent de conclusion à la première phase de la dissidence. En fait, il ne s'agit que de la première phase puisque la bourgeoisie néocoloniale n'a pas été complètement désarmée et qu'elle peut toujours continuer son combat dans d'autres régions de l'Algérie¹⁶². Autant dire que pour le journal communiste, la lutte sera perpétuelle.

L'image que transmet *L'Humanité* tout au long de la crise est celle issue de la doctrine communiste : la lutte des classes. Dès le début, le journal accuse la bourgeoisie algérienne de diriger le FFS pour éviter de perdre ses privilèges coloniaux. Cet épisode s'inscrit dans la lutte du peuple algérien pour sa liberté. Il est intéressant de noter que, ne sachant originalement pas qui est le plus socialiste des deux camps, *L'Humanité* a attendu plusieurs jours avant d'appuyer Ben Bella. À partir du moment où le pouvoir annonce les nationalisations massives pour lutter contre le FFS, le gouvernement devient alors le parti se rapprochant le plus de l'idéal communiste; son opposant devient automatiquement le néo-colonialiste bourgeois.

II. La guerre des sables

La guerre des sables oppose le Maroc et l'Algérie sur le tracé frontalier entre Tindouf et Figuig. La frontière ayant été tracée de façon différente par plusieurs administrateurs français lors de l'époque coloniale mais ne fut jamais réellement définie sur le territoire. Le Maroc soutient que le tracé actuel des frontières favorise l'Algérie puisque celles-ci ont été tracées alors que l'Algérie était un département français. Comme les demandes de révision de la frontière que soumet le Maroc à son voisin restent sans réponse, le Maroc décide de prendre la situation en mains.

¹⁶¹ Robert Lambotte, « Kabylie : J'ai vu les dissidents ouvrir le feu à Azzaga sur les soldats algériens », *L'Humanité*, 12 octobre 1963, p. 1-3.

¹⁶² *Ibid.*, et Robert Lambotte, « L'autorité de l'État a été rétablie en trois jours sur l'ensemble du territoire », *L'Humanité*, 14 octobre 1963, p. 3.

L'incertitude des premiers accrochages

À partir du 1^{er} octobre 1963, les deux pays dénoncent les renforcements que chacun envoie vers la frontière. D'ailleurs, dans ses discours, Ben Bella se servira de cette militarisation de la frontière lorsqu'il accusera le FFS d'être en collusion avec le régime chérifien puisque les deux événements se produisent simultanément.

Le Figaro, face à ces attaques réciproques, accorde une plus grande couverture aux communiqués marocains qu'aux communiqués algériens. Les articles sont plus longs, plus fréquents et les titres plus frappants. Cela ne veut pas obligatoirement dire que le journal appuie le Maroc; il pourrait chercher à diversifier les sujets de ses articles puisque la majorité des articles traitant de l'Afrique du Nord sont centrés sur l'Algérie.

Le premier article du *Figaro* sur cette crise est publié à l'occasion de l'annonce d'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays concernés. Cet article explique en détail les revendications du Maroc, qui sont présentées en fonction du contexte historique et politique et qui semblent, selon du journal, tout à fait raisonnables et prudentes.

Les combats commencent peu après la rencontre des ministres des Affaires étrangères et se déroulent en plusieurs endroits sur la frontière. Les agences de presse algériennes et marocaines se contredisent sur les événements, ce qui complique le travail des journalistes qui ne peuvent se rendre sur le terrain, étant donné le manque de routes dans ces régions. Les Algériens annoncent que des éléments incontrôlés encadrés par des troupes marocaines ont attaqué un poste algérien près de Colomb-Béchar et que l'attaque a fait plusieurs morts¹⁶³. Les Marocains, quant à eux, parlent d'une attaque contre un poste marocain situé à 400 kilomètres au sud-ouest de Colomb-Béchar au cours de laquelle un officier a été kidnappé¹⁶⁴. Le lendemain de ces deux événements, *Le Figaro* publie un éditorial

¹⁶³ Anonyme, « Ben Bella à Alger : « Des combats ont opposés hier après-midi près de Colomb-Béchar l'A.N.P. et des éléments marocains incontrôlés. Dix morts et plusieurs blessés », *Le Figaro*, 9 octobre 1963, p. 8.

¹⁶⁴ François Mennelet, « Conseil extraordinaire marocain. « Ce n'est plus un incident, c'est une agression » », *Le Figaro*, 9 octobre, p. 8.

dans lequel il ne prend pas position, mais souhaite néanmoins que Ben Bella écoute les revendications marocaines¹⁶⁵.

Malgré le fait qu'il s'abstienne de prendre position, *Le Figaro* se concentre presque uniquement sur le côté marocain de l'affaire alors que le Maroc et l'Algérie se mobilisent pour défendre l'intégrité de leurs territoires. Ses articles, citant les militaires et politiciens marocains, dénoncent les visées algériennes¹⁶⁶. Se basant sur les communiqués marocains, les articles du *Figaro* ridiculisent l'effort de guerre algérien. Ils font état de soldats algériens faisant une incursion au Maroc pour arrêter des paysans dans leurs champs ou des douaniers algériens opérant d'établir une douane au plein milieu du désert¹⁶⁷. Les articles du *Figaro* soutiennent également que les postes litigieux en possession de l'ANP sont en territoire marocain, point que dispute le gouvernement algérien. Le journaliste du *Figaro* délégué aux affaires marocaines raconte avoir vu une carte de l'époque coloniale sur laquelle les postes litigieux sont bien définis comme étant du côté marocain. L'existence de cette carte représente un élément important dans l'argumentation marocaine pour la révision du tracé des frontières et le fait que le journaliste l'ait vu renforce la thèse marocaine chez le lecteur.

Malgré un léger penchant pour les versions des faits issues du régime marocain, *Le Figaro* reste relativement neutre dans sa position. Il comprend que le Maroc est opportuniste en tentant de faire avancer ses demandes frontalières au moment où l'Algérie passe à travers une crise interne. Il réalise par contre que le Maroc a été très patient en mettant ses revendications en suspens depuis l'indépendance algérienne. De son côté, Ben Bella se sert du conflit avec le Maroc pour canaliser le patriotisme et faire oublier l'affaire des dissidents kabyles. Le journal de droite reconnaît qu'au-delà d'un conflit de frontière, il s'agit d'un conflit

¹⁶⁵ Jean-Marie Garraud, « Tension accrue », *Le Figaro*, 10 octobre 1963, p. 8.

¹⁶⁶ François Mennelet, « « Le devoir du peuple est de se tenir prêt à défendre son pays » déclare le roi Hassan II », *Le Figaro*, 11 octobre, p. 10.

¹⁶⁷ François Mennelet, « Après son appel pour la défense du pays, Hassan II acclamé par les paysans du Souss et les Berbères du Sud », *Le Figaro*, 12 octobre 1963, p. 9.

de doctrine. Les attaques verbales des politiciens algériens envers le roi et le régime chérifien prouvent cette analyse, écrit *Le Figaro*¹⁶⁸.

De son côté, *Le Monde* n'est pas surpris par le conflit qu'il voyait se dessiner depuis quelques mois déjà¹⁶⁹. En fait, *Le Monde* avait déjà averti ses lecteurs peu après l'indépendance algérienne que la frontière algéro-marocaine entre Tindouf et Colomb-Béchar allait provoquer une crise entre les deux pays¹⁷⁰. D'ailleurs, dès son déclenchement, *Le Monde* soutient que le Maroc profite de la crise interne algérienne pour faire progresser ses revendications territoriales. Réalisant qu'il est raisonnable pour un pays de négocier en détenant le plus d'atouts possibles, *Le Monde* ne condamne aucunement la manœuvre¹⁷¹. Lorsqu'il présente les arguments marocains, le journal ne prend pas parti. La seule opposition qu'il fait à la thèse marocaine est que le Maroc, ayant adhéré à la charte d'Addis-Abéba, est tenu de respecter les frontières héritées de la période coloniale, même si elles ne sont pas justes ou historiquement fondées¹⁷².

Lorsque les premiers accrochages éclatent entre les forces de l'ANP et certains « incontrôlés » encadrés par la force marocaine, *Le Monde* ne voit pas comment la situation pourrait se régler pacifiquement. Les échanges de bonne volonté entre dignitaires algériens et marocains révèlent que le Maroc désire coûte que coûte régler le problème frontalier en sa faveur et qu'Alger n'a aucunement l'intention de céder une seule parcelle de son territoire, peu importe la situation dans laquelle elle a été acquise¹⁷³.

En ce qui concerne les accrochages eux-mêmes, *Le Monde* présente les deux côtés des événements tels que les gouvernements les fournissent. Le journal

¹⁶⁸ Jean-Marie Garraud, « Incompatibilité de régimes », *Le Figaro*, 17 octobre 1963, p. 1. et Max Clos et Claude Bucamp, « Presse et radio déchainées contre Hassan II mais on ne croit pas ici à la guerre inévitable », *Le Figaro*, 17 octobre 1963, p. 11.

¹⁶⁹ Anonyme, « Du Rif au Djurdjura », *Le Monde*, 2 octobre 1963, p. 1.

¹⁷⁰ Anonyme, « Maghrébisation du conflit », *Le Monde*, 8 juillet 1962, p. 1.

¹⁷¹ Anonyme, « Rabat profite de la crise algérienne pour relancer ses revendications territoriales », *Le Monde*, 4 octobre 1963, p. 5.

¹⁷² Jean Lacouture, « Le différent frontalier algéro-marocain », *Le Monde*, 8 octobre, p. 5.

¹⁷³ André Fautard, « La crise algérienne et ses prolongements », *Le Monde*, 10 octobre, p. 1. et André Fautard, « Le désaccord demeure entier entre Alger et Rabat sur les problèmes frontaliers », *Le Monde*, 11 octobre 1963, p. 10.

s'assure de ne pas prendre parti, il se contente de décrire et d'analyser l'impact de chaque attaque¹⁷⁴. *Le Monde* ne confronte jamais les deux versions, il les prend toujours comme des nouvelles différentes puisqu'il est impossible de savoir qui dit vrai dans les communiqués qu'émettent les gouvernements. D'ailleurs, le journal souligne que « ce serait se perdre dans des sables mouvants que de tenter de rechercher qui « a commencé » et qui « est chez lui » dans ce conflit aux confins algéro-marocains¹⁷⁵ ». La seule opinion qu'il est possible de déceler dans les textes que publie *Le Monde* est que cette guerre est absurde. Des gens meurent pour une « frontière qui n'existe actuellement pas » située dans un « *no man's land* » ne contenant qu'un « bordj en ruines et un puits sans eau¹⁷⁶ ».

L'Humanité, pour une raison assez obscure, n'utilise aucun communiqué issu du gouvernement marocain ou de l'agence de presse marocaine, Maghreb Arabe Presse. Ce manque d'information est très visible dans sa couverture du conflit algéro-marocain puisque le journal est obligé de se baser sur les dépêches d'Algérie Presse Service et les discours algériens pour écrire ses articles. Tandis que *Le Monde* et *Le Figaro* présentent les versions des deux États sur les premiers accrochages en citant les deux communiqués de presse, *L'Humanité* décrit le Maroc comme l'unique agresseur. On peut se demander si *L'Humanité* cherche à donner une image négative du Maroc lorsqu'il mentionne que l'Algérie voit toutes ses tentatives de conciliation repoussées par le gouvernement marocain¹⁷⁷. En effet, sous la plume de *L'Humanité*, Hassan II paraît vouloir la guerre à tout prix. En fait, le journal communiste se concentre sur la reprise des discours populistes au cours desquels Ben Bella tente de faire vibrer la fibre patriotique de la population en attaquant le Maroc et Hassan II.

¹⁷⁴ Anonyme, « Après les incidents meurtriers aux confins algéro-marocains, Hassan II dépêche d'urgence un de ses ministres auprès du gouvernement algérien », *Le Monde*, 10 octobre 1963, p. 6.

¹⁷⁵ Jean Lacouture, « Les combats ont repris mardi matin entre les forces marocaines et algériennes dans la zone d'Hassi-Beida et de Tindjoub », *Le Monde*, 16 octobre 1963, p. 1.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 1.

¹⁷⁷ Yves Moreau, « Grave agression marocaine contre l'Algérie », *L'Humanité*, 15 octobre 1963, p. 3.

Ce que fait *L'Humanité* dans le contexte de la crise algéro-marocaine ressemble à de la désinformation. Pour des raisons idéologiques, le journal cherche à présenter l'allié des puissances capitalistes, le Maroc, comme un pays agressif qui décide d'attaquer sans raison son voisin plus socialiste. Le journal communiste ne mentionne jamais les revendications territoriales marocaines, ni le refus de l'Algérie de discuter des frontières, ni même des tentatives de discussions engagées par les Marocains. Pour un lecteur de *L'Humanité*, le Maroc est un agresseur opportuniste qui cherche à déstabiliser l'Algérie alors qu'elle est en proie à des troubles intérieurs. Selon *L'Humanité*, le but de l'opération marocaine n'est pas clairement défini, mais le journal sous-entend que le Maroc veut annexer des parties du territoire algérien.

Le déroulement de la guerre et les accords de paix

À mesure que la guerre progresse, les contradictions concernant l'information obtenue de Rabat et d'Alger deviennent de plus en plus évidentes. Les journaux devront choisir entre faire confiance à l'une des deux sources ou mettre l'accent sur l'incohérence qui existe entre les différents communiqués de presse. *Le Figaro* continue dans la voie qu'il s'était tracée et fait confiance à Maghreb Arabe Presse pour écrire ses articles. Pour justifier la divergence entre les versions marocaine et algérienne, le journal blâme l'entêtement et la mauvaise foi du gouvernement Ben Bella¹⁷⁸. Jouant le jeu du gouvernement marocain, *Le Figaro* dénonce le complot algérien qui tente de renverser la monarchie chérifienne. Les attaques verbales s'aggravent depuis le début du conflit et Ben Bella accuse Hassan II d'être un traître, un assassin et exige régulièrement sa tête. Pour le journal, ces attaques sont considérées comme des preuves que l'Algérie a orchestré le conflit depuis le début pour renverser le régime marocain. *Le Figaro* dénonce donc vivement ce qu'il considère comme une invasion délibérée¹⁷⁹.

Dans le contexte d'une Algérie agressive et conquérante, l'échec des pourparlers lui est évidemment attribué. Toujours selon *Le Figaro*, les tentatives de

¹⁷⁸ Jean-Marie Garraud, « D'heure en heure », *Le Figaro*, 18 octobre 1963, p. 8.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 8.

dialogue qu'entreprennent les belligérants sont dès le départ vouées à l'échec puisque les dirigeants algériens n'ont aucunement l'intention de faire cesser la crise qu'ils ont planifiée¹⁸⁰. Le gouvernement marocain semble, quant à lui, « au-dessus des querelles de personnes » et « [recherche], par la voie négociée, l'apaisement ». En fait, *Le Figaro* insère le conflit algéro-marocain dans le contexte de la lutte entre l'Occident et le communisme et/ou l'arabisme totalitaire. Le Maroc est décrit comme ayant une « idéologie ouverte sur l'Occident », tandis que l'Algérie est présentée comme le « négativisme révolutionnaire qui vient de l'Orient et que soutient Moscou¹⁸¹ ». Critiquant la France pour son refus de prendre position dans le conflit, *Le Figaro* soutient que « les ennemis du Maroc ne sont autres que ceux de l'Occident ». En fait, selon ce journal, c'est le Maroc qui empêche les hordes nassériennes d'envahir l'Occident et c'est pourquoi il faut l'appuyer¹⁸².

Finalement, lorsque l'accord de Bamako est signé entre Hassan II et Ben Bella, *Le Figaro* ne semble pas être en mesure de déclarer un vainqueur. Le Maroc a réussi à mettre le problème des frontières à l'ordre du jour, tandis que l'Algérie obtient que la délimitation des frontières se fasse devant les membres de l'Union africaine qui appuient le maintien des frontières héritées de la période coloniale¹⁸³.

Le Monde, pour sa part, se demande si Ben Bella n'est pas en train de compromettre toutes les chances de médiation en transformant un conflit de frontière en guerre pour la défense de la nation. Le journal trouve en effet assez étrange que des émissaires algériens soient en discussion avec Rabat au moment même où Ben Bella appelle la population aux armes¹⁸⁴. D'un autre côté, il comprend que les Marocains n'ont aucunement l'intention de s'asseoir à la table

¹⁸⁰ François Mennelet, « « Nous sommes au bord de la guerre » dit-on ici après les attaques algériennes à Ich et Tinzara », *Le Figaro*, 19 octobre 1963, p. 8. et François Mennelet, « Hassan II n'avait posé aucune condition préalable de lieu et de date », *Le Figaro*, 24 octobre 1963, p. 5.

¹⁸¹ François Mennelet, « "Nous n'avons rien épargné pour éviter le conflit et son extension" a dit Hassan II », *Le Figaro*, 22 octobre 1963, p. 5.

¹⁸² *Ibid.*, p. 5. et Jean-Marie Garraud, « Apparances et réalités », *Le Figaro*, 23 octobre 1963, p. 1.

¹⁸³ Gérard Marin, « Qui a gagné? Chacun trouve provisoirement son compte dans le compromis », *Le Figaro*, 1^{er} novembre 1963, p. 4.

¹⁸⁴ Jean Lacouture, « Malgré le violent discours de M. Ben Bella. Les émissaires algériens sont revenus à Marrakech pour reprendre le dialogue avec Hassan II sur le conflit frontalier algéro-marocain », *Le Monde*, 17 octobre 1963, p. 1.

des négociations avant d'être en possession du territoire qu'ils revendiquent¹⁸⁵. Les négociations ayant échoué en raison du refus par l'Algérie de l'offre marocaine, *Le Monde* explique en détail quels ont été les raisons qui ont poussé les négociateurs à refuser l'offre. Considérant ces raisons assez importantes, *Le Monde* ne blâme pas Alger pour l'échec des négociations.

Lorsque vient le temps de rendre compte de la situation, avant la rencontre des chefs d'états à Bamako, *Le Monde* constate des demi-victoires de part et d'autres. L'Algérie affirmait que le peuple marocain allait se soulever contre le roi pour créer sa propre révolution socialiste. De son côté, le Maroc voulait placer ses interlocuteurs algériens devant le fait accompli en prenant le contrôle de Tindouf, région à partir de laquelle il pouvait commencer à menacer la Mauritanie dont il n'approuve pas l'existence¹⁸⁶.

Une fois le cessez-le-feu signé, *Le Monde* ne cherche pas, à l'instar du *Figaro* à déclarer un vainqueur. Selon le journal centriste, les deux peuples voulaient la paix et ce sont eux les vrais vainqueurs¹⁸⁷. Le journal souligne par contre que les conditions préalables que désirait Ben Bella pour la tenue d'une réunion au sommet ont finalement été incluses dans le traité. Par contre, le Maroc obtient que le problème des frontières soit discuté devant un organisme neutre. Selon *Le Monde*, chacun sort gagnant dans au moins un aspect de cet accord¹⁸⁸.

Quand Ben Bella lance son appel à la population, *L'Humanité* rapporte que le peuple est uni derrière son chef. Aux yeux de *L'Humanité*, la mobilisation massive de la population démontre l'unité du peuple algérien et elle ne peut se maintenir que par la défense de la nation contre les ennemis extérieurs, qu'ils soient

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 1.

¹⁸⁶ Jean Lacouture, « Deux faits nouveaux dans la crise du Maghreb », *Le Monde*, 26 octobre 1963, p. 1.

¹⁸⁷ Jean-François Kahn, « La fin de combats va donner un éclat exceptionnel aux fêtes du 1^{er} novembre », *Le Monde*, 1^{er} novembre 1963, p. 2 et Louis Gravier, « On souhaite au Maroc que soit consolidé l'unanimité nationale née du conflit », *Le Monde*, 1^{er} novembre 1963, p. 2.

¹⁸⁸ Jean Lacouture, « Le conflit algéro-marocain », *Le Monde*, 1^{er} novembre 1963, p. 1.

occidentaux ou maghrébins¹⁸⁹. En fait, *L'Humanité* voit d'un très bon œil la mobilisation populaire qui s'organise en Algérie puisque cela démontre que le peuple désire défendre son pays contre les impérialistes.

Concernant les différentes tentatives de conciliations, le gouvernement Ben Bella a toujours le beau rôle puisque les sources de *L'Humanité* sont presque uniquement constituées des communiqués officiels algériens. Alger fait preuve de « bonne volonté », « déplore l'effusion de sang dont elle n'est pas responsable¹⁹⁰ » et ne « néglige rien pour arriver à une solution pacifique¹⁹¹ ». Le journal blâme les Marocains pour l'échec de la médiation de la ligue arabe puisqu'elle exige le retrait des troupes marocaines comme un préalable aux négociations, ce que *L'Humanité* approuve entièrement, étant donné que c'est « la seule solution capable de permettre une reprise heureuse du dialogue¹⁹² ». En fait, le journal ne cherche pas à comprendre les raisons qui motive le refus du Maroc et laisse planer l'idée que celui-ci ne désire pas réellement la paix, ce qui donne lieu à des déclarations comme celle-ci : « l'attitude marocaine ne laisse pas prévoir dans l'immédiat une issue heureuse [des négociations de paix]¹⁹³ ».

Selon le journal communiste, le Maroc n'a pas l'intention de négocier la paix tant qu'il n'a pas atteint ses objectifs, qui sont de prendre le contrôle des gisements de fer situés au sud-est de Tindouf et les nappes de pétrole que l'on pense présentes dans la région. Ces gisements sont au cœur d'un complot impliquant des sociétés pétrolières colonialistes et des banques occidentales qui veulent confisquer les ressources obtenues par les Algériens par le biais de leur révolution socialiste¹⁹⁴.

En ce qui concerne l'accord de Bamako, le journal communiste donne l'Algérie gagnante, le Maroc ayant rapidement reconsidéré sa position et rendu un

¹⁸⁹ Anonyme, « Ben Bella : Mobilisation de tous les anciens djounouds », *L'Humanité*, 16 octobre 1963, p. 3.

¹⁹⁰ Anonyme, « Alger réaffirme sa volonté de négocier », *L'Humanité*, 19 octobre 1963, p. 3.

¹⁹¹ Robert Lambotte, « Par crainte du verdict des pays africains, Rabat propose le patronage de Franco pour reprendre les pourparlers avec l'Algérie », *L'Humanité*, 24 octobre 1963, p. 3.

¹⁹² Robert Lambotte, « Les hostilités menacent de s'étendre », *L'Humanité*, 21 octobre 1963, p. 3.

¹⁹³ Robert Lambotte, « L'Algérie est prête à reprendre les pourparlers », *L'Humanité*, 23 octobre 1963, p. 3.

¹⁹⁴ Anonyme, « Les mobiles secrets de l'agression contre l'Algérie », *L'Humanité*, 21 octobre 1963, p. 3.

accord possible. Son recul signifie qu'il « [renonce] – pour un temps tout du moins – à tenter, de l'extérieur, de nuire à la marche en avant de la République algérienne¹⁹⁵ ». Pressé par Ben Bella, Hassan II a dû accepter ce qu'il avait refusé pendant les négociations précédentes (se présenter devant un organisme international). En plus de la victoire militaire algérienne sur le terrain (c'est plutôt une défaite, mais *L'Humanité* ne l'admet pas), le journal acclame la victoire diplomatique de Ben Bella. Le journal termine son article portant sur la victoire algérienne avec une note plutôt sombre puisque les raisons profondes de la crise demeurent, même si le prétexte qu'était la frontière n'existe plus. Ces raisons profondes, selon *L'Humanité*, se résument à la présence du régime chérifien qui, appuyé par les puissances colonisatrices, tente de confisquer la révolution algérienne.

III. Conclusion

Comme la couverture des trois journaux évolue de façon différente, il convient de les étudier séparément. *Le Figaro* se démarque par son hostilité envers le gouvernement Ben Bella. Estimant que le gouvernement Ben Bella est populiste et démagogue, il entre dans la catégorie des autocrates orientaux qui gouvernent leur pays d'une main de fer. Dans ce contexte, toutes les solutions de rechange sont préférables à son maintien au pouvoir. Selon le journal de droite, Ben Bella est l'héritier du FLN pré-1962, ce parti qui ne respectait pas les biens appartenant aux Français, qui violait régulièrement les accords d'Évian, et qui persécutait les Français. L'appui qu'il donne au FFS et au Maroc s'inscrit donc beaucoup plutôt dans un rejet du gouvernement Ben Bella et du FLN que dans le désir de voir le FFS ou le Maroc triompher.

L'Humanité utilise la même logique, mais, en raison de son allégeance communiste, arrive à une autre conclusion. Ben Bella, selon *L'Humanité*, représente la ferveur révolutionnaire qu'incarnait le FLN jusqu'à l'indépendance, un FLN qui luttait ouvertement pour la liberté, contre les impérialistes occidentaux

¹⁹⁵ Robert Lambotte, « Le verdict africain », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1963, p. 3.

et surtout contre les fascistes de l'OAS. Un appui à Ben Bella signifie un appui à la lutte contre ces idéologies d'extrême-droite, peu importe le courant dans lequel s'inscrivent les opposants actuels de Ben Bella. La manière dont *L'Humanité* décrit la guerre des sables est très significative de cet état d'esprit, puisque le journal ne semble pas être capable de considérer une autre raison que l'impérialisme pour expliquer le conflit.

Le Monde est beaucoup plus difficile à analyser, étant donné qu'il refuse de prendre parti lorsqu'un conflit éclate. Que ce soit de peur d'envenimer sa relation avec l'État algérien ou parce qu'il croit que son mandat n'est pas de juger les nouvelles mais uniquement de les rapporter, la neutralité du *Monde* se reflète sur sa capacité à analyser les situations. N'étant pas forcé de donner une image particulièrement teintée de tel ou tel parti au nom d'une politique éditoriale, il rapporte les enjeux de manière plus adéquate que les deux autres journaux.

TROISIÈME CHAPITRE

LA PÉRIODE BOUMEDIENNE : LA PRISE DU POUVOIR ET LES NATIONALISATIONS DE 1971

I. La prise de pouvoir par Boumedienne (juin-juillet 1965)

Trois ans après l'indépendance algérienne et la prise du pouvoir par Ben Bella, l'Algérie est encore aussi pauvre qu'elle ne l'était durant l'ère coloniale. La mauvaise administration des nationalisations et des comités de gestion ont transformé la richesse première de l'Algérie, l'agriculture, en une industrie déficitaire. Le mécontentement est palpable dans plusieurs tranches influentes de la population, et ce, même si le peuple appuie encore massivement son président. Alors que Ben Bella allait être l'hôte de la conférence d'Alger, « second Bandung », Boumedienne organise un coup d'État au nom du Conseil national de la révolution (CNR). Ben Bella est emprisonné et Boumedienne s'arroge le pouvoir le jour même. Il tarde cependant à annoncer la composition du CNR dont il a été élu président et au nom duquel il prend le pouvoir. Ce retard entraîne des critiques selon lesquelles Boumedienne ne jouit d'aucun appui à l'extérieur de l'armée qu'il dirige.

Dans les villes, les manifestations populaires et étudiantes paralysent les rues pendant quelques semaines, puis cessent lorsque les manifestants réalisent qu'elles ne mènent à rien puisqu'aucune personnalité ne s'oppose à la prise du pouvoir. Les partisans de Ben Bella se rendent rapidement compte qu'à part l'extrême-gauche du FLN et les associations étudiantes, les milieux politiques ne s'opposent pas au putsch. Éventuellement, la nomination des ministres et les déclarations de Boumedienne font croire que son gouvernement n'est pas issu de la contre-révolution et qu'il a, au contraire, l'intention de poursuivre dans la voie socialiste. Finalement, la principale différence entre le programme de Boumedienne et celui de son prédécesseur est que le nouveau président tient à adopter des mesures plus réalistes.

Les lendemains du coup d'État

Les journées suivant le coup d'État de Boumedienne sont remplies d'incertitude autant pour la population que pour les journalistes. Selon *Le Figaro*, la disparition de Ben Bella de la scène politique ne peut être qu'une bonne chose. Sans appuyer les putschistes, le journal de droite donne les raisons qui rendaient ce coup d'État plus ou moins prévisible. Citant la mésentente entre les deux hommes, le règlement à l'amiable de l'affaire Kabyle, et l'amnistie d'anciens opposants politiques, *Le Figaro* soutient que ce n'était qu'une question de temps avant que l'ALN se débarrasse de celui qu'elle a mis au pouvoir¹⁹⁶.

Sans appuyer le nouveau gouvernement, *Le Figaro* souligne l'adresse et la précision avec lesquelles le coup d'État a été orchestré. Le journal encense l'armée algérienne, qu'il qualifie de « seul véritable succès algérien depuis l'indépendance¹⁹⁷ ». Il considère l'armée comme l'héritière de la révolution et de l'indépendance et, en raison de son organisation, elle « ne peut manquer – le coup d'État accompli – de s'imposer¹⁹⁸ ». Elle représente également une force politique et économique; en fait, elle est, selon le journal, la « seule force organisée du pays¹⁹⁹ ».

En ce qui concerne les chances du parti benbelliste de reprendre le pouvoir, *Le Figaro* les considère nulles. En fait, jamais le retour de Ben Bella n'a été évoqué dans les articles consacrés au coup d'État; ce n'est tout simplement pas possible. Selon le journal, « Boumedienne a facilement gagné la partie²⁰⁰ » et ce ne sont pas les manifestations étudiantes qui feront reculer l'ANP. L'affaire est close et l'ajournement de la conférence d'Alger laisse les mains libres au CNR pour que celui-ci forme son gouvernement et gouverne le pays²⁰¹.

¹⁹⁶ Jean-Marie Garraud, « Quand l'heure du putsch a sonné... », *Le Figaro*, 21 juin 1965, p. 1.

¹⁹⁷ Yves Cuau, « Dès la tombée de la nuit, les étudiants surgissent dans le centre de la ville pour manifester en faveur de Ben Bella », *Le Figaro*, 24 juin 1965, p. 6.

¹⁹⁸ Jean-Marie Garraud, « L'armée veut assoir son pouvoir », *Le Figaro*, 23 juin 1965, p. 7.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 7.

²⁰⁰ Yves Cuau, « Dès la tombée de la nuit, les étudiants surgissent dans le centre de la ville pour manifester en faveur de Ben Bella », *Le Figaro*, 24 juin 1965, p. 6.

²⁰¹ Yves Cuau, « Ajournement du second Bandung au 5 novembre annoncé aux ministres des Affaires étrangères », *Le Figaro*, 28 juin 1965, p. 4.

Selon *Le Monde*, cet événement s'ajoute à la longue liste d'épreuves que doit malheureusement subir l'Algérie. Il déplore que celui-ci arrive à un moment où le gouvernement allait obtenir la consécration qu'il méritait avec la conférence d'Alger. Le journal centriste avance que l'Algérie était sur la bonne voie avec Ben Bella et qu'après des années difficiles, un gouvernement cohérent semblait en voie de s'établir²⁰².

Le journal est conscient de la lutte qui se déroulait depuis plusieurs années entre le chef du gouvernement et celui de l'armée, mais n'avait rien remarqué de significatif, sauf quelques rumeurs voulant qu'une purge soit en cours. Malgré cela, *Le Monde* comprend bien les raisons qui ont poussé les militaires à agir de la sorte. Les récents accords avec le FFS, la libération de prisonniers politiques et le caractère laïc de la révolution n'ont probablement pas profité à Ben Bella, mais la principale raison qui poussa les auteurs du putsch à agir était que Ben Bella se préparait à démilitariser son régime en écartant des militaires influents, notamment Boumedienne et Bouteflika²⁰³.

En ce qui concerne l'opposition aux nouveaux dirigeants, *Le Monde* semble ne pas lui donner beaucoup d'importance. La décrivant comme des manifestations étudiantes sans leaders réels, elles sont facilement dispersées jour après jour par les militaires. En fait, selon le journal, la population ne s'est pas opposée au coup d'État; la casbah ne s'est pas enflammée et les seuls à manifester sont les tenants de l'extrême-gauche²⁰⁴. Les milieux politiques se sont également tenus tranquilles après le coup d'État et *Le Monde* soutient que plusieurs politiciens, benbellistes ou non, sont soulagés de voir le président écarté du pouvoir. Si la plupart des politiciens ne veulent pas voir les militaires prendre le pouvoir, ils sont heureux de

²⁰² Anonyme, « Nouvelle épreuve », *Le Monde*, 20 juin 1965, p. 1.

²⁰³ Philippe Harreman, « L'épilogue d'une sourde lutte d'influence », *Le Monde*, 20 juin 1965, p. 1 et 6.

²⁰⁴ Anonyme, « Manifestations sporadiques », *Le Monde*, 22 juin 1965, p. 1-2 et Jean Lacouture, « La réprobation des masses contraste avec le soulagement des milieux politiques », *Le Monde*, 23 juin 1965, p. 1-2.

constater qu'ils ont néanmoins réussi à faire ce que personne n'avait réussi avant eux : démettre le despote²⁰⁵.

En ce qui a trait à l'orientation du nouveau gouvernement, *Le Monde* soutient qu'elle sera d'un socialisme plus modéré. Le socialisme ne sera probablement pas une fin en soi comme à l'époque Ben Bella. Le journal croit que Boumedienne libéralisera l'économie légèrement afin de pouvoir sortir l'Algérie du marasme économique dans lequel elle s'est empêtrée. La lutte à l'impérialisme et l'exportation de la révolution disparaissent des discours pour être remplacés par des références aux « valeurs morales » de la révolution et le respect des « traditions séculaires ». Le journal pense que Boumedienne et son CNR vont tenter de retourner vers un islam plus pur²⁰⁶.

Le Monde constate également que le nouveau pouvoir semble réellement vouloir prendre les décisions importantes au sein d'un conseil qu'il tente de former en recrutant des hommes politiques d'horizons et d'opinions politiques diverses²⁰⁷. Le colonel Boumedienne tente même de s'allier des représentants des wilayas de l'intérieur, ennemis jurés des militaires des frontières, dont font partie le colonel et son état-major²⁰⁸.

La seule critique que fait *Le Monde* à propos du nouveau régime lors de la première semaine de la présidence de Boumedienne est que celui-ci tarde à définir son orientation politique et à identifier les membres du mystérieux CNR. Selon lui, c'est, entre autres, pour cette raison que le nouveau pouvoir ne dispose pas de tant d'appuis sur la scène internationale et nationale. *Le Monde*, connaissant la timidité du colonel, spéculé que celui-ci va désigner un président fantoche pour détenir le pouvoir apparent, tandis que c'est le CNR qui aura réellement le pouvoir²⁰⁹.

²⁰⁵ Jean Lacouture, « La réprobation des masses contraste avec le soulagement des milieux politiques », *Le Monde*, p. 1-2.

²⁰⁶ Philippe Herreman, « Les inconnues du nouveau régime », *Le Monde*, 22 juin 1965, p. 4.

²⁰⁷ Philippe Herreman, « Le colonel Boumedienne poursuit ses consultations avec les responsables civils du F.L.N. », *Le Monde*, 24 juin 1965, p. 1-2.

²⁰⁸ Jean Lacouture, « La révolution ne se négocie pas », *Le Monde*, 25 juin 1965, p. 1-2.

²⁰⁹ Jean Lacouture, « Le nouveau pouvoir algérien poursuit de laborieuses consultations », *Le Monde*, 27 juin 1965, p. 1 et 6.

Finalement, le journal ne donne pas son opinion sur le bien-fondé du coup d'État. Il cherche davantage à comprendre et à décrire la crise qu'à la juger. Au cours de la semaine suivant le putsch, il exprime un sentiment de compassion pour le peuple algérien qui doit, une fois de plus, faire face à une crise intérieure. On sent très bien que *Le Monde* considère cette crise comme étant une affaire interne qui ne concerne pas les étrangers.

L'Humanité aborde la crise d'une manière tout à fait différente. Selon le journal communiste, le pouvoir doit suivre ce que le peuple désire et démontre lors de manifestations populaires. Le journal tente de faire concorder son opinion à celle du peuple algérien, ou du moins, ce qu'il pense être l'opinion du peuple. Au lendemain du coup d'État, la population est dans l'expectative, ne sachant pas exactement au nom de qui ou quoi Ben Bella a été démis de ses fonctions. Étant donné que seules quelques centaines d'étudiants manifestent leur désaccord, *L'Humanité* aborde la crise sans hostilité ni sympathie à l'endroit des militaires.

La situation est complètement différente le lendemain puisque des grandes manifestations sont organisées en l'honneur du gouvernement déchu. *L'Humanité* parle alors de « résistance au coup d'État²¹⁰ », de la « casbah [...] en état de siège²¹¹ », et rapporte que « l'armée avait tiré sur la foule, qu'il y avait des morts, des blessés ». Ces événements contribuent à « l'instabilité du pouvoir de Boumedienne²¹² ». De plus, *L'Humanité* souligne que le putsch a déjà des répercussions internationales puisque les pays du Commonwealth ont demandé l'ajournement de la conférence d'Alger, ce qui est « particulièrement néfaste pour le prestige de l'Algérie²¹³ ».

L'analyse du putsch se fait le surlendemain, alors que *L'Humanité* y dédie son éditorial. Selon le journal communiste, il s'agit d'un « coup de barre à droite » et les assurances que donne Boumedienne concernant le socialisme algérien ne sont destinées qu'à berner la population. La preuve, avance le journal, en est que ceux

²¹⁰ Anonyme, « Algérie : résistance au coup d'État », *L'Humanité*, 22 juin 1965, p. 1.

²¹¹ Anonyme, « Points de repère », *L'Humanité*, 22 juin 1965, p. 1.

²¹² Anonyme, « Algérie : résistance au coup d'État », *op cit.*, p. 3.

²¹³ Anonyme, « Points de repère », *op cit.*, p. 3.

qui se réjouissent du coup d'État sont les bourgeois et les Oulémas, tandis que ceux qui s'y opposent sont les étudiants et le FLN²¹⁴. Les termes « fascistes », « anticommunistes » et « contre-révolutionnaires » font leur apparition dans les articles de *L'Humanité* à partir du 23 juin. Ces épithètes vont se répéter au moment où le nouveau gouvernement tente d'expliquer ses positions concernant l'avenir du pays. Les rumeurs associant des noms d'opposants politiques non socialistes au nouveau régime sont souvent retenues comme preuve que Boumedienne joue le jeu des impérialistes²¹⁵.

En ce qui concerne l'opposition à Boumedienne, *L'Humanité* lui donne une couverture beaucoup plus grande que son importance ne le justifie. Limitée à des manifestations pacifiques aussitôt dispersés par les forces de l'ordre, elles sont présentées, sous la plume du journal communiste, comme étant en train de renverser le pouvoir. *L'Humanité* dit de l'opposition qu'elle dispose d'« un encadrement et [d'une] organisation efficace²¹⁶ », tandis que les autres journaux en parlent plutôt comme aléatoire et désorganisée.

Une autre particularité de la couverture médiatique de *L'Humanité* est que le journal est prêt à accepter les rumeurs et les ouï-dire comme étant des faits. L'événement de Philippeville est l'exemple parfait de cette acceptation, mais il en existe beaucoup d'autres²¹⁷. Le journal apprend d'un témoin oculaire que l'armée aurait tiré sur la foule et aurait fait jusqu'à 150 morts et dédie une page entière à ce « massacre » et à son unique source. En fait, l'événement n'aura pas de suite puisqu'il s'avère qu'il ne s'est rien passé à Philippeville. Le journal communiste tient tellement à prouver que l'anarchie règne en Algérie qu'il est prêt à croire ses sources sans faire de recherches plus approfondies.

Les critiques que formulent *Le Monde* et *Le Figaro* sur la composition du CNR n'occupent pas une place importante dans le discours du quotidien

²¹⁴ René Andrieu, « Des raisons d'inquiétude », *L'Humanité*, 23 juin 1965, p. 1.

²¹⁵ Robert Lambotte, « Ajournement probable de la Conférence afro-asiatique », *L'Humanité*, 25 juin 1965, p. 1.

²¹⁶ Robert Lambotte, « Boumedienne se heurte à une forte opposition populaire », *L'Humanité*, 24 juin 1965, p. 3.

²¹⁷ Y.M., « Les pays afro-asiatiques n'ont pas voulu donner leur caution au régime Boumedienne », *L'Humanité*, 28 juin 1965, p. 3.

communiste. Prisonnier de son désir de voir le régime Boumedienne chassé par la population, il ne cherche pas à couvrir le nouveau gouvernement lui-même.

L'identité du Conseil national de la révolution

Une fois le coup d'État réalisé et la nouvelle équipe en place, les journaux se penchent sur l'identité des membres du Conseil national de la révolution au nom duquel Boumedienne et les militaires ont pris le pouvoir. *Le Figaro* suppose que le Conseil sera composé presque essentiellement de militaires, puisque les appuis des personnalités politiques tardent à venir²¹⁸. Le journal craint cette option car, selon lui, un gouvernement uniquement composé de militaires risque de s'autodétruire puisque « chaque colonel s'estime un chef d'état en puissance ». Le peu d'appuis des civils et la manière dont le nouveau gouvernement tente de rallier les anciens politiciens algériens, peu importe leur allégeance, amènent *Le Figaro* à penser que « les militaires étaient arrivés au pouvoir sans politique prédéterminée et que le hasard des circonstances a décidé pour eux des alliances et des oppositions²¹⁹ ». Lorsque la composition du CNR est annoncée, *Le Figaro* ne peut que constater l'omniprésence des militaires qui en forment la presque totalité. S'il ne déplore pas cet état de fait dans son article, c'est surtout parce qu'il s'y attendait.

Somme toute, selon *Le Figaro*, le gouvernement Boumedienne est solidement installé et il ne croit pas qu'il perdra le pouvoir dans les semaines à venir. Le coup d'État est une réussite et il n'existe aucune organisation au sein de l'Algérie qui puisse le faire échouer.

Le Monde adopte une ligne de pensée similaire à celle du *Figaro* en ce qui concerne l'identité du CNR. Il présume très justement que le gouvernement sera formé de « militaires ou d'anciens militaires dont la carrière et le sort ont été liés à

²¹⁸ Yves Cuau, « Sous l'égide de l'armée, maîtresse du conseil révolutionnaire, un gouvernement d'union serait constitué avec Ferhat Abbas et Krim Belkacem », *Le Figaro*, 30 juin 1965, p. 4

²¹⁹ Serge Bromberger, « Thermidor algérien ou dictature militaire », *Le Figaro*, 6 juillet 1965, p. 1.

ceux du ministre de la défense²²⁰ » et d'anciens chefs de wilayas. Sa conclusion repose sur le peu de ralliement de personnalités politiques dont peut se targuer le nouveau gouvernement. *Le Monde* pense que le gouvernement Boumedienne se cherche une figure publique qui servirait de chef d'État fantoche. Par contre, étant donné les difficultés auxquelles il fait face pour rallier des politiciens civils populaires, Boumedienne n'a d'autre choix que de prendre en charge la direction de l'État²²¹. Ces difficultés proviennent, selon le journal, de conditions posées par les personnalités politiques, jugées inacceptables par le CNR²²². La composition du conseil des ministres, annoncée quelques jours après celle du CNR, surprend agréablement *Le Monde*²²³ car il regroupe principalement des civils. Le journal se réjouit que les nominations répondent en premier lieu à des « critères de compétence et d'efficacité²²⁴ ». Il constate avec plaisir qu'un bon nombre d'anciens ministres de Ben Bella sont de retour à leur poste, tandis que les nouveaux venus sont principalement des techniciens expérimentés et qualifiés²²⁵. Il maintient que ce sont ces choix judicieux qui ont réussi à convaincre la population que Boumedienne et son équipe méritaient une chance²²⁶.

En ce qui concerne l'orientation du régime, *Le Monde* la voit suivre la même direction que sous Ben Bella. Les discours que donne Boumedienne traitent des mêmes sujets que ceux de son prédécesseur, ce qui donne à croire que le socialisme ne sera pas abandonné. La différence entre les deux gouvernements se situe au niveau de l'application, selon le journal. Boumedienne désire se baser sur le caractère particulier de l'Algérie pour établir son socialisme. Son socialisme se veut donc plus nationaliste, puisqu'il se concentre sur l'expérience et la réalité algériennes²²⁷. *Le Monde* analyse ce changement de gouvernement comme la « révolte des pionniers de la révolution armée contre les techniciens du socialisme

²²⁰ Philippe Harreman, « Le colonel Boumedienne souhaite associer des civils au Conseil de la révolution », *Le Monde*, 1^{er} juillet 1965, p. 1.

²²¹ Anonyme, « Un état-major au pouvoir », *Le Monde*, 7 juillet 1965, p. 1.

²²² *Ibid.*, p. 1.

²²³ Philippe Harreman, « La composition du gouvernement Boumedienne ne laisse pas prévoir un changement radical de politique », *Le Monde*, 13 juillet 1965, p. 1.

²²⁴ *Ibid.*, p. 1.

²²⁵ *Ibid.*, p. 1.

²²⁶ Philippe Harreman, « Un mois après le coup d'état », *Le Monde*, 20 juillet 1965, p. 1 et 3.

²²⁷ Jean Lacouture, « Les nouveaux dirigeants s'efforcent de rassurer l'opinion intérieure et internationale », *Le Monde*, 2 juillet 1965, p. 6.

sans titre de guerre²²⁸ », ce qui explique la présence de nombreux militaires dans le CNR, dont le putsch est à l'origine.

L'Humanité aborde le sujet de la composition du CNR d'une manière complètement différente. Selon le journal communiste, si Boumedienne ne veut pas révéler qui fait partie du conseil, c'est parce que ses membres n'ont pas l'assentiment de la population, qu'ils ne représentent pas la population²²⁹. Craignant la réaction des masses, l'équipe Boumedienne utilise la répression militaire pour éviter de devoir faire face à la population.

Les attaques contre le gouvernement Boumedienne cessent complètement pendant deux semaines à partir du 29 juin parce que les journalistes de *L'Humanité* sont arrêtés et renvoyés en France²³⁰. Durant cette période, la couverture médiatique du journal semble presque favorable à Boumedienne, puisqu'elle se base sur les discours de Boumedienne au cours desquels il tente que convaincre la population que le socialisme et l'autogestion sont des options fondamentales, ce que *L'Humanité* s'empresse de rapporter.

Finalement, ne disposant plus de journalistes, *L'Humanité* s'en remet à un correspondant particulier pour écrire un article anti-Boumedienne²³¹ mais celui-ci n'a pas la hargne des articles de ses journalistes expulsés. L'article continue néanmoins de soutenir que personne n'appuie le nouveau régime, même après l'annonce de la composition du gouvernement, qui est très bien accueillie par les autres journaux car elle démontre un esprit d'ouverture envers les civils et la gauche. Selon *L'Humanité*, comme il n'y a jamais eu de démonstration populaire pro-Boumedienne, le peuple n'approuve pas le coup d'État.

²²⁸ Jean Lacouture, « L'après-benbellisme », *Le Monde*, 13 juin 1965, p1 et 5.

²²⁹ Robert Lambotte, « L'isolement de Boumdienne s'accentue : Le "conseil de la révolution" refuse toujours de sortir de l'anonymat », *L'Humanité*, 29 juin 1965, p. 1 et 3.

²³⁰ Comparer les articles avant le 29 juin et après le 29 juin.

²³¹ Anonyme, « "Techniquement réussi", le coup d'État ne l'est pas sur le plan politique », *L'Humanité*, 14 juillet 1965, p. 3.

Comme la couverture des trois journaux évolue de façon différente, il convient de les étudier séparément. *Le Figaro* considère Ben Bella comme un dictateur de type oriental dont la légitimité n'a jamais été pleinement reconnue. Il est donc prêt à appuyer toutes les solutions de rechange, y compris un coup d'État militaire. C'est ce que fait le journal lorsque Boumedienne déclenche son coup d'État. Le journal de droite appuie inconditionnellement le coup d'État avant même de connaître l'identité des putschistes, ce qui en dit long sur sa relation avec l'ancien gouvernement. Il opère ainsi puisque l'équipe Boumedienne ne s'inscrit pas dans la lignée du FLN, que le journal abhorre, mais de l'ALN, beaucoup plus discipliné que le parti de masse algérien.

En ce qui concerne le journal communiste, il analyse la situation d'une manière particulière. En effet, celui-ci a systématiquement recours à la sagesse de la rue pour déterminer si une décision politique est juste²³². S'il le faisait régulièrement durant les autres périodes analysées, il l'utilise à outrance durant le coup d'État de Boumedienne. Si une manifestation est organisée en faveur d'une politique ou d'un individu, c'est que le peuple tout entier l'appuie; elle mérite donc d'être appuyée par le journal. Cette tendance à recourir à la « sagesse populaire » nuit à la crédibilité du journal et explique en partie pourquoi il utilise autant de raccourcis faciles et de généralisations lors de son analyse du coup d'État.

Le Monde est beaucoup plus difficile à analyser. Il n'appuie pas le coup d'état mais ne le dénonce pas non plus. Par contre, en traitant des problèmes politiques auxquels fait face l'équipe Boumedienne, il accorde une certaine légitimité au nouveau gouvernement. En effet, en ne réclamant jamais le retour au pouvoir de Ben Bella, il assume que le coup d'État a été un succès et que Boumedienne contrôle désormais le pays. À l'inverse, il pourrait être avancé que *Le Monde* n'appuie pas le coup d'État puisqu'il condamne la nouvelle équipe pour son traitement de Ben Bella. Le journal demande régulièrement que des preuves concernant son état de santé soient diffusées.

²³² Voir plusieurs articles dont : Anonyme, « Algérie : graves événements dans plusieurs villes de province », *L'Humanité*, 24 juin 1965, p. 3 et Anonyme, « Le « Conseil de la Révolution » redoute l'opposition populaire », *L'Humanité*, 25 juin 1965, p. 3.

II. La nationalisation du pétrole algérien (février-mars 1971)

À l'époque à laquelle commence cette série d'articles, Boumedienne est bien en selle à la tête du gouvernement algérien. Son plan économique, comme celui de son prédécesseur, s'inspire du socialisme arabe et vise le développement d'une industrie lourde. La voie du gouvernement, pour arriver à ses fins, consiste à attirer des industries sur son territoire en leur offrant des conditions avantageuses du point de vue énergétique, comparativement aux autres pays en voie de développement. La présence de ces industries permettra de développer les infrastructures, ce qui attirera d'autres industries²³³. En attendant les retombées de cet ambitieux plan, le gouvernement préconise une période de très grande austérité. On comprend donc pourquoi l'Algérie attache une si grande importance aux revenus pétroliers ainsi qu'à la manière dont sont exploitées ses ressources. Les intentions d'Alger concernant son avenir pétrolier ont clairement été définies dans le programme de Tripoli qu'a établi le CNRA en 1962, puis dans la charte d'Alger paraphée en 1964 par le congrès FLN. Dans ces deux documents, il est question de la reprise des ressources pétrolières et gazières par le gouvernement algérien après une certaine période de familiarisation. La prise de contrôle des ressources pétrolières se faisait progressivement depuis plusieurs années à l'aide de traités entre les deux États. Le traité en vigueur en février 1971 a été signé en juillet 1965 (puis modifié en 1967). Il dictait les modalités d'extraction et de paiement entre les compagnies pétrolières françaises et le gouvernement algérien. Des négociations entre Paris et Alger étaient en cours depuis juin 1970 pour modifier les prix et les règles des concessions françaises en Algérie, mais Paris faisait piétiner les échanges en espérant que les conclusions des accords de Téhéran et de Tripoli allaient démontrer que les demandes algériennes étaient déraisonnables. Après plusieurs demandes de reprise des négociations, l'Algérie décide de nationaliser jusqu'à 51 % des compagnies pétrolières et gazières œuvrant sur son territoire.

En réponse à cette décision, Paris soutient que les nationalisations ne seront reconnues qu'au moment où les détails de l'indemnisation seront clairement définis. Dans le camp algérien, on affirme que ces informations ont été données lors

²³³ Nicole Grimaud, « Le conflit pétrolier franco-algérien », *Revue française de science politique*, 1972, 22 :6, p. 1276-1307.

du discours rendant les nationalisations effectives et que d'autres informations seront fournies en temps et lieu. Chacun affirme qu'il a tout dit et que la balle est dans le camp adverse. Ceci entraîne une situation dans laquelle personne ne désire faire le premier pas dans le but de reprendre les négociations. La situation se dénoue lorsque Paris confie aux compagnies nationalisées le mandat de parlementer avec les Algériens. Étant donné le manque de résultats de ces discussions, Paris doit se résigner à envoyer un négociateur pour parler directement avec les Algériens, ce qui met fin à la crise.

Les tergiversations autour des discussions pétrolières

Le premier événement de cette série d'articles survient le 4 février 1971 lorsque la France demande un délai de réflexion avant de poursuivre les négociations pétrolières avec l'Algérie. Selon *Le Figaro*, ceci « s'explique par un grand nombre de raisons » et « relève de la sagesse et non pas d'une tentative des uns ou des autres pour arriver à une solution par des méthodes de *forcing*²³⁴ ». Le journal soutient que cette trêve était nécessaire pour que le parti français puisse consulter son gouvernement en réaction à « l'accroissement sur l'exigence du prix du brut » et que, pour l'Algérie, ces négociations sont devenues un enjeu national²³⁵. *Le Figaro* soutient également qu'étant donné l'imminence des accords de Téhéran, il serait mieux d'attendre leur signature pour savoir où l'Algérie se trouve dans l'échiquier pétrolier.

La réaction algérienne paraît donc surprenante pour le quotidien de droite puisqu'elle demande une « reprise immédiate et sérieuse » des négociations sur « un ton bien proche de la menace »²³⁶. Face à l'incohérence qu'il perçoit, le journal se demande si Alger n'est pas en train d'essayer de faire échouer les négociations avant la conclusion des accords de Téhéran²³⁷. Dans un autre article,

²³⁴ Anonyme, « L'interruption des pourparlers franco-algériens est révélatrice du degré d'incertitude présent », *Le Figaro*, 7 février 1971, p. 10.

²³⁵ Ibid.

²³⁶ Anonyme, « Alger exige : « Reprise immédiate de négociations sérieuses » », *Le Figaro*, 9 février 1971, p. 15.

²³⁷ Alain Vernay, « Pétrole : Paris a répondu à la demande algérienne de reprise immédiate des négociations », *Le Figaro*, 12 février 1971, p. 12.

Le Figaro mentionne la volonté de l'Algérie de prendre le contrôle financier et industriel de ses champs pétroliers. Il conclut que ce contrôle serait inacceptable étant donné qu'alors les compagnies pétrolières ne seraient réduites qu'à jouer un rôle de porte-monnaie. Toute cette prise de position n'est que spéculation de la part du journal, puisqu'il ne s'agit que de rumeurs. Somme toute, le journal ne s'inquiète pas de l'issue des négociations pétrolières, puisque les accords de Téhéran vont exposer la surenchère algérienne²³⁸.

Le dernier article consacré au contentieux pétrolier avant la nationalisation traite justement du désir algérien de prendre le contrôle des ressources pétrolières. L'auteur ne s'offusque pas de ce désir (mais ne l'encourage pas non plus) et détaille ce qui, selon lui, serait la base d'une indemnisation équitable. En raison de tous ces articles sur la possibilité bien réelle d'une nationalisation partielle, on ne peut pas parler d'une surprise pour les journalistes et le lectorat du *Figaro*.

Le Monde adopte une démarche plus explicative des événements en cours. Dans son premier article de février consacré aux négociations pétrolières, il explique pourquoi il ne s'agit que d'un bluff lorsque les Algériens et les Français soutiennent qu'ils peuvent aisément se passer de la coopération. Selon l'article, le fait qu'il y ait encore des négociations malgré le fait que l'Algérie tienne à nationaliser son pétrole démontre qu'elle tient à ses relations privilégiées avec la France²³⁹.

Puis, lorsque survient le problème de la reprise du dialogue demandé par Alger et refusé par Paris, le journal comprend tout à fait les réactions des deux antagonistes. Selon *Le Monde*, Paris se doit de faire piétiner les négociations jusqu'à ce qu'un accord soit conclu à Téhéran. Cet accord démontrerait la surenchère des demandes algériennes et couperait l'appui des pays du Golfe persique dont jouit l'Algérie. Pour l'Algérie, il est impératif de conclure un accord dans les délais les plus brefs pour la même raison ; il serait même dans son intérêt

²³⁸ Alain Vernay, « Pétrole : Paris a répondu à la demande algérienne de reprise immédiate des négociations », *op. cit.*, p. 12.

²³⁹ Anonyme, « Entre Paris et Alger », *Le Monde*, 5 février 1971, p. 1.

de procéder à des méthodes de « *forcing* », ce que le journal n'a pas l'air de dénoncer. Finalement, le journal met en garde le gouvernement français contre les décisions unilatérales que pourrait prendre l'Algérie si celui-ci tarde trop à retourner à la table des négociations²⁴⁰.

Le Monde ne rejette pas l'hypothèse de la nationalisation puisqu'il en est question dans la plupart de ses articles concernant les négociations franco-algériennes. Le fait que le gouvernement algérien ainsi que le journal *El Moudjahid*, organe du FLN, répètent quotidiennement que l'Algérie veut prendre le contrôle de ses ressources pétrolières force les journalistes à tenir compte de cette option²⁴¹. Par contre, *Le Monde* ne la présente pas comme étant inéluctable puisqu'il connaît Alger comme étant très habile « pour alterner, avec succès, les menaces fracassantes et les arrangements techniques entre négociateurs²⁴² ».

La position très arrêtée de *L'Humanité* est clairement démontrée dans un article résumant l'ensemble des négociations pétrolières en cours. Selon le journal, les compagnies pétrolières tentent de « dicter leurs conditions impérialistes ». Elles exigent un taux de redressement inférieur à l'inflation mondiale et des prix payables dans des devises leur étant favorables. D'un autre côté, les compagnies pétrolières ne cessent d'augmenter le prix de l'essence qu'elles revendent. « En bref, [le cartel] se comporte comme si l'on était encore au temps où le colonialisme régnait à sa guise », résume l'article. Face à ceci, les pays producteurs dont fait partie l'Algérie, « ont pour eux non seulement leur bon droit, mais les moyens d'obtenir justice ». L'article se termine sur une trace de déception quant au rôle de la France qui, par le truchement de la Compagnie française des pétroles, participe à ce jeu impérialiste²⁴³. Cette position n'est pas étonnante en soi, il est normal qu'un journal communiste appuie un regroupement de nations socialistes en voie de

²⁴⁰ Alain Murcier, « Paris Examine la demande algérienne de reprise « immédiate » des négociations », *Le Monde*, 10 février 1971, p. 1 et 29 et Alain Murcier, « Paris ne souhaite pas la reprise immédiate des négociations avec Alger », *Le Monde*, 11 février 1971, p. 1 et 29.

²⁴¹ Gilbert Mathieu, « Alger se déclare prêt à trancher le différend pétrolier avec Paris », *Le Monde*, 21 février 1971, p. 1 et 18.

²⁴² *Ibid.*, p. 18.

²⁴³ Jacques Kahn, « Bluff et chantage », *L'Humanité*, 4 février 1971, p. 3.

développement dans un conflit qui les oppose à la plus grande oligarchie de conglomérats. Cette position du journal se transpose aisément aux négociations pétrolières entre l'Algérie et son ancienne puissance coloniale.

Cet article paru le 4 février est le seul que publie *L'Humanité* entre le début de la série (1^{er} février 1971) et les nationalisations (25 février). Toutes les informations concernant l'arrêt des négociations pétrolières entre les deux pays sont transmises aux lecteurs sous forme de communiqués de presse ou par le biais d'extraits de discours donnés par les hommes politiques algériens. La possibilité que l'Algérie nationalise ses ressources pétrolières n'est mentionnée que dans la dernière phrase d'un article citant la définition que donne le ministre algérien de l'Industrie et de l'Énergie des politiques algériennes dans le domaine pétrolier.

La nationalisation

Lorsque les nationalisations sont annoncées, les articles reflètent la surprise des journalistes. Puis, à mesure que la surprise s'estompe, les journalistes revoient les événements des derniers jours et des dernières semaines et se rendent compte que les nationalisations s'inscrivaient dans la stratégie à long terme annoncée par l'Algérie. Selon *Le Figaro*, cette surprise se mélange à de l'incompréhension puisque les nationalisations accomplissent unilatéralement ce que les négociations auraient pu obtenir sans tourmenter le partenaire français. Toujours selon *Le Figaro*, « [Boumedienne] offrirait à la France des conditions assez proches de celles que l'Élysée aurait été prêt à consentir ». La décision de recourir à cette « méthode de force » découle du fait que l'Algérie espère épauler la Libye dans les négociations pétrolières de Tripoli²⁴⁴, selon le journal.

La surprise qu'avait démontrée le journal au lendemain de la nationalisation disparaît rapidement puisque, dès le surlendemain, il s'attaque à la réaction de la France dans ce dossier. Il lui reproche d'avoir affirmé que la coopération était dissociable du partenariat pétrolier. Selon *Le Figaro*, la France s'est ainsi départie

²⁴⁴ Alain Vernay, « Pétrole : Le président Boumedienne prend le contrôle majoritaire des sociétés françaises en Algérie », *Le Figaro*, 25 février 1971, p. 18.

de ses « armes de dissuasion²⁴⁵ ». En fait, il semble que selon *le journal*, la coopération représente une sorte d'aide humanitaire. D'un côté, les techniciens et enseignants aident à développer l'Algérie et de l'autre, les entreprises françaises ouvrent leurs portes aux innombrables travailleurs algériens non qualifiés qui envoient chaque mois des centaines de milliers de francs à leur famille. *Le Figaro* ne mentionne pas à quoi auraient pu servir ces « armes de dissuasion » qu'aurait pu conserver la France en menaçant de couper cette « aide humanitaire », puisqu'il ne remet jamais en question le droit de l'Algérie de nationaliser ses ressources naturelles. Dans ce contexte, il est normal de voir *Le Figaro* approuver les mesures de rétorsion que prend la France envers l'Algérie. Il applaudit à la fois les mesures elles-mêmes et le fait qu'elles ne touchent que le gouvernement algérien et pas les travailleurs algériens installés en France²⁴⁶.

Le lendemain des nationalisations, *Le Figaro* commence à réaliser que la nationalisation à 51 % des compagnies pétrolières les entraîne dans une situation où elles doivent déboursier pour les projets algériens sans pouvoir prendre de décisions²⁴⁷. Cette position d'infériorité des compagnies pétrolières deviendra le cheval de bataille du *Figaro* à mesure que la situation se développe. Ne pouvant pas réfuter le droit de l'Algérie de nationaliser ses ressources, l'infériorité des compagnies pétrolières reste le seul contentieux que le *Figaro* peut exploiter sans avoir l'air impérialiste.

Le Monde, quant à lui, ne semble nullement surpris par la décision algérienne, étant donné le thème de la « récupération des ressources », qui revient continuellement dans les discours algériens et dans les pages d'*El Moudjahid*. En fait, *Le Monde* se demande comment les négociateurs français ont pu ignorer pendant si longtemps les avertissements que lançait Alger lors des tergiversations autour de la reprise des négociations pétrolières. Pour Alger, le contentieux pétrolier était « posé en termes de souveraineté », ce que les négociateurs français

²⁴⁵ Alain Vernay, « Préoccupante méditerranée », *Le Figaro*, 26 février 1971, p. 1.

²⁴⁶ Alain Vernay, « Le conflit pétrolier s'étend de l'Algérie à la Libye », *Le Figaro*, 26 février 1971, p. 12.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 12.

n'ont vraisemblablement pas compris puisque leur tactique était de « laisser traîner des négociations qu'ils ne maîtrisaient pas, en espérant améliorer leur position à la faveur de la conférence de Téhéran ». Cela démontre bien que pour négociateurs français, l'enjeu des négociations était de payer moins cher le prix du baril. La critique, au lendemain des nationalisations, est donc adressée principalement à la France qui n'a pas su prévoir les inéluctables nationalisations²⁴⁸.

En ce qui concerne les relations privilégiées entre les deux États, *Le Monde* les voit se détériorer lentement jusqu'au point où elles « se [limiteront] à des relations fondées sur [leurs] intérêts réciproques ». La France voudra, selon le journal, tenter de rentabiliser ses relations avec son ancienne colonie dans le but de limiter les pertes déjà subies²⁴⁹. *Le Monde* doute des menaces que brandit la France lorsqu'elle affirme que la coopération se transformera en relation de « droit commun ». Selon lui, le gouvernement français est bien conscient que la France retire beaucoup de l'aide culturelle, économique et technique qu'elle donne à l'Algérie. De plus, il considère qu'Alger, de son côté, tentera de maintenir la coopération dans tous les domaines possible²⁵⁰.

Le Monde ne s'offusque pas de la nouvelle relation entre le propriétaire majoritaire algérien et les compagnies pétrolières minoritaires. Il prévient que les compagnies devront désormais jouer le jeu du gouvernement algérien puisqu'il leur est impossible de se sortir de cette situation. Par contre, il fait remarquer qu'il est toujours possible qu'elles puissent réussir à tirer leur épingle du jeu dans le nouveau contexte²⁵¹.

La réaction de *L'Humanité* est très favorable à la nationalisation des ressources pétrolières. Le journal évoque un « acte de souveraineté » et que, désormais, le « charbonnier entend être maître chez soi. Qui pourrait valablement

²⁴⁸ Anonyme, « Une mutation inéluctable », *Le Monde*, 26 février 1971, p. 1.

²⁴⁹ Ibid., et P.H.-A.M., « Paris rappelle la nécessité d'une « juste et équitable » indemnisation », *Le Monde*, 27 février 1971, p. 2.

²⁵⁰ Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, « Alger souhaite préserver la coopération dans les autres domaines », *Le Monde*, 26 février 1971, p. 2.

²⁵¹ Anonyme, « La mécanique de la nationalisation est mise en marche en Algérie », *Le Monde*, 28 février 1971, p. 18.

lui en contester le droit?²⁵² ». *L'Humanité* soutient qu'il faut s'attendre à « quelques criailleries » de la part de la France, qui « lui a déjà reproché son "caractère unilatéral" ». La critique à laquelle se livre le journal communiste est donc dirigée envers la France qui, par le biais de son refus de négocier, a forcé la main à l'Algérie : « La décision algérienne avait été rendue à peu près inévitable par l'intransigeance manifestée du côté français²⁵³ ». Selon le journal, les compagnies pétrolières voulaient maintenir un *statu quo* issu de l'époque coloniale qui empêchait l'Algérie de se développer.

Pour expliquer pourquoi les nationalisations ne s'attaquent pas à la France mais aux compagnies pétrolières, *L'Humanité* analyse les actions d'Elf-ERAP qui font d'elle une pétrolière comme les autres, n'ayant pas plus les intérêts de la France à cœur que les pétrolières anglo-saxonnes. Selon le journal, le but premier de ces « trusts », est d'encaisser des profits, peu importe si cela permet de développer la France ou non. Le gouvernement français n'a donc aucune raison d'envenimer ses relations avec l'Algérie pour des multinationales qui ne se soucient pas de la France²⁵⁴. Le journal soutient également que le gouvernement algérien prend soin du peuple français et des intérêts de la France puisqu'il ne modifie ni la quantité de pétrole livré à la France ni les modalités de paiement de ce pétrole :

« Le gouvernement algérien a pris grand soin de ne porter aucun préjudice aux vrais intérêts français, ceux de notre peuple. Le précieux pétrole algérien continuera à arriver en France. Son tarif ne dépassera pas les cours mondiaux. Il restera payable en francs, économisant à notre pays des sorties de devises fortes puisque ces francs sont principalement utilisés pour acheter des produits français. »²⁵⁵.

Les négociations post-nationalisations

Une fois la surprise passée, le gouvernement français émet un mémorandum à l'intention d'Alger dans lequel il identifie les conditions selon lesquelles les

²⁵² Yves Moreau, « Un acte de souveraineté », *L'Humanité*, 26 février 1971, p. 1.

²⁵³ Ibid., p. 1.

²⁵⁴ J.K., « Pourquoi l'Algérie nationalise son pétrole », *L'Humanité*, 27 février 1971, p. 2.

²⁵⁵ Ibid., p. 2.

nationalisations seraient acceptables pour la France. Il demande, entre autres, que soient divulguées toutes les informations concernant les indemnités accordées aux compagnies pétrolières. Ce n'est qu'après qu'Alger aura donné ces informations que Paris reprendra les négociations avec le gouvernement algérien. Boumedienne, quant à lui, soutient qu'il a fourni toutes les informations nécessaires et que Paris devrait reprendre immédiatement les négociations. Chacun affirme que la balle est dans le camp adverse et refuse de faire le premier pas. Dans cette situation d'attente, personne ne veut perdre la face.

Dans ce contexte, *Le Figaro* soutient les démarches du gouvernement français. Le journal de droite appuie entièrement les demandes françaises incluses dans le mémorandum. La France exige également qu'Alger laisse les mains libres aux compagnies pétrolières en ce qui concerne l'investissement en Algérie et la vente de 49 % du pétrole extrait. Selon le journal, ces demandes sont un « test des intentions algériennes » et vont démontrer si l'Algérie désire vraiment maintenir la coopération ou si elle vole tout simplement les contribuables français. La réaction du *Figaro* ne laisse aucune place à la nuance puisqu'elle soutient que si l'Algérie n'accepte pas en bloc les demandes françaises, c'est qu'« elle compte, en profitant de la conjoncture de pénurie pétrolière, sur des débouchés éventuels pour ses bruts au Texas ou ailleurs, ou encore des aides techniques venant d'U.R.S.S. ou d'autres pays » et « il serait prouvé que son gouvernement se laisse entraîner par une dynamique qui n'est pas rationnelle »²⁵⁶. La réponse à ce mémorandum est donnée quelques jours plus tard et ne convient pas du tout au *Figaro*. Il reproche à Alger de ne pas avoir donné de plus amples renseignements sur les indemnités et sur le fonctionnement des compagnies nationalisées : « En premier lieu, on relève qu'Alger se refuse à prendre des engagements quels qu'ils soient, faute de quoi les nationalisations apparaissent comme une spoliation²⁵⁷ ».

Tout au long du différend concernant la reprise des négociations, on constate que *Le Figaro* blâme presque uniquement l'Algérie pour son manque d'initiative. Il considère ses demandes de reprise des négociations comme étant

²⁵⁶ Alain Vernay, « Dans un mémorandum à Alger, Paris définit les conditions d'une reconnaissance des nationalisations pétrolières », *Le Figaro*, 10 mars 1971, p. 10.

²⁵⁷ Anonyme, « La réponse algérienne n'apporte pas les éléments nouveaux attendus », *Le Figaro*, 17 mars 1971, p. 11.

inutiles puisque dénuées d'engagements au sujet des indemnisations²⁵⁸. C'est sur ce point que *Le Figaro* base son évaluation de la situation : tant qu'Alger ne fournit pas de clarifications au sujet des indemnisations, le journal s'opposera en bloc à toute tentative de médiation entre les deux pays.

La situation est différente pour le désaccord qui oppose les compagnies pétrolières au gouvernement algérien. Le journal n'approuve pas les tentatives d'Elf-ERAP de nuire au bon fonctionnement de la nationalisation. Que ce soit en transférant son siège social à Paris, en refusant de payer ses impôts à l'Algérie ou en refusant de charger les pétroliers de la SONATRACH, la pétrolière française complique les discussions et ouvre la porte à de sévères sanctions envers les intérêts français en Algérie. Ce n'est qu'un mois après les nationalisations, alors que la France envoie un émissaire pour tenter de négocier la paix avec l'Algérie, que *Le Figaro* abandonne son attitude belliqueuse envers l'Algérie et appuie les démarches menant à l'harmonisation des relations²⁵⁹. Le journal va même jusqu'à affirmer que la stratégie du gouvernement français depuis le début des négociations pétrolières en 1969 a nui à la cause française :

« Certains observateurs, et non des moindres, pensent que le recours systématique à l'atermoiement dans l'examen du dossier franco-algérien en fin de compte a nui et qu'il aurait mieux valu commencer dès le début 1969 l'étude de la révision des prix prévus à cette époque par les accords de 1965. Ils estiment qu'il aurait [été] plus payant d'accepter les exigences de relèvement du prix du pétrole formulées par Alger avant la conférence de Téhéran plutôt qu'après et à plus forte raison avant celle de Tripoli. Il y aurait eu économie de débours et un moindre ressentiment réciproque. »

Le Monde accueille le mémorandum du gouvernement français comme étant une étape de plus dans la lutte que se mènent Alger et Paris. Avec ce mémorandum, Paris cherche à prendre l'initiative, initiative qu'elle n'a jamais eue dans ce conflit. Selon le journal, Paris réussit adroitement à ne pas présenter l'indemnisation

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ Alain Vernay, « La France envoie à Alger le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Hervé Alphand », *Le Figaro*, 25 mars 1971, p. 11.

comme une affaire d'argent mais comme un gage de bonne volonté envers la coopération²⁶⁰.

Si *Le Monde* reconnaît que la France gagne la manche en utilisant cette approche, il déplore le recours à l'intimidation et aux menaces auquel se livrent les deux parties. Ces tactiques servent à marquer des points contre l'adversaire mais ne permettront jamais d'arriver à un compromis. Cette argumentation revient à plusieurs reprises dans les semaines au cours desquelles les deux gouvernements tergiversent autour de la reprise des négociations²⁶¹. Contrairement au *Figaro*, *Le Monde*, n'emboîte pas le pas au gouvernement français dans sa lutte pour le maintien du *statu quo* en Algérie, même si ce *statu quo* entraîne la prise des mesures coercitives envers l'Algérie. Selon *Le Monde*, l'important demeure de maintenir des relations saines entre les deux pays et le recours à ce type de tactiques va à l'encontre de ce but.

Le Monde tient le même discours au sujet du conflit sévissant entre Alger et les compagnies pétrolières. Les tactiques employées par les pétrolières vont mener, si elles continuent, à des représailles envers la France et envers la coopération. En tentant de résister aux nationalisations, elles pourraient même faire échouer les négociations entre les partenaires étatiques. Le journal espère donc que le gouvernement français sera plus vigilant dans son contrôle des sociétés pétrolières²⁶².

Finalement, lorsque les relations entre les deux pays semblent se normaliser, *Le Monde* ne tente pas de déterminer qui est sorti vainqueur de cette confrontation. En fait, pour lui, tout le monde est sorti vainqueur du fait que les deux États ont été capables de régler leurs différends :

« Il est clair [...] que les Algériens, parmi les dirigeants ou dans la population, souhaitent une 'normalisation' des rapports avec la France, quels que soient les sentiments qui les animent individuellement à l'égard de l'ancien colonisateur. Si Paris ne tient

²⁶⁰ Anonyme, « Un vide à combler », *Le Monde*, 11 mars 1971, p. 1.

²⁶¹ Philippe Harreman, « M. Hervé Alphand va renouer le dialogue avec Alger », *Le Monde*, 26 mars 1971, p. 39 et Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, « Alger menace les sociétés françaises de saisir leur part de pétrole », *Le Monde*, 21 mars 1971, p. 34.

²⁶² Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, *loc. cit.*, p. 34.

pas à avoir un ‘grand Cuba’ sur son flanc méridional, l’Algérie n’est pas désireuse non plus, de trouver une ‘petite Amérique’ en face d’elle ».

L’Humanité aborde les demandes françaises comme étant du « chantage²⁶³ » visant à « [vider] la nationalisation de sa substance ». Le désir des compagnies pétrolières de pouvoir décider ou non d’investir en Algérie est tout simplement illégitime et laisserait l’Algérie à la merci du pillage auquel se livraient les compagnies pétrolières avant les nationalisations²⁶⁴. Selon le journal, il est moralement et juridiquement impossible de laisser aux compagnies pétrolières la liberté de choisir ou non d’investir. La solution pour un développement efficace des ressources pétrolières est de forcer les compagnies à investir judicieusement dans le but de développer le sous-sol algérien. Ce faisant, les deux partenaires sont satisfaits puisque l’exploitation est beaucoup plus rentable à long terme²⁶⁵.

Le fait que les compagnies pétrolières ne veulent pas jouer le jeu de la nationalisation prouve qu’elles ne sont qu’à la recherche d’un profit rapide :

« C’est ce que refusent les sociétés françaises qui, dans leur course au profit, veulent investir au plus rentable, n’importe où et tout de suite, sans tenir aucun compte de l’intérêt du pays dont elles tirent leurs ressources et leurs bénéfices. »

Cette diatribe contre le système capitaliste n’a évidemment rien de surprenant venant de l’organe du PCF. Par contre, le fait que le gouvernement français appuie le « cartel » dirige également ces récriminations vers le gouvernement qui est, à son tour, décrit comme étant à la solde des trusts capitalistes.

Selon *L’Humanité*, la France est prête à tout pour maintenir le *statu quo* pétrolier en Algérie. Elle serait prête à sacrifier la coopération (« coopération contre

²⁶³ Anonyme, « Le mémorandum de M. Chaban-Delmas à l’Algérie énonce les exigences des groupes monopolistes », *L’Humanité*, 11 mars 1971, p. 2.

²⁶⁴ J.K., « Pourquoi l’Algérie nationalise son pétrole », *loc. cit.*, p. 2.

²⁶⁵ Anonyme, « Paris met en balance la coopération et la poursuite de l’exploitation capitaliste des sociétés pétrolières », *L’Humanité*, 5 mars 1971, p. 3.

exploitation²⁶⁶ »), à demander à la Banque mondiale de refuser des prêts à l'Algérie, à bloquer le compte algérien à la Banque de France, à se tourner vers l'Iran pour obtenir du pétrole et même à aller jusqu'à complètement cesser d'acheter du pétrole algérien²⁶⁷. Il est évident que le journal prête des intentions au gouvernement français puisqu'il n'a jamais été question dans les déclarations de Paris de geler le compte de l'Algérie ou de déposer une plainte devant la Banque mondiale. Au contraire, il semble que Paris soit disposé à régler le différend de manière relativement pacifique et tient même à conserver la coopération avec l'Algérie. *L'Humanité* semble verser dans la démagogie pour faire concorder sa vision communiste du monde et la réalité. La France veut protéger ses intérêts pétroliers en Algérie autant que possible mais est loin d'être prête à recourir aux moyens de pression dont fait mention le journal.

III. Conclusion

Le Figaro s'oppose en bloc à tout ce que fait le gouvernement algérien. S'il est normal qu'il élève des objections contre la nationalisation de compagnies françaises, la hargne qu'il démontre est déphasée par rapport à la situation. Les milieux bien informés savaient que l'Algérie s'apprêtait à prendre le contrôle de ses ressources pétrolières et gazières ; le journal en avait même traité sans toutefois les dénoncer. De plus, la France était prête, selon le journal, à accorder aux Algériens le contrôle des ressources pétrolières et les nationalisations ne faisaient qu'accomplir unilatéralement ce que les négociations auraient pu obtenir. Si la France était prête à accepter la nationalisation des ressources, pourquoi s'opposer en bloc pour des détails? Il semble que lorsqu'il est question de l'Algérie, *Le Figaro* ne peut faire la part des choses et doit s'opposer sur tous les points.

Le Monde ne cherche pas à définir qui est dans son droit et qui ne l'est pas comme le font les autres journaux. Il comprend que les deux parties essaient de tirer leur épingle du jeu et de sortir de la crise avec le plus d'atouts possible. C'est pour

²⁶⁶ Anonyme, « Le mémorandum de M. Chaban-Delmas à l'Algérie énonce les exigences des groupes monopolistes », *loc. cit.*, p. 2.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 2.

cette raison qu'il suggère qu'il est dans l'intérêt de l'Algérie d'utiliser des méthodes de *forcing* et dans l'intérêt de la France de faire piétiner les négociations. S'il le suggère, il mentionne toutefois qu'il est navrant de voir les deux partenaires en venir aux coups au lieu de chercher une solution à leurs problèmes. En fait, cela représente la seule ligne directrice du journal : les deux pays ont tout à gagner à s'entendre rapidement pour pouvoir faire perdurer la coopération.

En ce qui concerne *L'Humanité*, le problème s'inscrit dans le cadre du droit à l'autodétermination. L'Algérie cherche à s'industrialiser et pour cela, a besoin d'une gestion adéquate de ses ressources, ce qui n'est pas le cas sous le régime des concessions. Le journal communiste avance que les compagnies pétrolières, en tant que capitalistes, n'ont rien à faire du développement de l'Algérie et cherchent le profit immédiat. Dans ce contexte, le conflit oppose l'Algérie et les compagnies pétrolières, qui refusent de se laisser nationaliser et qui demandent de l'aide à la France. Dans les articles de *L'Humanité*, il est clair que la France n'est que l'alliée des pétrolières et un acteur presque secondaire dans le conflit. Étant donné que ce n'est pas la France que l'Algérie dépouille, mais bien des pétrolières n'ayant que le pillage de l'Algérie en tête, *L'Humanité* n'a aucun scrupule à applaudir la situation d'actionnaire minoritaire dans laquelle se retrouvent les compagnies. On pourrait même avancer que, pour le journal communiste, il s'agit d'une sorte de justice, puisque ce sont les exploités qui sont désormais aux commandes.

CONCLUSION

Il convient de revenir à la problématique ainsi qu'à l'hypothèse énoncée en introduction. Il était question de savoir quand et comment la couverture médiatique de l'Algérie avait changé par rapport à la période de la guerre de décolonisation. Est-ce que les journaux français abordent l'Algérie postcoloniale en utilisant les aprioris créés durant la crise algérienne ou cherchent-ils au contraire à reconstituer l'image de l'Algérie d'après sa nouvelle situation politique, économique et sociale?

L'hypothèse, quant à elle, était spécifique à chaque journal, étant donné leur relation très différente avec l'Algérie de l'époque coloniale. En ce qui concerne *Le Figaro*, il avait été avancé que celui-ci continuerait à démontrer de l'hostilité envers le FLN pendant quelques années, en vue de laisser le temps au lecteur « d'oublier » les crimes commis durant la guerre. Pour *Le Monde*, légèrement pro-répression durant la guerre algérienne, il serait beaucoup plus facile, d'offrir une couverture relativement neutre dès la signature des accords d'Évian. Cette neutralité lui permettrait d'être plus juste dans les analyses dont il est le spécialiste. De son côté, il a été avancé que *L'Humanité*, malgré sa position légèrement pro-répression durant la guerre, appuierait le FLN à mesure que celui-ci procéderait à des mesures socialistes comme des nationalisations et des collectivisations. Ces hypothèses étaient plutôt conservatrices et il n'est donc pas surprenant que, comme nous l'avons vu, celles-ci se soient réalisées.

Il n'était en effet pas difficile de prévoir que *Le Figaro* allait être hostile au gouvernement issu du FLN, regroupement armé qu'il considère comme étant formé de terroristes et de rebelles. S'il est obligé d'accepter l'existence du FLN ainsi que le fait qu'il sera appelé à former un gouvernement, son attitude envers celui-ci entre la signature des accords d'Évian et l'indépendance algérienne démontre qu'il le fait à contrecœur. Selon les articles que publie *Le Figaro* durant cette période, la violence et l'instabilité qui règnent en Algérie sont dues autant à l'OAS qu'au FLN. De fait, *Le Figaro* ne fait aucunement confiance au FLN pour assurer la sécurité des européens d'Algérie. Il brandit donc régulièrement le spectre du partage de l'Algérie, une solution qu'il semble de beaucoup préférer à l'indépendance telle que stipulée dans les accords d'Évian. Lorsque les troubles entre Ben Khedda et Ben Bella font surface au lendemain du référendum, *Le Figaro* se sert de cette situation

pour dénigrer la classe politique algérienne qu'il juge incompétente pour diriger un pays.

Deux ans plus tard, alors que le FFS prend les armes pour lutter contre le gouvernement Ben Bella, il n'est pas étonnant de voir *Le Figaro* prendre le parti des insurgés, étant donné la différence idéologique qui existe entre le journal et Ben Bella. Il est cependant surprenant de voir que *Le Figaro* continue de couvrir quotidiennement le FFS, alors que celui-ci est battu et qu'il s'est réfugié dans les montagnes. Laissé pour mort par les autres journaux, le FFS représente encore un grand danger pour le gouvernement, selon *Le Figaro*. Il semble que *Le Figaro* cherche à faire croire à ses lecteurs, ou peut-être à se faire croire à lui-même, qu'il reste encore de l'espoir pour la rébellion kabyle et qu'il est encore possible que le FFS renverse le gouvernement. Une situation semblable se produit également lors de la guerre des sables, alors que *Le Figaro*, sans prendre position, utilise exclusivement les communiqués de presse marocains pour interpréter les événements, l'entraînant à juger sévèrement les positions de Ben Bella ainsi que les manœuvres militaires et tactiques des négociations algériennes qui sont dénoncées parce qu'elles risquent de faire échouer la médiation. Encore une fois, le journal semble mettre l'accent sur un aspect de la situation en oubliant l'autre. Le journal était conscient des différences flagrantes entre les versions algériennes et marocaines des communiqués de presse mais, au lieu d'attirer l'attention du lecteur sur ces différences, il préfère publier uniquement la version marocaine.

On voit pour la première fois *Le Figaro* appuyer le gouvernement algérien lorsque le gouvernement change de main en juin 1965. Le journal applaudit le coup d'État avant même de savoir quelles sont les valeurs idéologiques du nouveau gouvernement. Selon le journal, n'importe quel gouvernement serait mieux que celui de Ben Bella, même un gouvernement militaire. *Le Figaro* est très heureux de voir que le nouveau gouvernement semble beaucoup plus ouvert aux demandes de la droite que celui de Ben Bella. Mais cette ouverture vers la droite que plusieurs journaux semblent déceler survient plusieurs jours après que le journal ait appuyé le coup d'État.

En ce qui concerne la dernière période, février-mars 1971, on constate que *Le Figaro* a la même attitude envers le gouvernement algérien qu'en 1962 et 1963,

malgré le changement de gouvernement de 1965. On remarque également que le journal ne fait pas confiance au gouvernement algérien, qu'il accuse régulièrement de fourberie et de malhonnêteté durant les négociations. La hargne que démontre le journal détonne avec la situation puisque la nationalisation était attendue dans les milieux informés et que *Le Figaro* en était conscient puisqu'il avait publié un article à ce sujet. La réaction du journal est démesurée par rapport à la décision algérienne et laisse penser que le journal s'oppose en bloc au gouvernement algérien peu importe la situation.

En ce qui concerne *Le Monde*, sa position est beaucoup plus difficile à cerner, étant donné que ce journal s'abstient de prendre position lorsque cela est possible. Il est toutefois possible de déceler de subtiles lignes éditoriales à travers ses articles. Durant les événements de 1962, il est clair que *Le Monde* croit que le FLN est capable de former un gouvernement stable en Algérie. L'organisation démontrée par le FLN et le contrôle qu'il exerce sur la population algérienne est caractéristique d'une formation politique très bien structurée. *Le Monde* est beaucoup plus tolérant que *Le Figaro* envers les entorses aux accords d'Évian dont se rend coupable le FLN puisqu'il voit la situation dans son ensemble et constate que la population algérienne est attaquée et que le gouvernement français ne fait rien pour l'aider.

Il est tout aussi tolérant envers les politiciens du FLN lorsqu'ils s'entre-déchirent au lendemain de l'indépendance. Rappelant la situation française au lendemain de la Révolution, il considère que cette étape est normale après une lutte révolutionnaire. Tout au long du conflit, *Le Monde* ne prendra jamais position envers l'une ou l'autre des deux tendances politiques du FLN. Il analyse les chances de chacun de remporter la lutte plutôt que de donner son opinion sur celui qui mérite le plus de gouverner le pays.

Cette tendance à se détacher du conflit se reproduit sur l'ensemble des périodes étudiées. En 1963, lors de la crise de Kabylie et de la guerre des sables, il rapporte les bons et les mauvais coups dans tous les camps, sans chercher à critiquer les positions adoptées. Par exemple, lorsque Ben Bella nationalise les

terres des colons français en 1963, le journal soutient que cette mesure est adéquate puisqu'elle permet à Ben Bella de s'attirer la faveur de la population, un atout majeur dans le conflit avec le FFS. La situation se répète lorsque, durant la guerre des sables, *Le Monde* refuse de prendre position mais renseigne le lecteur sur les chances de chacun des belligérants d'atteindre ses objectifs.

En 1965, on note que *Le Monde* témoigne de la sympathie envers le peuple algérien et se désole que celui-ci soit encore une fois soumis à l'incertitude politique après ce qui semblait être un gouvernement stable. S'il ne condamne jamais le putsch et le changement de gouvernement, il soutient que le peuple aspirait à la stabilité et non à la révolution. Il présente néanmoins le nouveau pouvoir comme étant le dépositaire légitime de la souveraineté algérienne.

La situation reste semblable en 1971 alors que *Le Monde* observe la situation d'un point de vue neutre. Comme il considère que l'Algérie avait avantage à procéder aux nationalisations, il ne dénonce aucunement le geste. Il critique davantage la France de ne pas avoir su écouter les discours algériens dans lesquels les politiciens posaient le problème en terme de souveraineté et non de redevances. On sent durant cette période, plus que pendant les autres, que *Le Monde* ne cherche pas à protéger ses lecteurs du monde extérieur qui peut sembler confus et difficile à comprendre. Si la France perd ses ressources naturelles en Algérie, ce n'est pas parce que Boumedienne est un monstre ou parce que les Algériens sont des voleurs, c'est parce que l'option de nationaliser les compagnies pétrolières était la plus sensée du point de vue algérien, peu importe ce qu'en pense la France et les Français.

L'Humanité a, comme *Le Figaro*, une vision de la réalité teintée par ses positions politiques. En 1962, ce qui est important pour le journal communiste, c'est l'éradication de la menace OAS. Pour le journal, le FLN ne commet pas d'entorses aux accords d'Évian ou, s'il en commet, c'est pour défendre sa population. Les entorses aux accords sont plutôt commises par le gouvernement français qui ne réprime pas les terroristes français et leurs sympathisants. Dans la ligne narrative du journal, l'OAS occupe le premier plan et les autres acteurs

entrent en jeu en l'appuyant ou en s'y opposant. Dans ce contexte, le FLN représente les « bons » qui s'opposent aux « méchants » de l'OAS. *L'Humanité* s'attache au FLN en raison de son orientation politique. Si le journal sait très bien que le FLN compte très peu de communistes en son sein, l'orientation socialiste qu'il semble vouloir prendre le pousse vers des mesures chères aux communistes, soit la collectivisation des terres et la nationalisation des grandes compagnies capitalistes. Il en vient à tellement faire confiance au FLN qu'il utilise ses communiqués de presse dans ses articles, même lorsque ceux-ci sont clairement de la propagande anti-OAS.

La situation est différente en 1963 puisque, selon *L'Humanité*, le FLN est devenu l'acteur principal. Selon le journal, le FFS, composé de rebelles, d'aventuriers et de réactionnaires à la solde de la bourgeoisie, va s'opposer au gouvernement démocratiquement élu de Ben Bella. Après s'être assuré que Ben Bella est plus socialiste que le FFS, le journal ne fait allusion qu'au seul FLN. Ben Bella et le FLN deviennent en quelque sorte les protagonistes de l'histoire que rapporte le journal; le FFS devient l'antagoniste. Le journal décrit des foules en liesse lors des discours présidentiels, des élans de joie en réaction aux nationalisations, de la haine envers les réactionnaires du FFS, etc. En fait, toute la situation est perçue à travers la théorie communiste : le FFS, à la solde de la bourgeoisie et des intérêts capitalistes, essaie de renverser le gouvernement du peuple. Le peuple, qu'il soit kabyle ou arabe, s'oppose à ce mouvement en démontrant son appui lors de manifestations publiques. Face à ces démonstrations, le FFS ne peut que constater l'attachement de la population envers le socialisme de Ben Bella.

La situation est relativement semblable durant la guerre des sables alors que *L'Humanité* analyse la situation en se basant sur les publications de l'agence de presse gouvernementale. Ses quelques journalistes postés en Algérie s'inspirent également de ces communiqués puisqu'ils ne peuvent pas aller au front. Il en résulte un appui au gouvernement FLN ainsi qu'à ses positions anti-marocaines et anti-impérialistes. L'Algérie devient le « héros » tandis que le Maroc, agressif et à la solde des colonisateurs représente l'« antagoniste ». Le journal ne cherche pas à comprendre les motivations de chacun, seulement à démontrer à quoi mène

l'impérialisme des puissances occidentales. Cette décision de ne couvrir qu'une partie du conflit place le journal dans une situation dans laquelle il ne peut que rapporter de fausses nouvelles. Il s'enfoncé tellement loin dans ses faussetés qu'il déclare l'Algérie vainqueur alors que le Maroc l'a repoussée à des dizaines de kilomètres derrière la frontière en litige. Le journal récidive lorsqu'il annonce la signature des accords de paix : il soutient que le Maroc doit cesser de revendiquer la modification du tracé frontalier mais oublie de mentionner que l'Algérie doit cesser d'attaquer verbalement le Maroc, une grande victoire pour le régime chérifien.

La situation est différente en 1965 puisque les deux partis sont algériens et de mouvance socialiste. On voit le journal hésiter avant d'appuyer le dirigeant choisi par la population lors des manifestations. Si le journal communiste finit par s'opposer farouchement à la prise du pouvoir par Boumedienne, il lui trouve de moins en moins de points négatifs à mesure que le temps passe. Il continue par contre de s'opposer au gouvernement pour la seule raison que plus de gens manifestent pour Ben Bella que pour Boumedienne.

Le journal finit éventuellement par se réconcilier avec le colonel Boumedienne puisqu'en février 1971, lorsque la dernière série d'articles commence, le journal appuie entièrement son gouvernement dans ses négociations avec la France. Durant cette période, le journal considère le gouvernement algérien comme étant le « bon » pays socialiste qui s'oppose au capitalisme monopoliste des sociétés pétrolières, héritières des impérialistes. En fait, l'Algérie est davantage le lieu de conflit entre les impérialistes et les socialistes qu'un acteur en soi, selon *L'Humanité*. La victoire de l'Algérie aux dépens des compagnies pétrolière n'est pas seulement une victoire des Algériens mais une victoire pour toutes les forces progressistes du monde.

Plusieurs théories ont été avancées dans l'hypothèse et il est le temps de faire un retour sur celles-ci. D'abord, en ce qui concerne *Le Figaro*, il semble que l'hypothèse était valide. L'attitude prise à l'égard du FLN pré-indépendance est semblable à celle qu'il prend face au gouvernement algérien. La tendance à ne

souligner que ses défauts ainsi qu'à constamment mettre en doute son honnêteté est présente tout au long de la décennie. En fait, le journal n'a jamais cessé d'être hostile envers le FLN (et le gouvernement algérien) et a toujours encouragé l'opposition dans ses tentatives de déstabilisation. En 1962, il appuie la cause des pieds noirs qui craignent l'indépendance et revient régulièrement avec l'idée du partage de l'Algérie. En juillet 1962, alors que les dirigeants algériens luttent pour le pouvoir, il adopte une attitude de « je vous l'avais dit ». Puis, en 1963, même s'il ne croit pas réellement aux chances du FFS, il soutient le mouvement ainsi que ses chances de faire changer les choses en Algérie. Il met également sur les épaules du gouvernement toute la responsabilité dans le cas où la situation dégénérerait. Lors de la guerre des sables, *Le Figaro* prend le parti marocain et accuse le gouvernement algérien de chercher à déclencher une guerre avec le Maroc en refusant systématiquement ses demandes. Pour le *Figaro*, le Maroc représente les valeurs occidentales et l'Algérie, celles de l'Orient : tyranniques et communistes. En 1965, il appuie ouvertement le putsch armé sans savoir quels sont les idéaux des putschistes. En fait, n'importe qui serait mieux que le gouvernement FLN en ce qui concerne le journal de droite. Finalement en 1971, il accuse le gouvernement algérien de voler la France et de cracher sur la coopération dans son ensemble. Il joue la vierge offensée alors qu'il savait très bien que les nationalisations étaient inévitables.

Il est clair après tout ceci que *Le Figaro* n'approuve pas le travail des dirigeants algériens depuis 1962. En fait, il aurait été étonnant qu'un journal de droite comme *Le Figaro* l'approuve, étant donné l'orientation politique des dirigeants algériens durant les dix ans qui ont suivi l'indépendance. Peu importe la situation politique d'un pays, *Le Figaro* s'oppose toujours à la collectivisation des terres et à la nationalisation des grandes compagnies. Mais le journal ne fait pas que décrier ces mesures, il encourage tous les opposants de l'Algérie, qu'ils soient internes ou externes. Il est prêt à appuyer quiconque pourrait délivrer l'Algérie du gouvernement FLN. Le journal fait aussi régulièrement preuve de mauvaise foi dans sa couverture, omettant d'importants détails justifiant les actes « anti-français » du gouvernement. En fait, on sent que *Le Figaro* cherche à ternir l'image de l'Algérie. Il le fait autant au niveau social, en rappelant à quel point la qualité de

vie s'est détériorée depuis l'indépendance, qu'au niveau politique, en exagérant l'instabilité politique du pays. En décrivant l'Algérie postcoloniale comme un état failli, il est possible qu'il cherche à justifier la position anti-décolonisation qu'il soutenait durant la guerre. Il est également possible que le journal, ayant toujours en tête l'idée qu'il s'est faite de l'Algérien durant la guerre de décolonisation, n'est pas en mesure de faire la part des choses et de reconnaître les bonnes décisions du gouvernement algérien.

L'hypothèse que *Le Monde* adopterait une attitude attentive et relativement neutre est plus difficile à prouver que celle concernant *Le Figaro*. Il est vrai que *Le Monde* ne prend pas position lorsqu'un conflit éclate en Algérie ; mais le fait-il pour laisser la chance au FLN de se faire valoir ou parce qu'il refuse catégoriquement de prendre position, peu importe la situation et les acteurs? Il semble plus prudent d'assumer qu'il refuse toujours de prendre position. En effet, s'il eut été normal pour *Le Monde* de rester neutre envers le FLN en 1962 dans le but de lui donner une chance, l'acharnement qu'il démontre à rester neutre en 1963, 1965 et 1971 laisse transparaître un désir d'impartialité peu importe la situation et les acteurs. En 1963, s'il s'était réconcilié avec le FLN et Ben Bella, il aurait pu dénoncer le putsch du FFS comme étant contraire aux institutions démocratiques et constitutionnelles. Mais il préférerait au contraire blâmer les deux partis pour la violence qui se déroulait en Algérie ; l'un pour avoir pris les armes, l'autre pour avoir créé un climat ne permettant pas de contester le pouvoir. *Le Monde* joue le même jeu en 1965 alors qu'il n'applaudit ni ne condamne le coup d'État. S'il ne réclame pas le retour de Ben Bella, il demande néanmoins qu'une preuve soit donnée quant à son état de santé.

Il est clair que *Le Monde* a très rapidement réussi à passer outre le traumatisme qu'a engendré la crise algérienne. En fait, il a commencé dès 1962 à traiter de l'Algérie sans se servir des a priori créés pendant la guerre. Que ce soit par respect pour l'émergence d'un nouveau pays ou parce que la ligne éditoriale du *Monde* force les journalistes à la neutralité, il reste qu'au bout du compte, *Le Monde* est complètement impartial envers l'Algérie, et ce, de 1962 à 1971.

En ce qui concerne l'hypothèse avancée pour *L'Humanité*, elle s'est réalisée beaucoup plus rapidement qu'il avait été avancé dans l'hypothèse qui suggérait que l'appui du journal communiste serait proportionnel aux mesures socialistes qui seraient annoncées par le FLN. Dans les faits, il jouit de l'appui de *L'Humanité* dès mai 1962, avant même que le FLN entre en fonctions et avant même qu'il puisse procéder à des nationalisations. Cet appui semble venir du fait que le FLN est engagé dans une lutte avec l'OAS, organisation que *L'Humanité* abhorre. Durant cette période, le journal communiste attaque autant l'OAS qu'il défend le FLN, décrit comme un opprimé innocent. Une fois le lien créé entre le FLN et le journal, il n'est plus question pour ce dernier d'abandonner les nationalistes algériens, désormais considérés comme les héros du peuple algérien. En juillet 1962, lorsque les politiciens algériens s'entre-déchirent pour le pouvoir, le journal communiste se range derrière celui qui semble le plus radical dans son désir de faire la révolution. En 1963, on sent *L'Humanité* hésiter dans les premiers jours de l'insurrection kabyle puisque les deux partis se définissent comme socialistes. Par contre, lorsque Ben Bella annonce la nationalisation massive des terres encore détenues par des colons français, le journal ne prend pas beaucoup de temps pour décider qui est le plus socialiste des deux. Le FFS devient alors le contre-révolutionnaire à la solde des impérialistes. En 1965, le journal n'approuve pas le coup d'État puisque celui-ci se produit contre un parti qui se livrait régulièrement à des nationalisations, tandis que rien n'est connu de la nouvelle équipe. Le journal assume naturellement qu'il s'agit de forces réactionnaires. En 1971, il est tout naturel que *L'Humanité* approuve les nationalisations. En plus d'être faites au profit de l'État, elles permettent de dépouiller les grandes multinationales pétrolières, grandes héritières de l'impérialisme.

L'Humanité a très bien réussi à passer outre à l'image négative qu'il avait créée des combattants algériens durant la guerre d'Algérie. Le contraire aurait été étonnant considérant que les partis communistes sont généralement en faveur de la décolonisation, puisqu'elles sont toujours faites aux dépens d'une puissance capitaliste. Dès 1962, le journal défendait les attaques ciblées du FLN envers les dirigeants de l'OAS et, lorsque les autorités découvraient des charniers creusés par

le FLN, il tentait d'apaiser son lectorat en insistant sur le fait que les violences étaient dirigées vers l'OAS, et non vers les Européens.

Tout au long des différentes périodes étudiées, les trois journaux ont rapporté les faits de façons différentes, sans toutefois les déformer (sauf dans une ou deux occasions). *Le Figaro* se trouve dans une situation très précaire après les accords d'Évian, puisque la position pro-Algérie française qu'il a tenue durant la guerre est mise à mal par la victoire morale du FLN. En effet, il doit tenir compte de la réalité postindépendance sans toutefois renier les principes qui l'ont amené à appuyer le parti de l'Algérie française. Il ne peut pas complètement changer sa vision de l'Algérie et des Algériens sans miner sa crédibilité. Il ne peut pas non plus annoncer à ses lecteurs que la position pro-française, qu'ils avaient en grande partie adoptée à un moment ou à un autre de la guerre, était fondamentalement mauvaise et que le FLN représente désormais un groupe politique légitime, ouvert à la France, pacifique et avec qui il faut transiger sur les plans politique et diplomatique. Le conflit algérien a divisé la France pendant de nombreuses années et il est trop tôt pour qu'une partie de ses habitants soit confrontée à son erreur. Éventuellement, il faudra que cette tranche de la population française reconnaisse le bien-fondé de la décolonisation algérienne si elle veut qu'un climat paisible s'installe avec les nationalistes algériens. Il semble que durant les années 1960, *Le Figaro* juge qu'il est encore trop tôt pour confronter son lectorat à une couverture plus neutre du FLN.

Il ne faut pas oublier que certains lecteurs du *Figaro* tenaient fermement au maintien de l'Algérie française et qu'ils trouvaient dans ses pages un discours qui se conjugue très bien avec leurs valeurs. Si certains lecteurs ont abandonné l'option de l'Algérie française vers la fin de la guerre, c'est plus par réalisme politique que par conviction idéologique. Ces lecteurs, qui considèrent le FLN comme étant une organisation composée de bandits et de meurtriers, verraient alors leur journal adopter une position qui les choquerait. Ils pourraient décider de se tourner vers un autre journal. La situation du *Figaro* devient alors délicate. S'il donne une chance au gouvernement algérien en faisant abstraction des crimes de guerre du FLN, il s'aliène la frange radicale de son lectorat. Par ailleurs, s'il maintient une position

anti-FLN, il déforme la réalité pour couvrir le FLN comme il le faisait durant la guerre d'Algérie.

L'Humanité est confronté à un dilemme semblable lors du coup d'État de 1965. En moins d'un mois, le chef charismatique adulé par tous est abandonné par les politiciens et la population. Pour le journal communiste, habitué de le décrire comme un héros national, la situation est incompréhensible. La seule chose que voit *L'Humanité* dans cette affaire est que l'homme politique sur lequel le journal avait misé vient de se faire démettre de ses fonctions. Le journal ne semble pas être en mesure de comprendre pourquoi personne ne se porte à sa défense et tombe dans une sorte de déni. *L'Humanité* emprunte donc la même voie que *Le Figaro* et modifie la réalité pour qu'elle soit acceptable pour ses lecteurs. En fait, *L'Humanité* ne donne aucune chance au gouvernement Boumedienne de prouver ses bonnes intentions alors que celui-ci s'ouvre aux civils.

La situation des deux journaux est particulière dans le sens où ils ne peuvent pas vraiment modifier leur ligne éditoriale sans s'aliéner une partie de leur lectorat. Dans les deux cas, la cause qu'ils ont embrassée a définitivement perdu la guerre. Les deux journaux doivent passer à une autre étape s'ils veulent continuer de rapporter les nouvelles avec un minimum de neutralité. Ceux-ci ne le font pas pour des raisons qui ne sont pas exactement claires. Ces raisons pourraient inclure la peur de perdre des lecteurs, un entêtement politique, des instructions venant d'un parti politique (dans le cas de *L'Humanité*) ou même, tout simplement, la peur de perdre la face.

Finalement, il semble que ce soit le fait que *Le Figaro* et *L'Humanité* se trouvent du côté des perdants qui entraîne l'attitude négative dont ils témoignent. Pour *Le Figaro*, cette attitude négative à l'encontre de l'Algérie et de ses dirigeants va même marquer son analyse tout au long de la décennie.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux

Ageron, Charles-Robert. « L'Algérie dernière chance de la puissance française : Étude d'un mythe politique (1954-1962) », *Relations internationales*, no.57 (printemps 1989), p.113-139.

Ageron, Charles-Robert. « L'opinion française devant la guerre d'Algérie », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, no 63 (1976), p.256-285.

Gallissot, René. « La Guerre d'Algérie : la fin des secrets et le secret d'une guerre doublement nationaliste. » *Mouvement social*, no 138, janvier-mars 1987, p.69-109.

Grimaud, Nicole. « Le conflit pétrolier franco-algérien », *Revue française de science politique*, vol. 22, no 6 (1972), p. 1276-1307.

Wall, Irwin, « The French Communists and the Algerian War. » *Journal of Contemporary History*. vol.12, no 3 (juillet 1977), p. 521-544.

Livres

Ageron, Charles-Robert, *La décolonisation française*. 2^e éd. Armand Colin, Paris, 1994 [1991]. 188 pages.

Chatelain, Abel, *Le Monde et ses lecteurs sous la IV^e République*. Armand Colin, Paris, 1962. 279 pages.

Elsenhans, Hartmut. *La guerre d'Algérie, 1954-1962 : la transition d'une France à une autre : le passage de la IV^e à la V^e République*. Publisud, Paris, 1999. 1071 pages.

Marseille, Jacques. *Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce*. Albin Michel, Paris, 1984. 461 pages.

Ruscio, Alain, éd. *La question coloniale dans « l'Humanité » (1904-2004) : Choix d'articles présentés et annotés par Alain Ruscio*. La Dispute, Paris, 2005. 600 pages.

Sivan, Emmanuel. *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*. Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976. 261 pages.

Sorum, Paul Clay. *Intellectuals and Decolonization in France*. The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1977. 305 pages.

Theis, Laurent et Pratte, Philippe. *La guerre d'Algérie ou Le Temps des méprises*. Maison Mame, Tours, 1974. 303 pages.

Yacono, Xavier, *De Gaulle et le F.L.N., 1958-1962 : l'échec d'une politique et ses prolongements*. Atlanthrope, Paris, 1989. 127 pages.

Ouvrages collectifs

Elsenhans, Hartmut, « Échec d'une stratégie néo-coloniale : économie politique, spécificités, constances et étapes de la réaction française à l'égard de la révolution algérienne », dans Touili, Mohamed, ed., *Le retentissement de la révolution algérienne : Colloque international d'Alger (24-28 novembre 1984)*. Entreprise Nationale du Livre, Alger, 1985, p. 292-312.

Fouilloux, Ethienne, « Intellectuels catholiques et guerre d'Algérie (1954-1962) », dans Rioux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François, dir., *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Éditions Complexe, Bruxelles, 1991, p. 79-114.

Granjon, Marie-Christine, « Raymond Aron, Jean-Paul Sartre et le conflit algérien », dans Rioux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François, dir., *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Éditions Complexe, Bruxelles, 1991, p. 115-138.

Simonin, Anne, « Les Éditions de Minuit et les Éditions du Seuil. Deux stratégies éditoriales face à la guerre d'Algérie », dans Rioux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François, dir., *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Éditions Complexe, Bruxelles, 1991, p. 219-246.

Sirinelli, Jean-François, « Guerre d'Algérie : guerre des pétitions? », dans Rioux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François, dir., *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Éditions Complexe, Bruxelles, 1991, p. 265-306.

Thèses

Camain-Bouillet, Nadine. *L'affaire du Watergate dans la presse quotidienne française : étude de cas dans quatre quotidiens L'Aurore, Le Figaro, L'Humanité, Le Monde, juin 1972 à novembre 1974*. Université de Nice, Nice, 1979. 487 pages.

Roche, Émilie. « Étude des discours de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie : Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, L'Express,

France Observateur, 1954–1962 ». Université de Lyon 2, Lyon, 2007, http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2007/roche_e#p=0&a=top

Warren, Marie-Pierre. *L'attitude des journaux français face au conflit libanais 1975-1990*. Université de Montréal, Montréal, 1997. 189 pages.

